



Georg Lutz

Élections fédérales 2011

Participation et choix électoral

selects

Lausanne, 2012

Georg Lutz

Élections fédérales 2011

Participation et choix électoral

Selects – FORS, Lausanne 2012

Lutz, Georg
Élections fédérales 2011. Participation et choix électoral. Lausanne: Selects – FORS, 2012.

Éditeur: Selects – FORS

Le projet de recherche électorale Selects ainsi que l'impression et la traduction de cette brochure sont soutenus par le Fonds national suisse, projet no 10FI13_133957.

Selects est affilié au centre de compétences suisse en sciences sociales FORS à Lausanne.

Source :
Selects – FORS
Université de Lausanne, Vidy
CH-1015 Lausanne
Tél. 021 692 37 30
Fax. 021 692 37 35
e-mail: selects@fors.unil.ch

www.selects.ch
www.fors.unil.ch

Traduction: Nicolas Pekari (français); Andrea Plata (italien).

Tous droits réservés.
Copyright © chez l'éditeur.
Toute reproduction sans autorisation de l'éditeur est interdite.

Impression: Bubenberg Druck- und Verlags-AG.

ISBN 978-2-940416-04-2

L'essentiel en bref : l'UDC victime de la polarisation

L'UDC a été, durant les élections 2011, victime de la polarisation du système politique qu'elle a elle-même provoqué. Bien qu'elle soit toujours le parti le plus fort, la majorité des électeurs et électrices suisses ne peuvent pas s'imaginer voter un jour pour l'UDC. C'est ce que révèle le projet de recherche électorale Selects, financé par le Fonds national suisse (FNS) et mené au sein de FORS à Lausanne. Le PBD et le PVL ont pu gagner des électeurs de plusieurs partis et leur électorat est clairement positionné au centre. Le PS a fait un résultat au-dessus de la moyenne auprès des Suisses de l'étranger, ainsi qu'auprès des personnes qui n'étaient pas Suisses à la naissance, mais même dans ces deux groupes, l'UDC est encore le deuxième parti le plus fort.

L'UDC a considérablement contribué à la polarisation en Suisse au cours des 20 dernières années, et son positionnement en tant que parti nationaliste et conservateur de droite a longtemps été la recette de son succès. Aux élections de 2011, le parti est maintenant devenu lui-même victime de cette polarisation. Il est vrai que l'UDC garde sa position en tant que parti le plus fort de Suisse, mais il y a une nette majorité des électeurs et électrices qui ne peuvent pas s'imaginer voter pour l'UDC. La proportion des électeurs potentiels de l'UDC a aussi diminué. L'isolement de l'UDC dans le paysage politique a également conduit à ce que l'UDC échoue dans son assaut du Conseil des Etats.

L'électorat des deux nouveaux partis, PBD et PVL, sont clairement positionnés au milieu, le PBD avec une légère tendance à droite et le PVL avec une légère tendance à gauche. L'électorat du PBD se compose à parts à peu près égales d'anciens électeurs et électrices de l'UDC, du PLR et du PS. Le PVL était attractif surtout pour les anciens électeurs et électrices du PLR et du PS. Le PVL a également reçu le vote d'un grand nombre de personnes ayant voté précédemment pour le PES. Enfin, le PVL a de plus été plus attractif que la moyenne pour les personnes n'ayant pas voté en 2007.

Les votants qui n'étaient pas citoyens Suisses à la naissance et les Suisses de l'étranger ont présenté un taux de participation plus bas et ont moins voté que la moyenne pour l'UDC et un peu plus souvent le PS. Le PES a également eu plus de succès auprès des Suisses de l'étranger. Cependant, même parmi ces deux groupes de l'électorat, l'UDC est tout de même le deuxième parti, avec une grande avance sur les autres partis bourgeois ou le PES.

L'électorat identifie les différents partis avec des thèmes politiques précis. Pour le PS, il s'agit de la politique sociale, pour le PES et le PVL de la politique énergétique et de l'environnement et pour l'UDC de la politique d'immigration. Le PLR peut encore marquer des points en matière de politique européenne et de politi-

que fiscale, le PDC est crédité de certaines compétences en matière de politique sociale. Aucun thème n'est par contre associé avec le PBD. Un sondage quotidien avant les élections de 100 électeurs et électrices a également montré que durant les dernières semaines avant l'élection, il n'y a plus eu de bouleversements majeurs. La campagne n'a également plus eu d'effet mesurable.

En Suisse, les candidat-e-s investissent de grosses sommes pour leurs campagnes. En extrapolant à l'ensemble des candidat-e-s à partir des dépenses électorales engagées par les candidat-e-s, le tout se monte à un total de 30,5 millions de francs. Environ 7,7 millions de cette somme sont à mettre au compte de l'UDC, 7,1 millions à celui du PLR, 4 millions à celui du PS, 3,8 millions à celui du PDC, 2,4 millions à celui du PSE et environ 3 millions à celui du PBD et du PVL. Selon leurs propres déclarations, la plupart candidat-e-s ont également eu recours à leur fortune privée. Environ 50% des fonds proviennent de cette source. Pour les candidat-e-s UDC cela constitue environ 10.000 francs chacun-e, pour le PS seulement 2600 francs. Ce sont les candidat-e-s UDC qui ont, par rapport aux candidat-e-s des autres partis, su récolter le plus de dons.

Table des matières

1	Introduction	1
1.1	<i>Les élections fédérales 2011</i>	1
1.2	<i>Le contenu de cette brochure</i>	3
1.3	<i>Interprétation des résultats</i>	4
2	La participation électorale	7
3	Le choix électorale	13
3.1	<i>Le choix électorale selon les caractéristiques sociales</i>	13
3.2	<i>Transferts d'électrices et d'électeurs</i>	20
3.3	<i>Prise de décision et choix électorale</i>	23
3.4	<i>Perception des problèmes politiques et choix électorale</i>	27
4	Les Suisses de l'étranger	35
5	Les élections au Conseil des Etats	43
6	Dynamique de la campagne	47
6.1	<i>Le moment de la prise de décision et du vote</i>	47
6.2	<i>La perception de la campagne par l'électorat</i>	51
6.3	<i>Les changements de préférence à court terme</i>	55
6.4	<i>Conjoncture des partis et des thématiques</i>	56
7	Les potentiels des partis et leur concrétisation	65
8	Les candidat-e-s	71
9	Annexe	81
9.1	<i>Le projet Selects</i>	81
9.2	<i>Interprétation des résultats</i>	82
9.3	<i>Les bases de données</i>	83
9.4	<i>Pondération</i>	86
Encadré	<i>Choix électorale et personnes issues de l'immigration</i>	19
Encadré	<i>Les attitudes de l'électorat sur l'abandon progressif du nucléaire</i>	34
Encadré	<i>Les sondages d'opinion influencent-ils le comportement électorale ?</i>	60
Encadré	<i>Les candidat-e-s et Facebook</i>	78

Abréviations des partis

PBD	Parti bourgeois démocratique
PES	Les Verts – Parti écologiste suisse
PDC	Parti démocrate-chrétien
PLR	Parti libéral-radical
PS	Parti socialiste
PVL	Vert'libéraux
UDC	Union démocratique du centre

Tableaux et graphiques

Tableau 1	Résultats officiels des élections au Conseil national de 1995 à 2011 (en %)...1
Tableau 2	Répartition des sièges au Conseil des Etats entre 1995 et 2011.2
Tableau 3	Participation électorale selon une sélection de caractéristiques sociales entre 1995 et 2007.8
Graph. 1	Participation aux élections 2011 selon l'âge et le sexe.....9
Tableau 4	Participation selon l'orientation politique de 1995 à 2007.....10
Tableau 5	Raison de participer la plus importante de 1995 à 2011.....10
Graph. 2	Principal motif de participation selon le choix du parti en 2011.11
Graph. 3	% de répondant-e-s d'accord avec les raisons de ne pas participer.12
Graph. 4	Choix électoral selon l'âge 2011.....14
Graph. 5	Comportement électoral selon origine.19
Tableau 7	Processus de mobilisation : décision en 2011 selon comportement en 2007.21
Tableau 8	Processus de démobilisation: Comportement en 2011 selon vote en 2007...22
Graph. 6	Comparaison entre les votant-e-s et les non votant-e-s concernant la préférence pour les partis en 2011.23
Graph. 7	Positionnement de l'électorat sur l'axe gauche–droite en 2011.....24
Graph. 8	Positionnement gauche–droite et choix électoral en 1995.25
Graph. 9	Positionnement gauche–droite et choix électoral en 2011.25
Graph. 10	Positionnement gauche–droite de l'électorat des différents partis 2011.....27
Tableau 9	Problème le plus important pour l'électorat de 1995 à 2011, ainsi qu'en 2011 en fonction du parti choisi29
Tableau 10	Le parti le plus compétent pour résoudre le problème le plus important 2011.....30
Graph. 11	Partis s'occupant le plus de certaines thématiques et ceux offrant les meilleures solutions 2011.32
Graph. 12:	% d'attitudes très ou plutôt favorables à la sortie du nucléaire.....34

Graph. 13	Participation aux élections des Suisses de l'étranger en % en fonction de leur lien avec la Suisse.36
Graph. 14	Participation aux élections en % selon la possibilité ou non de voter électroniquement.....37
Tableau 11	Choix électoral des Suisses de l'étranger comparé avec celui de l'ensemble de la Suisse.....38
Graph. 15	Evaluation de l'importance accordée par les différents partis aux préoccupations des Suisses de l'étranger.39
Graph. 16	Importance des réseaux et des organisations pour garder le contact avec la Suisse.....40
Graph. 17	Utilisation des sources d'informations par les Suisses de l'étranger.41
Tableau 12	Soutien des candidat-e-s au Conseil des Etats en fonction du parti choisi.44
Tableau 13	Parti du candidat mentionné en deuxième position en fonction du parti du candidat nommé en premier.45
Graph. 18	Proportion des personnes indiquant avoir déjà reçu leur matériel de vote et avoir déjà voté.....48
Graph. 19	Façon de voter de 1995 à 2011.49
Graph. 20	Moment de prise de décision pour le choix électoral de 1995 à 2011.50
Tableau 14	Moment de décision, manière de voter et choix électoral.....51
Graph. 21	Le parti faisant la meilleure campagne en 2011, pour tous les répondant-e-s et en fonction de la préférence partisane avant les élections..53
Graph. 22	Le parti dont la couverture médiatique était la plus positive, pour tous les répondant-e-s et en fonction de la préférence partisane avant les élections..54
Graph. 23	Le parti dont la couverture médiatique était la plus négative, pour tous les répondant-e-s et en fonction de la préférence partisane avant les élections..55
Tableau 15	Préférence pour un parti avant les élections et parti effectivement choisi.56
Graph. 24	Préférence pour les différents partis dans la phase finale de la campagne. .58
Graph. 25	Mention du premier problème le plus important ou du deuxième problème le plus important durant la phase finale de la campagne.....59
Graph. 26	Avoir entendu parler d'un sondage d'opinion en %.61
Tableau 16	Avoir entendu parler d'un sondage d'opinion en %.62
Tableau 17	Décision de voter pour le PLR et PLR mentionné en tant que parti perdant. 63
Graph. 27	Probabilité de vote des sept plus grands partis 2011.66
Tableau 18	Potentiel fiable et potentiel maximal, ainsi que leur taux de concrétisation en 2011 et 2007.68
Graph. 28	Nombre d'heures consacrées par les candidat-e-s à leur campagne dans la phase finale.72
Graph. 29	Origine des fonds de campagne selon différentes catégories.74
Graph. 30	Répartition des dépenses des candidat-e-s en %.76
Graph. 31	Les candidat-e-s sur Internet, utilisation de l'instrument en %.....77
Graph. 32	Proportion des candidat-e-s ayant un profil Facebook en fonction du parti en %78
Graph. 33	Candidat-e-s sur Internet, nombre d'amis Facebook.....79

1 Introduction

1.1 Les élections fédérales 2011

Les élections fédérales de 2011 ont apporté un revirement dans la politique suisse. La montée de l'UDC, amorcée depuis des années, a été freinée. Pour la première fois depuis 1991, non seulement le parti n'a pas gagné de parts d'électorat, mais il en a perdu. Son score est passé de 28,9% à 26,8% (voir tableau 1). Cependant, tous les autres partis traditionnels ont également perdu des voix : le PLR 0,7 point de pourcentage, le PDC 2,2 points et, avec une baisse de 0,8 point, c'est aussi le cas du PS. Le PES n'a pas non plus réussi à s'appuyer sur sa forte progression de 2007 et son score a diminué de 1,2 points.

Les partis qui ont augmenté leur part d'électorat, et qui sont les vrais gagnants des élections, sont deux nouveaux partis, dont peu de gens auraient pu prédire le succès il y a quelques années : le PBD et le PVL. Les deux partis ont réussi à récolter 5,4% des voix et, dans de nombreux cantons dans lesquels ils ont concouru pour la première fois, ils ont eu un succès important. Tous les autres partis, grands et petits, ont fait les frais de la réussite de ces deux partis.

Avec les victoires électorales du PBD et du PVL, partis délibérément positionnés au centre, la polarisation croissante qui domine la politique suisse depuis longtemps, est rompue, et le centre sort renforcé des élections. Surtout pour l'UDC, habituée à la réussite, le revers de cet automne semble avoir été une surprise. Le parti a mené une campagne intense et coûteuse et il y avait peu de signes d'érosion.

Ces changements ont, cependant, apporté une importante fragmentation dans le paysage politique, surtout au centre. Le déclin des deux partis traditionnels, le PDC et le PLR, se poursuit sans interruption, et les deux partis ont atteint le plus faible niveau de leur force politique depuis l'introduction de la représentation proportionnelle en 1919. La fusion du Parti radical avec le Parti libéral n'a pas pu freiner le recul du parti.

Tableau 1 Résultats officiels des élections au Conseil national de 1995 à 2011 (en %).

Parti	1995	1999	2003	2007	2011
UDC	14.9	22.5	26.7	28.9	26.6
PLR (PRD)*	20.2	19.9	17.3	15.8	15.1
PDC	16.8	15.9	14.4	14.5	12.3
PBD					5.4
PVL				1.4	5.4
PS	21.8	22.5	23.3	19.5	18.7
PES	5.0	5.0	7.4	9.6	8.4
Autres	21.3	14.2	10.9	10.3	8.1

Source: Office fédéral de la statistique. * PLR à partir de 2011, suite à la fusion du PRD avec le PLS.

Les élections au Conseil national ont eu lieu en même temps que les élections au Conseil des Etats dans presque tous les cantons. Le PLR et le PDC ont également perdu des sièges au Conseil des Etats, mais moins que ce qui avait été prévu avant les élections (voir tableau 2). Le PLR garde 11 sièges et le PDC 13. Ainsi, les deux partis centristes occupent 24 des 46 sièges et gardent une majorité très étroite dans la chambre haute. En 1995, cette majorité était encore confortable avec 33 sièges.

Le véritable gagnant des élections au Conseil des Etats est le PS. Le parti a réussi, en dépit de légères pertes, à gagner deux places. Il compte aujourd'hui 11 sièges et est représenté plus fortement que jamais au Conseil des Etats.

Les élections au Conseil des Etats ont été décevantes pour l'UDC. Le parti était représenté dans de nombreux cantons par ses candidat-e-s les plus important-e-s au niveau national, de manière à contrer au moins en partie sa forte sous-représentation au Conseil des Etats par rapport à sa part d'électorat au Conseil national. La stratégie a complètement échoué et, suite aux élections de 2011, l'UDC compte deux représentant-e-s de moins qu'en 2007.

Outre les représentant-e-s des deux grands partis, les deux représentant-e-s des Verts ont été réélus, ainsi que les deux représentant-e-s du PVL et le représentant bernois du PBD. Un indépendant a également fait son entrée au Conseil des Etats.

Tableau 2 Répartition des sièges au Conseil des Etats entre 1995 et 2011.

Parti	1995	1999	2003	2007	2011
UDC	5	7	8	7	5
PLR (PRD)	17	17	14	12	11
PDC	16	15	15	15	13
PS	5	6	9	9	11
PES				2	2
Autres	3	1		1	4
Total	46	46	46	46	46

Source: Office fédéral de la statistique.

Pour la quatrième fois consécutive, la participation aux élections a augmenté. En 2011, 48,5% des électeurs et électrices se sont déplacés aux urnes, soit une légère augmentation de 0.2 points par rapport à 2007. S'il est vrai que, comparativement aux autres démocraties, la participation électorale reste toujours très basse en Suisse, il a une nouvelle fois été possible de renverser la tendance à la baisse du taux de participation, observée presque continuellement entre 1947 et 1995.

L'élection du Conseil fédéral qui a suivi les élections fédérales n'a présenté aucune surprise, en dépit des controverses sur la concordance et la composition

politique du Conseil fédéral. Tous les anciens conseillers fédéraux ont été confirmés, la socialiste Micheline Calmy-Rey, démissionnaire, a été remplacée par un représentant du PS de Fribourg, Alain Berset. Comme prévu, l'UDC a revendiqué un deuxième siège au Conseil fédéral, mais le recul du parti a fortement réduit la pression sur les autres partis : ces derniers n'ont plus vu la nécessité de satisfaire à la revendication arithmétique de l'UDC d'un deuxième siège. L'UDC ayant mal géré le choix des candidats, les autres partis ont préféré réélire tous les ministres et faire encore patienter l'UDC.

1.2 Le contenu de cette brochure

Cette brochure permet à un large public d'accéder aux premiers résultats de la recherche électorale Selects. La recherche électorale examine principalement deux questions simples :

- Qui participe aux élections et pourquoi ?
- Qui vote pour un certain parti / ou certain-e-s candidat-e-s et pourquoi ?

Depuis des décennies, la recherche électorale tente, par différentes méthodes et à divers niveaux, de trouver des réponses aux raisons qui poussent un individu à voter de telle ou telle manière. Personne ne dispose à ce sujet de réponses définitives. Il s'agit plutôt de composer un puzzle. Dans cette brochure, nous présentons une sélection de caractéristiques relatives à la participation et au comportement électorale. A cet égard, nous porterons une attention particulière aux élections de 2011, même si pour certains points nous remontons jusqu'à 1995, année où le projet Selects a été mené pour la première fois.

Dans le cadre du projet Selects 2011, plusieurs enquêtes ont été réalisées, qui fournissent les données de base de ce projet:

- Une enquête post-électorale 2011, où un total de 4391 électrices et électeurs a été interrogé par téléphone dans les trois semaines suivant l'élection par l'institut de sondage DemoSCOPE. Il s'agit d'un échantillon stratifié par canton dans lequel les petits cantons sont surreprésentés. Afin d'obtenir des résultats représentatifs pour l'ensemble de la Suisse, les données ont été pondérées (une description détaillée peut être trouvée en annexe).
- A travers l'utilisation de ce que l'on appelle une Rolling Cross-Section (RCS), nous avons interrogé tous les jours en moyenne 100 personnes sur leurs intentions de choix électorale et leur intention de participer, ainsi que sur l'évaluation des partis et des campagnes durant les 40 jours précédant les élections. Cet instrument, déjà testé dans d'autres pays, a été utilisé pour la première fois en Suisse afin de représenter les processus de formation d'opinion. Parallèlement à l'enquête RCS, et en coopération avec l'Institut de la communication et des médias de l'Université de Zurich, une analyse des médias a été menée sur la même période.

- Dans le cadre du projet, grâce à la coopération du Département fédéral des affaires étrangères, il a été possible d'interviewer pour la première fois 1629 citoyen-ne-s suisses vivant à l'étranger.
- A travers l'enquête envoyée à l'ensemble des 3547 candidates et candidats au Conseil national et au Conseil des Etats, dont 1676 ont répondu, nous avons un aperçu de la trajectoire politique, des activités de campagne et des attitudes politiques des personnes souhaitant être élues au Parlement. Cette enquête a été réalisée pour le compte de Selects par polittools.net, également responsables de l'enquête smartvote.

Les différentes enquêtes sont coordonnées entre elles. Ainsi, par exemple les questions sur les attitudes sont identiques dans l'enquête candidat-e-s et dans l'enquête post-électorale, ce qui permet de comparer les positions des uns et des autres. Outre ces instruments partiellement nouveaux, un grand nombre de nouvelles questions a été proposé par divers scientifiques actifs dans la recherche électorale.

1.3 Interprétation des résultats

Tous les partis qui ont obtenu plus de 5% des voix en 2011, c'est-à-dire l'UDC, le PLR, le PBD, le PDC, le PVL, le PS et le PES, sont inclus dans les analyses. Les plus petits partis n'ont pas été pris en considération parce que, vu la part relativement mince d'électeurs ayant soutenu ces partis, le nombre d'observations est trop faible pour en tirer des conclusions pertinentes.

Les résultats des sondages sont toujours sujets à caution. Les adresses initiales sont une sélection aléatoire et donc soumises à l'erreur d'échantillonnage. De plus, en Suisse environ 15% des personnes ainsi sélectionnées n'ont pas de numéro de téléphone enregistré et, parmi celles dont le numéro de téléphone nous est connu, beaucoup sont tout de même inatteignables ou ne souhaitent pas participer au sondage. Ces pertes sont grandes, surtout parmi les personnes qui ne s'intéressent pas à la politique et qui n'ont pas participé aux élections.

Pour toutes ces raisons, il faut procéder avec beaucoup de précaution dans l'analyse et l'interprétation des résultats d'enquêtes. Dans tous les tableaux, nous ne présentons que les résultats significatifs d'un point de vue statistique. Les résultats réels se situent toujours dans une certaine marge d'erreur, qui varie selon le nombre de cas inclus dans l'analyse et la répartition du résultat. Pour ne pas compromettre la lisibilité de la publication, nous n'indiquons pas chaque fois la marge d'erreur, mais en tenons compte dans l'interprétation. Lors d'une répartition 50-50, la marge d'erreur est de +/- 1,5% pour un échantillon de 4391 personnes. L'erreur d'échantillonnage devient rapidement beaucoup plus importante dès lors qu'une analyse comprend moins de cas.

L'accès public aux données est indispensable à la recherche scientifique. Toutes les données d'enquête utilisées pour cette étude ainsi que la documentation complète sont déposées auprès du Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS) et disponibles librement sur www.selects.ch.

2 La participation électorale

En 2011, le taux de participation a augmenté pour la troisième fois consécutive par rapport aux élections précédentes. Avec un taux de 48,5%, il se situe toutefois bien en deçà de la moyenne des élections nationales dans d'autres démocraties. Deux raisons sont souvent citées pour expliquer la faible participation en Suisse. D'une part, il y a en Suisse deux à quatre votations fédérales par année. Ainsi, le peuple suisse est appelé aux urnes plus souvent que les citoyennes et citoyens d'autres pays et la possibilité de se prononcer en votation populaire sur des questions concrètes et importantes diminue l'importance des élections. Deuxièmement, le paysage politique a été pendant longtemps très stable et, dès l'introduction de la formule magique en 1959 et la confirmation rituel de membres du gouvernement fédéral, les élections au Conseil national n'ont jusqu'en 2003 jamais eu une influence directe sur la composition du gouvernement.

Depuis les années 1990, il y a eu des changements qui ont eu un effet sur la mobilisation. Avec la montée de l'UDC, la composition du Parlement jusque-là rigide a commencé à bouger, et le paysage politique a fortement changé. En 2011, le PVL et le PBD ont émergé et fait une concurrence supplémentaire aux partis établis. Même la composition du gouvernement n'est plus aussi stable qu'auparavant. Alors que tous les grands partis sont encore représentés au sein du gouvernement, la « juste » composition du gouvernement a donné lieu à de grands débats avant les élections. La destitution de Ruth Metzler en 2003 et celle de Christoph Blocher en 2007, des événements qu'on n'avait pas vus depuis 120 ans, ont ébranlé le consensus préexistant.

Le taux de participation n'est pas réparti de manière aléatoire dans la population, mais varie selon différentes caractéristiques sociales (voir tableau 3). En Suisse, lors des élections, on observe toujours une différence de participation entre femmes et hommes. En 2011, 51% des hommes et 46% des femmes ont participé aux élections. Cet écart a cependant diminué par rapport aux élections précédentes, après avoir augmenté précédemment par rapport aux années 1990.

La participation varie également fortement avec l'âge. Comme dans presque toutes les études sur la participation, nos données démontrent que plus l'âge augmente, plus la participation est élevée. On observe chez les 18–24 ans une stagnation, après une forte augmentation de la participation dans ce groupe durant les élections de 1999, 2003 et 2007.

Tableau 3 Participation électorale selon une sélection de caractéristiques sociales entre 1995 et 2007.

	1995	1999	2003	2007	2011
<i>Participation globale</i>	42	44	45	48	49
<i>D'après le sexe</i>					
Hommes	46	51	52	55	51
Femmes	39	37	40	43	46
<i>D'après l'âge</i>					
18-24	21	28	33	35	32
25-34	30	29	31	34	34
35-44	43	40	37	39	43
45-54	51	52	50	53	48
55-64	52	52	55	60	57
65-74	61	57	61	58	61
75+	58	56	53	62	70
<i>D'après la formation la plus élevée</i>					
Ecole obligatoire, apprentissage	39	31	33	38	35
Formation professionnelle	37	39	43	43	45
Maturité, Haute école spécialisée, Université	53	59	56	61	59
<i>D'après le revenu mensuel</i>					
Jusqu'à 3000	39	33	34	35	36
3001-5000	36	39	41	44	43
5001-9000	45	44	48	47	51
9001 et plus	52	59	55	58	53
<i>D'après l'état civil</i>					
Marié-e	49	51	51	54	55
Célibataire	33	35	39	38	39
Divorcé-e/séparé-e	32	33	34	45	41
Veuve-veuf	44	39	45	41	48
<i>N</i>	6779- 7564	2828- 3249	5086- 5868	3731- 4391	3736- 4304

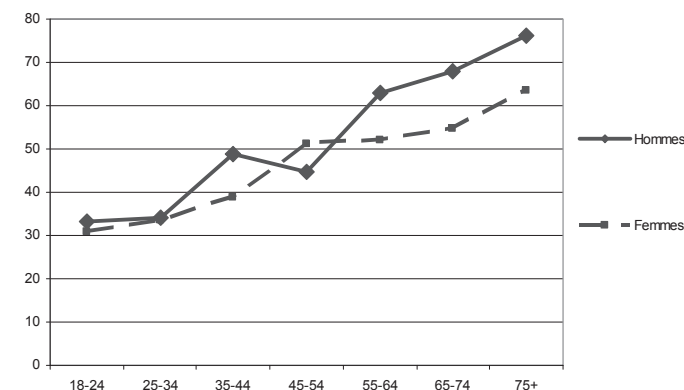
Exemple de lecture : chez les hommes, la participation aux élections était de 46% en 1995, chez les femmes de 39%

Il est intéressant de comparer les niveaux de participation des femmes et des hommes selon l'âge (voir graphique 1). En 2007, dans le groupe d'âge le plus jeune il y avait une différence marquée entre hommes et femmes, alors qu'en 2011 cette différence n'existe plus, principalement parce que la participation des hommes de cette tranche d'âge, qui était en 2007 clairement plus élevée que celle des jeunes femmes, a diminué. Des différences par genre subsistent dans les catégories d'âge de plus de 55 ans. L'écart de participation que l'on observe entre les hommes de 55 ans et plus et les femmes de la même génération semble être la conséquence de l'introduction tardive du droit de vote des femmes en Suisse.

Des différences de niveau de participation existent également par rapport à la formation et au revenu et n'ont pas beaucoup évolué. Les personnes disposant d'un haut niveau de formation et d'un revenu élevé votent nettement plus souvent

que celles dont la formation et le revenu sont faibles. Pour l'état civil, les différences sont également relativement stables : les personnes mariées participent nettement plus que les célibataires, les personnes divorcées et veuves se situent dans la moyenne. Cet écart diminue cependant lorsqu'on prend également en compte l'âge, puisque les jeunes sont nettement plus souvent célibataires que les personnes plus âgées. Les personnes mariées sont socialement mieux intégrées, s'intéressent plus souvent à la politique et participent davantage aux élections.

Graphique 1 Participation aux élections 2011 selon l'âge et le sexe.



(N=4381).

La participation diffère aussi fortement selon le positionnement politique (voir tableau 4). Les personnes se positionnant à gauche ou à droite participent plus fréquemment que celles se situant politiquement au centre. L'intérêt pour la politique et la participation aux votations sont étroitement liés à la participation aux élections. Les personnes très intéressées par la politique et celles qui participent activement aux votations fédérales ont un niveau de participation électorale élevé. Chez les personnes déclarant qu'elles participent rarement, voire jamais aux votations, et aussi chez celles qui ne s'intéressent pas à la politique, la participation électorale est faible. Au cours des 16 dernières années, la participation a en particulier augmenté chez les personnes participant irrégulièrement ou fréquemment aux votations, ainsi que celles qui s'intéressent à la politique. Pour les personnes qui ne participent jamais ou rarement aux votations et ne s'intéressent pas à la politique, la participation est restée faible à un niveau constant.

Tableau 4 Participation selon l'orientation politique de 1995 à 2007.

	1995	1999	2003	2007	2011
<i>Orientation politique</i>					
Gauche (0-3)	52	52	55	57	56
Centre (4-6)	41	42	41	44	42
Droite (7-10)	57	51	59	58	59
<i>Intérêt pour la politique</i>					
Très intéressé-e	73	82	81	85	84
Plutôt intéressé-e	49	55	54	61	60
Plutôt pas intéressé-e	24	24	24	24	24
Pas du tout intéressé-e	7	9	8	8	12
<i>Participation aux votations</i>					
0 à 3 sur 10	9	6	6	8	7
4 à 6 sur 10	25	29	31	34	31
7 à 10 sur 10	67	72	72	76	74
	6422-	2914-	5321-	4100-	4246-
N	7531	3521	5876	4387	4370

Exemple de lecture : pour les personnes qui se classent à gauche, la participation s'élève à 52% en 1995.

Pour terminer, nous avons aussi examiné l'évolution des raisons de participer dans le temps (voir tableau 5). Entre 1995 et 2011, la raison de participer prédominante a été l'envie de participer, raison en légère hausse en 2011. La deuxième raison est la participation par tradition ou par devoir.

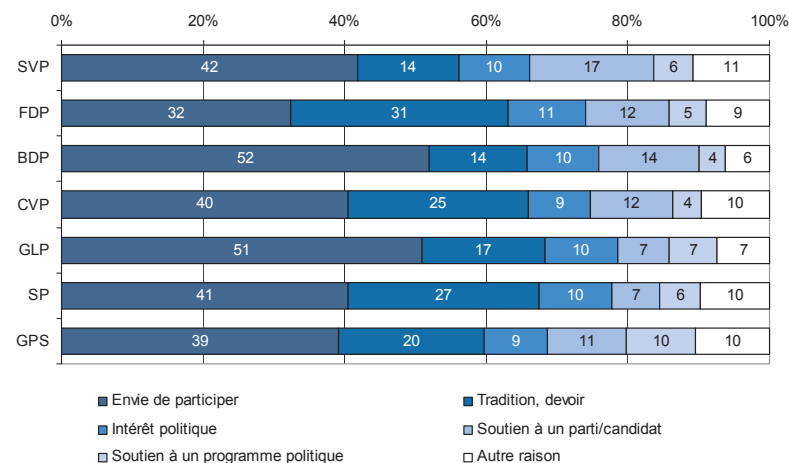
Tableau 5 Raison de participer la plus importante de 1995 à 2011.

	1995	1999	2003	2007	2011
Envie de participer	35	38	39	36	40
Tradition, devoir	24	21	18	19	23
Intérêt politique	12	14	11	9	10
Soutien à un parti/candidat	16	13	13	17	12
Soutien à un programme politique	7	8	8	9	6
Autre raison	6	7	10	10	10
Total	100	100	100	100	100
N	3191	1401	2641	2105	3206

Exemple de lecture : en 1995, 35% des votant-e-s ont indiqué avoir participé aux élections parce qu'ils/elles souhaitaient participer.

Ce qui est intéressant dans ce contexte, c'est la répartition de la motivation selon le choix de parti (voir graphique 2). En particulier, les électeurs des deux nouveaux partis disent plus souvent que la moyenne qu'ils ont voté car ils avaient envie de participer. En revanche, parmi les partis établis – PDC, PLR et PS – la proportion des électeurs et électrices qui votent par tradition est nettement plus élevée. Il est probable que les nouveaux partis suscitent l'intérêt de personnes qui ne votent pas par habitude.

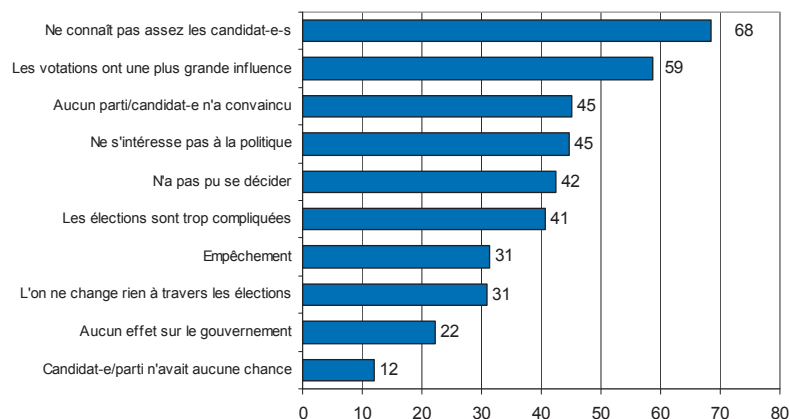
Graphique 2 Principal motif de participation selon le choix du parti en 2011.



Exemple de lecture: parmi les électeurs UDC en 2011, 42% disent avoir participé aux élections parce qu'ils souhaitent avoir leur mot à dire, 14% ont voté par tradition ou sens du devoir, 10% par intérêt politique, alors que 17% l'ont fait pour soutenir un parti ou un candidat. (N UDC 802, PLR 456, PBD 164, PDC 374, PVL 163, PS 565, PES 253).

Nous avons présenté aux non votant-e-s plusieurs raisons possibles qui pourraient les inciter à s'abstenir. Les répondant-e-s pouvaient indiquer pour chacun des énoncés s'ils étaient d'accord ou non. Dans l'ensemble, les résultats montrent que l'abstentionnisme est moins dû à une lassitude à l'égard de la politique en général qu'à un manque d'intérêt envers les élections. Le plus souvent, les non votant-e-s déclarent qu'ils ne connaissaient pas assez les candidat-e-s (voir graphique 3). La seconde raison la plus citée par les abstentionnistes était : l'on a une plus grande influence à travers les votations qu'à travers les élections. Une proportion de 40% des non votant-e-s interrogés a affirmé qu'aucun-e candidat-e ou parti ne les avait convaincus, qu'ils n'avaient pas pu se décider ou que les élections étaient trop compliquées et que leur intérêt pour la politique trop faible. Seul un tiers était d'accord avec l'affirmation que l'on ne change rien à travers les élections et 22% pensaient que ces dernières n'ont aucun effet sur la composition du gouvernement. La raison la moins invoquée par les non votant-e-s était que le parti ou les candidat-e-s qu'ils préféraient n'avaient aucune chance d'être élus.

Graphique 3 % de répondant-e-s d'accord avec les raisons de ne pas participer.



3 Le choix électoral

Qui vote pour quel parti et pour quelles raisons ? Cette question est au cœur de la recherche électorale. Comment se fait-il qu'au sein d'un même milieu politique un électeur opte pour un parti et une électrice pour un autre parti ? Nous n'avons pas de réponses définitives à ces questions, parce qu'il est impossible de suivre les raisonnements de chaque individu et que les motivations de la décision de vote sont trop complexes et ne peuvent se réduire à un facteur ou un autre. Il est cependant possible d'associer le choix de vote à différentes caractéristiques sociales et politiques et d'avoir ainsi une certaine image des différentes motivations qui amènent une électrice ou un électeur à se décider pour un parti déterminé.

3.1 Le choix électoral selon les caractéristiques sociales

Dans un premier temps, nous allons adopter une perspective longitudinale afin d'examiner le choix d'un parti donné entre 1995 et 2011, selon différentes caractéristiques sociales.

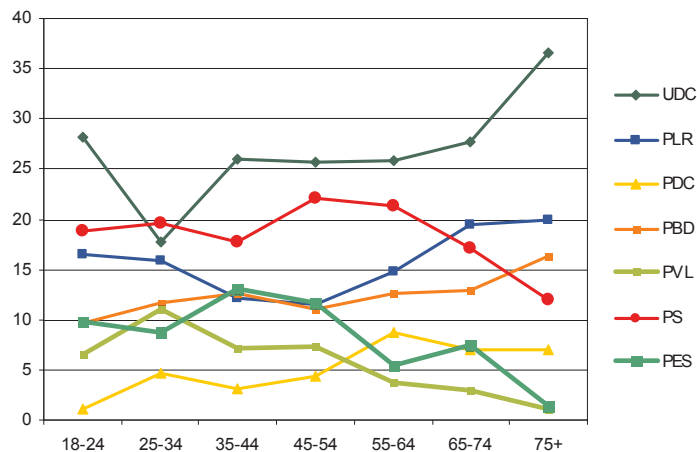
Tout d'abord, on observe qu'il n'existe pas de différences systématiques entre femmes et hommes (voir tableau 6). En 2007 qu'en 1995, aucune différence significative n'a été constatée entre les femmes et les hommes, alors que des différences étaient présentes en 1999 et 2003, mais elles n'étaient pas très importantes. Lors de ces deux élections, l'UDC était plus attrayante pour les hommes que pour les femmes ; la proportion de ces dernières qui ont choisi le PS et le PDC était supérieure à la moyenne. En 2011, l'on constate à nouveau certaines différences. Les hommes sont de nouveau légèrement plus nombreux à voter UDC, alors que les femmes ont voté plus souvent pour le PES.

En revanche, des différences de vote se manifestent nettement en fonction de l'âge (voir graphique 4 et tableau 6). En 2011, il y a des effets différents selon le parti. Pour l'UDC, la part de l'électorat des 18–24 ans est proche de la part des suffrages obtenue sur l'ensemble de la Suisse. Ce qui signifie que l'UDC a une nouvelle fois réussi à convaincre de nombreux jeunes. Dans le groupe d'âge des 25–34 ans, la part de l'électorat recule fortement pour ensuite s'accroître de façon continue dans les tranches d'âge suivantes. Le PLR a un succès plus faible chez les 35–54 ans, mais augmente sa part de vote chez les 18–24 ans et les 25–34 ans et réalise un résultat supérieur à la moyenne chez les personnes de plus de 65 ans. Le PDC a une proportion relativement constante d'électrices et d'électeurs de tous les groupes d'âge avec une légère tendance à la hausse avec l'âge chez les groupes de personnes plus âgées. Le PS fait un score également relativement constant, légèrement supérieur à la moyenne dans le groupe des 45–64 ans, et ce n'est qu'à partir de 65 ans que sa part commence à diminuer.

Le parti n'est cependant plus sous-représenté chez les jeunes comme c'était le cas en 2007.

Il est intéressant de comparer le PES et le PVL. Le PES est mieux représenté que le PVL dans le groupe d'âge le plus jeune. Cependant, dans la catégorie d'âge des 25–34 ans, le PVL est pratiquement aussi fort que le PES. Dans le cas du PVL la proportion est ensuite plus faible dans les groupe d'âge élevés. Le PES se situe au-dessus de la moyenne chez les 35–54 ans, puis la part d'électorat diminue également avec l'âge. Comme pour l'UDC, le soutien au PBD s'accroît avec l'âge, alors que chez les plus jeunes, le PBD n'obtient pratiquement aucune voix.

Graphique 4 Choix électoral selon l'âge 2011.



Exemple de lecture : chez les 18–24 ans, 28% environ ont voté UDC, ensuite la part diminue à 18% pour remonter continuellement (N voir tableau 6).

On observe de grandes différences de vote par rapport au niveau de formation. L'UDC est très clairement surreprésentée chez les personnes n'ayant terminé que l'école obligatoire et légèrement surreprésentée chez les personnes ayant effectué un apprentissage. Elle est au contraire nettement sous-représentée au sein de l'électorat disposant d'une formation plus élevée. La diminution des parts d'électorat de l'UDC est frappante en particulier chez les personnes ayant effectué un apprentissage. En 2007, la part d'électorat dans ce groupe était de 39%, contre 31% en 2011. Il y a un léger effet du niveau d'éducation auprès des élec-

trices et électeurs du PDC, tandis que le PLR, le PS, le PES et le PVL font de meilleurs scores chez les personnes possédant une formation plus élevée.

S'agissant du choix électoral en fonction du revenu, on observe que la part d'électorat de l'UDC parmi les personnes aux revenus moyens a diminué par rapport à 2007. Le groupe au revenu le plus élevé est par contre nettement moins susceptible de soutenir l'UDC. Le PLR quant à lui est toujours surreprésenté dans l'électorat aux revenus élevés. Mais on constate que la nette avance qu'il avait dans cette catégorie au cours des années 1990, conjointement avec le PS, a fondu entre-temps.

L'ancrage du PDC dans ses anciens bastions est toujours prononcé. Parmi les catholiques, il peut compter sur un électorat de plus de 25%. En revanche, seuls 4% des protestants votent pour le PDC. L'inverse est vrai pour le PBD. Une proportion nettement plus élevée de protestants votent pour le PBD que pour le PDC. L'électorat du PS et du PES est surtout constitué de personnes sans confession.

Tableau 6 choix électoral selon les caractéristiques sociales entre 1995 et 2011.

	1995					1999					N					
	UDC	PRD	PDC	PS	PES	Autres	N	UDC	PRD	PDC		PS	PES	Autres		
Total	15	20	17	22	5	21	100	2869	22	19	15	22	5	16	100	1342
D'après le sexe	non significatif															
Hommes	non significatif															
Femmes	non significatif															
D'après l'âge	non significatif															
18-24	11	16	21	21	8	23	100	158	27	11	16	25	11	10	100	64
25-34	13	16	15	28	10	18	100	485	25	19	13	23	4	15	100	180
35-44	12	20	14	28	6	21	100	621	19	16	14	24	10	17	100	300
45-54	16	19	17	22	4	21	100	573	22	27	13	23	4	11	100	244
55-64	17	21	17	16	2	27	100	427	19	18	18	21	3	21	100	240
65-74	20	25	22	15	1	17	100	401	25	19	19	17	1	20	100	200
75+	17	25	14	16	5	22	100	202	24	22	18	21	1	13	100	114
D'après le niveau de formation le plus élevé	non significatif															
Ecole obligatoire, apprentissage	16	17	30	15	1	21	100	370	33	12	26	20	2	7	100	195
Formation professionnelle	18	20	15	21	5	22	100	1417	28	17	17	16	4	19	100	591
Maturité, HES, Université	10	22	15	26	7	19	100	1059	16	23	12	26	5	17	100	455
D'après le revenu	non significatif															
Jusqu'à 3000	19	17	21	22	4	17	100	315	25	15	27	19	4	10	100	111
3001 - 5000	15	17	17	22	6	24	100	616	25	14	19	19	3	20	100	315
5001 - 9000	16	18	15	23	6	22	100	1156	22	17	14	23	6	18	100	511
9001 et plus	11	28	17	22	3	20	100	543	15	29	11	28	5	12	100	267
D'après la religion	non significatif															
Protestant	21	23	4	26	6	21	100	1208	27	22	4	24	4	20	100	608
Catholique	11	19	33	17	4	16	100	1268	18	17	32	18	4	10	100	543
Autres	13	13	9	20	1	45	100	101	17	18	3	21	5	36	100	42
Sans confession	9	15	4	29	9	34	100	290	17	16	7	29	12	20	100	145
D'après l'état civil	non significatif															
Marié-e	15	21	18	20	4	21	100	1780	23	19	16	20	4	18	100	831
Célibataire	13	16	16	28	8	19	100	643	21	19	13	26	8	13	100	291
Divorcé-e/séparé-e	19	22	7	24	4	23	100	199	20	18	10	32	3	16	100	99
Veuve-veuf	17	22	21	18	3	19	100	243	20	23	22	19	1	14	100	117

Exemple de lecture : il n'y avait pas de différence significative entre les hommes et les femmes en 1995. En 1999, les hommes ont été 25% à voter UDC, les femmes 19%.

Tableau 6 choix électoral selon les caractéristiques sociales entre 1995 et 2011 (suite).

	2003					2007					N						
	UDC	PRD	PDC	PS	PES	Autres	N	UDC	PRD	PDC		PS	PES	Autres	Total		
Total	27	17	14	23	7	11	100	2518	29	16	14	20	10	12	100	1996	
D'après le sexe	non significatif																
Hommes	30	18	14	22	6	10	100	1264									100
Femmes	23	16	15	25	8	12	100	1253									100
D'après l'âge	non significatif																
18-24	21	20	12	17	17	13	100	123	30	11	15	17	12	15	100	176	
25-34	24	12	14	27	11	11	100	277	22	12	16	16	18	17	100	376	
35-44	21	16	14	28	10	11	100	463	22	16	15	18	14	15	100	317	
45-54	28	15	11	26	8	11	100	492	25	15	14	25	10	10	100	389	
55-64	28	19	15	23	5	10	100	497	31	16	13	23	8	9	100	407	
65-74	31	18	19	17	3	13	100	376	35	19	18	14	5	10	100	303	
75+	29	24	16	19	4	8	100	290	37	19	11	19	3	10	100	228	
D'après le niveau de formation le plus élevé	non significatif																
Ecole obligatoire, apprentissage	37	12	17	19	3	11	100	279	36	15	17	17	4	11	100	211	
Formation professionnelle	32	16	15	22	5	10	100	1217	39	15	14	15	7	10	100	927	
Maturité, HES, Université	18	21	12	26	11	11	100	1009	16	17	15	25	14	13	100	843	
D'après le revenu	non significatif																
Jusqu'à 3000	35	14	16	18	4	13	100	205	33	13	14	15	5	19	100	100	
3001 - 5000	31	12	14	23	7	12	100	476	41	12	11	20	6	10	100	304	
5001 - 9000	25	15	14	26	8	11	100	967	28	13	15	21	10	13	100	708	
9001 et plus	21	25	12	24	9	9	100	590	21	22	15	19	11	11	100	635	
D'après la religion	non significatif																
Protestant	32	21	4	25	7	13	100	975	35	17	5	20	9	14	100	749	
Catholique	22	16	31	19	4	7	100	979	26	17	30	15	7	6	100	750	
Autres	28	13	2	21	8	27	100	119	32	19	4	21	4	20	100	120	
Sans confession	25	13	6	30	16	12	100	433	20	11	6	28	18	17	100	368	
D'après l'état civil	non significatif																
Marié-e	29	17	15	23	6	10	100	1453	30	16	15	19	8	11	100	1308	
Célibataire	21	17	14	23	12	13	100	583	25	12	16	20	14	13	100	422	
Divorcé-e/séparé-e	23	16	7	31	8	15	100	234	26	12	10	28	11	14	100	141	
Veuve-veuf	29	21	19	18	3	9	100	247	31	27	14	13	5	9	100	115	

Tableau 6 choix électoral selon les caractéristiques sociales entre 1995 et 2011 (suite).

	2011										N
	UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres	Total		
Total	27	15	5	12	5	19	9	7	100	3011	
D'après le sexe											
Hommes	30	16	6	12	5	18	6	7	100	1515	
Femmes	24	15	5	13	6	20	11	7	100	1497	
D'après l'âge											
18-24	28	16	1	10	6	19	10	10	100	251	
25-34	18	16	5	12	11	20	9	11	100	470	
35-44	26	12	3	13	7	18	13	8	100	478	
45-54	26	12	4	11	7	22	12	6	100	625	
55-64	26	15	9	13	4	21	6	7	100	598	
65-74	28	19	7	13	3	17	8	5	100	508	
75+	37	20	7	16	1	12	1	6	100	311	
D'après le niveau de formation le plus élevé											
Ecole obligatoire, apprentissage	42	12	4	15	2	14	5	5	100	260	
Formation professionnelle	31	14	6	13	4	17	8	7	100	1435	
Maturité, HES, Université	19	17	5	12	8	22	10	8	100	1297	
D'après le revenu											
Jusqu'à 3000	42	7	7	19	2	12	6	5	100	128	
3001- 5000	34	10	7	13	2	18	7	9	100	388	
5001- 9000	26	14	6	11	4	21	9	9	100	1151	
9001 et plus	24	19	5	12	8	18	9	5	100	1343	
D'après la religion											
Protestant	28	17	10	4	6	18	8	7	100	1011	
Catholique	26	15	3	25	4	16	6	5	100	1218	
Autres	25	14	7	7	5	12	5	24	100	154	
Sans confession	25	13	3	3	8	28	14	7	100	619	
D'après l'état civil											
Marié-e	27	16	7	14	5	18	7	7	100	1879	
Célibataire	24	13	3	10	7	20	13	10	100	770	
Divorcé-e/séparé-e	34	10	3	6	5	27	11	3	100	223	
Veuve-veuf	25	20	7	17	5	17	4	4	100	156	

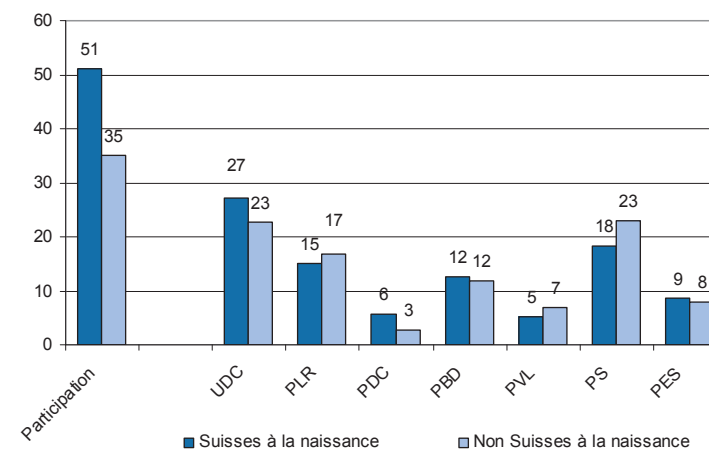
Encadré Choix électoral et personnes issues de l'immigration

La question de savoir comment les personnes issues de l'immigration font leur choix électoral refait régulièrement surface. Dans le cadre de Selects 2011, cet ensemble de questions a été inclut pour la première fois.

Il est important de préciser d'abord ce que l'on entend exactement par population issue de l'immigration. Il s'agit de personnes n'ayant pas été élevées et politiquement socialisées en Suisse. Dans le discours public, l'étiquette «population issue de l'immigration» est souvent assimilée au fait que les individus ou leurs parents n'ont pas la nationalité suisse à la naissance, ce que nous examinons également ici. Dans notre étude, environ 15% des répondant-e-s ont indiqué n'avoir pas eu la nationalité suisse à leur naissance.

Il est peu surprenant de voir que le taux de participation de 32% des personnes non suisses à leur naissance est nettement plus faible que celui des personnes qui étaient suisses à leur naissance (voir graphique 5). Cependant, par rapport au choix électoral, les différences sont minimales et à peine significatives. Le PS est légèrement surreprésenté auprès des personnes non suisses à leur naissance, l'UDC faiblement sous-représentée. Le PS et l'UDC obtiennent un nombre de votes à peu près égal dans cette population. Pour les autres partis, les différences ne sont pas assez notables pour en tirer des conclusions.

Graphique 5 Comportement électoral selon origine.



Non Suisses à la naissance en tout N = 703; De nationalité suisse N = 3678; parmi les personnes qui ont voté : autre nationalité N = 324, nationalité suisse N=2688.

3.2 Transferts d'électrices et d'électeurs

Entre deux élections, on observe d'intéressants transferts de voix entre les partis. Les pertes et les gains des partis par rapport aux élections précédentes se composent de quatre processus différents:

- Combien d'électrices et d'électeurs votent pour le même parti lors de deux élections consécutives ?
- Combien d'électrices et d'électeurs changent de parti ?
- Combien d'électrices et d'électeurs qui ne se sont jamais déplacés aux urnes est-il possible de mobiliser ?
- Combien d'électrices et d'électeurs se démobilisent, c'est-à-dire ne vont plus voter ?

Ces différents processus sont difficiles à étudier. En utilisant des données agrégées, c'est-à-dire les pourcentages de voix obtenus par chaque parti lors d'une élection, seul le solde des reports d'un parti peut être comparé entre deux élections. Sur cette base, il n'est pas possible d'établir comment les électrices et électeurs se sont effectivement comportés entre deux élections, à savoir combien d'entre eux sont passés d'un parti à l'autre. Une telle étude peut par contre être conduite au moyen de données individuelles; toutefois, dans le système complexe et multipartite que connaît la Suisse, le nombre de transferts possibles est très élevé et le nombre des sondés qui indiquent un passage d'un parti à un autre est relativement faible. Si l'on considère les sept plus grands partis et la possibilité de ne pas voter, il existe déjà 64 (8 x 8) possibilités de transferts. Une autre difficulté réside dans le fait que certaines personnes sont incapables de se rappeler leur comportement de vote d'il y a quatre ans et qu'elles ont tendance à généraliser leur comportement actuel. De ce fait, les transferts sont souvent sous-estimés. Malgré ces incertitudes, il est possible de lire des tendances à partir des données disponibles.

Pour les élections 2011 et en vue d'effectuer une comparaison avec 2007, nous avons choisi deux approches. D'une part, nous montrons comment l'électorat d'un parti en 2011 s'est comporté il y a quatre ans. Nous parlons ici d'un processus de mobilisation. D'autre part, nous observons comment certains électeurs et électrices, qui avaient fait le choix d'un certain parti en 2007, se sont comportés en 2011, à savoir s'ils ont choisi le même parti ou un autre, ou s'ils sont effectivement allés voter. Il s'agit là d'un processus de démobilisation.

Tableau 7 Processus de mobilisation : décision en 2011 selon comportement en 2007.
Comportement 2007

		Comportement 2007							N'a pas voté / Ne sait pas	Total	N
		UDC	PRD	PDC	PVL	PS	PES	Autres			
Décision en 2011	UDC	59	4	2	1	1	0	4	29	100	485
	PLR	2	63	2	1	1	0	8	24	100	268
	PBD	15	20	8	0	17	2	15	23	100	91
	PDC	3	3	60	0	4	0	7	23	100	223
	PVL	4	16	6	10	17	9	9	30	100	92
	PS	2	1	1	0	62	4	5	25	100	359
	PES	3	1	2	1	25	36	8	26	100	158

Exemple de lecture : parmi ceux qui ont voté UDC en 2011, 59% avaient déjà voté UDC en 2007, 4% PRD, 2% PDC et 1% PS. 29% n'avaient pas participé aux élections ou sont incapables de se souvenir de leur choix.

Le tableau 7 montre plusieurs différences entre les partis par rapport à la mobilisation. La part d'électeurs relativement stable cache à chaque fois les larges reports de voix individuels qui s'effectuent à l'arrière-plan. Environ un quart de l'électorat de 2011 déclare n'avoir pas voté en 2007 et ces personnes qui s'étaient abstenues auparavant se répartissent entre tous les partis. Environ 50% de l'électorat ont voté en 2011 pour le même parti qu'en 2007. Le nombre d'électeurs stables a diminué par rapport à 2007, ce qui s'explique par le changement important survenu dans le système des partis en général. Ces proportions indiquent déjà qu'il est toujours risqué de tirer des conclusions sur les transferts de voix à partir des données agrégées sur l'évolution des parts de vote globales et que même dans une très large base de données, les possibilités de reconstituer ces flux de manière précise sont très limitées.

Après les élections, il était intéressant de savoir d'où venait l'électorat des deux nouveaux partis, le PBD et le PVL. Dans le cas du PBD, l'électorat est composé à parts à peu près égales d'électeurs et électrices de l'UDC, du PLR et du PS. Le PBD était attrayant pour un grand nombre de personnes qui n'avaient pas voté pour un petit parti en 2011. Une plus petite proportion de l'électorat est venue du PDC. Le PVL était particulièrement attrayant pour les anciens électrices et électeurs du PRD et du PS. Des électeurs ayant auparavant voté pour le PES ont également voté pour le PVL. L'attractivité du PVL a également été légèrement au-dessus de la moyenne pour les personnes n'ayant pas voté en 2007.

Entre les partis bourgeois traditionnels – UDC, PLR et PDC – il n'y a pas eu de changements importants. L'UDC était légèrement plus attractive que les autres partis pour les personnes n'ayant pas voté en 2007. Ce qui est frappant, c'est le transfert de voix entre le PES et le PS. Les électrices et électeurs potentiels de

ces deux partis sont très proches, ce qui a été bénéfique au PES en 2011. Un quart de l'électorat du PES sont des personnes qui avaient voté pour le PS en 2007. Pour le PS, le rôle des anciens électeurs et électrices du PES a été moins important en général. Cette tendance n'est pas nouvelle, la même dynamique avait également été observée en 2007. L'électorat du PES provenait alors en plus grande proportion du PS.

Dans le tableau suivant, cette relation est inversée et l'on se demande comment les personnes qui avaient voté pour un parti déterminé en 2007 se sont comportées en 2011 (voir tableau 8).

Tableau 8 Processus de démobilisation: Comportement en 2011 selon vote en 2007.

		Comportement 2011										
		UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres	N'a pas voté	Total	N
Choix électoral 2007	UDC	70	1	3	2	1	2	1	3	17	100	407
	PLR	6	56	6	2	5	1	0	2	20	100	298
	PDC	5	3	4	65	3	2	1	3	14	100	205
	PS	1	0	4	2	4	56	10	3	20	100	403
	PES	1	0	2	0	8	13	58	6	11	100	98
	N'a pas voté / ne sait pas	6	3	1	2	1	4	2	2	80	100	2345
N'a pas voté / ne sait pas (sans les non votants 2007)		30	13	4	11	6	19	9	8	100	477	

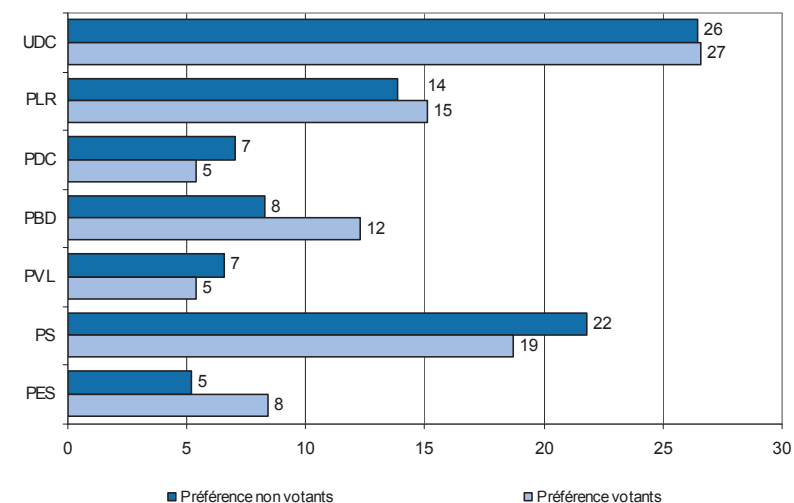
Exemple de lecture : parmi les personnes ayant voté UDC en 2007, 70% ont fait de même en 2011, 3% ont voté PBD, 2% ont voté PDC et PS, 1% ont voté PLR, PVL et PES, et 17% n'ont pas voté.

L'UDC est le parti qui a le mieux réussi à garder ses électeurs. Les pertes de l'UDC se sont réparties entre différents partis, et aucune tendance claire ne peut être identifiée. Le PLR perd des électrices et électeurs au profit de l'UDC, du PBD et du PVL. Le PLR est, avec le PDC, le parti qui a la plus petite proportion d'électeurs et électrices stables. Le PDC perd également des électeurs et électrices au profit de tous les partis, et il n'y a pas de tendance évidente vers un parti déterminé. L'échange de voix à gauche entre le PS et le PES reste très important. A cela s'ajoute le fait qu'une partie de l'électorat du PES a changé au profit du PVL. Ceux qui n'ont pas voté en 2007 ont une tendance légèrement supérieure à la moyenne à voter pour l'UDC mais, dans son ensemble, cet électorat se répartit entre tous les partis.

Une question qui découle de la faible participation électorale en Suisse, est de savoir si ce fait favorise certains partis. Dans le cadre de Selects, nous étudions également quel parti les non votant-e-s auraient choisi s'ils avaient voté. Il s'avère que les abstentionnistes de 2011 ne diffèrent pas fondamentalement des électri-

ces et électeurs (voir graphique 6). Les non votant-e-s ont tendance à se prononcer légèrement plus en faveur du PS et du PBD et voteraient moins pour le PDC et le PES. L'on remarque également que l'UDC fait un score bien plus faible parmi les non votant-e-s qu'aux élections de 2007, où davantage de non votant-e-s exprimaient une préférence plus marquée pour l'UDC que les personnes qui avaient voté.

Graphique 6 Comparaison entre les votant-e-s et les non votant-e-s concernant la préférence pour les partis en 2011.



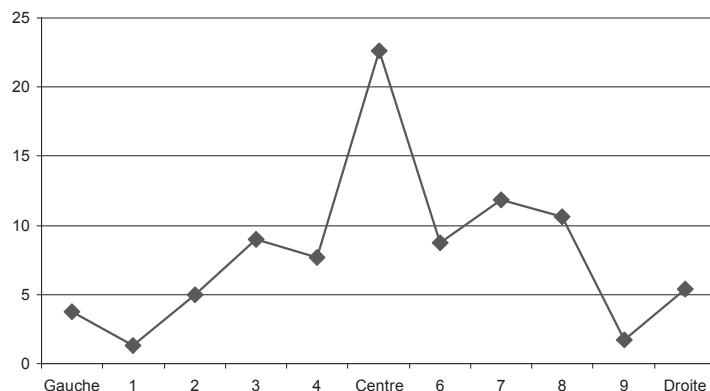
Exemple de lecture : 26% des non votants auraient voté en 2011 pour l'UDC et 14% pour le PLR, s'ils s'étaient rendus aux urnes. En réalité 27% ont voté UDC et 15% PLR, c'est-à-dire qu'il n'y a pas pour ces partis de différences significatives. (N votant-e-s= 1996, non votant-e-s = 1529).

3.3 Prise de décision et choix électoral

Nous allons à présent analyser le choix électoral en fonction des différentes positions politiques. Le positionnement sur un axe gauche-droite représente l'un des principaux points d'orientation pour l'électorat. Presque toutes les électrices et électeurs parviennent à se classer eux-mêmes ou à classer les différents partis sur un tel axe (voir graphique 7). De ce fait, le positionnement à gauche ou à droite devient une importante clé de lecture du paysage politique. Globalement, la plupart des électrices et électeurs se situent clairement au centre. On peut partir du principe que certains d'entre eux se positionnent au centre parce qu'ils sont peu sûrs de leur classement sur l'axe. Beaucoup se considèrent cependant

comme idéologiquement neutres et se positionnent au centre pour cette raison. La répartition de l'électorat sur un axe gauche-droite est assez constante en Suisse depuis 1995, sauf tout à gauche où la tendance est à la baisse. A droite du centre par contre, la courbe monte légèrement, avant de retomber ensuite, sauf tout à droite du graphique.

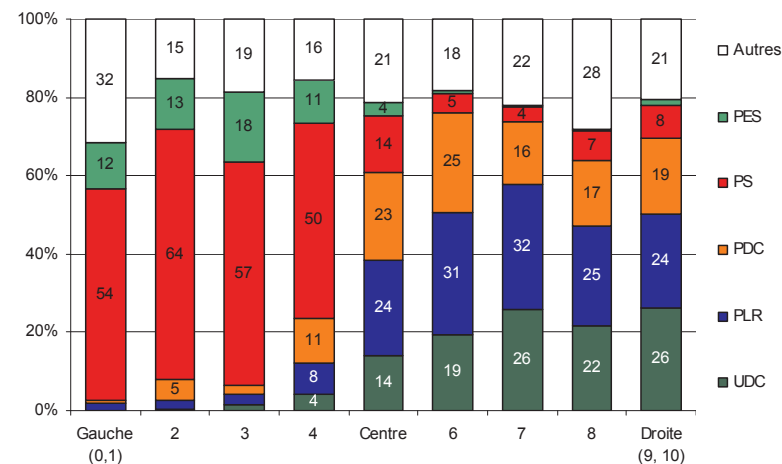
Graphique 7 Positionnement de l'électorat sur l'axe gauche-droite en 2011.



Exemple de lecture : Parmi les votant-e-s, 5% se positionnent à 0 sur une échelle de 0–10, 0 désignant la gauche et 10 la droite; un peu plus de 25% se classent au centre. (N = 3009).

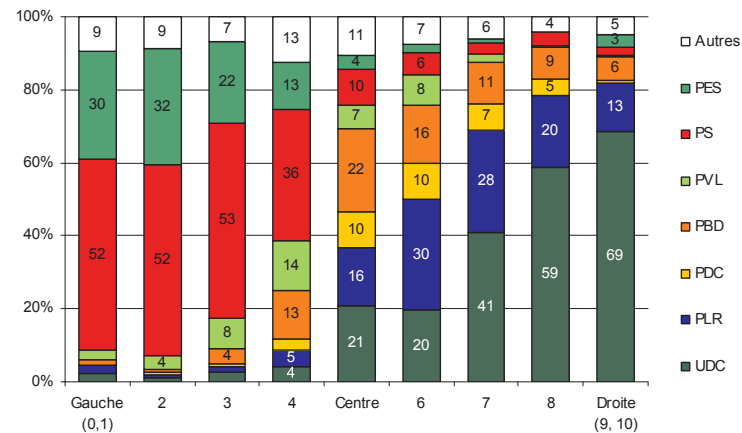
Observons à présent le choix du parti en fonction du positionnement gauche-droite. Les graphiques 8 et 9 montrent les partis choisis par les électrices et électeurs pour les années 1995 et 2011 selon leur positionnement sur l'axe gauche-droite. Les deux graphiques montrent de manière impressionnante les changements intervenus ces 16 dernières années dans le paysage politique suisse.

Graphique 8 Positionnement gauche-droite et choix électoral en 1995.



Exemple de lecture : parmi ceux qui indiquaient, en 1995, se situer tout à gauche, 54% ont voté PS, 12% PES et 29% un autre parti. (N 2992)

Graphique 9 Positionnement gauche-droite et choix électoral en 2011.



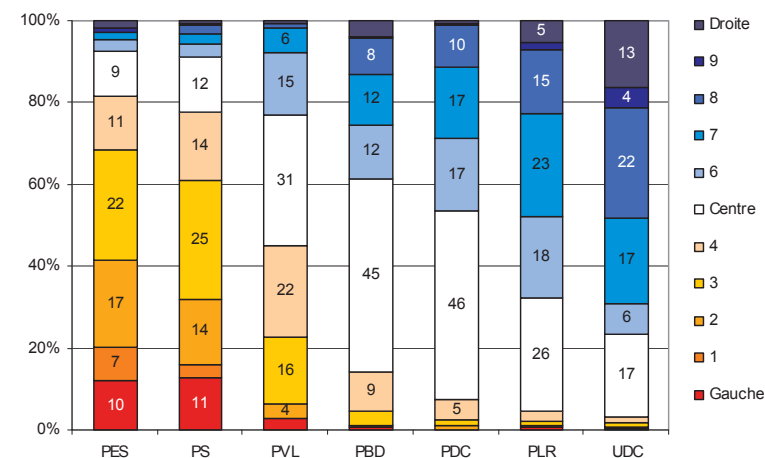
Exemple de lecture : parmi ceux qui indiquaient, en 2011, se situer tout à gauche, 52% ont voté pour le PS, 30% pour le PES et 9% pour un autre parti. (N 3009).

En 1995, le camp bourgeois se partageait entre trois partis: UDC, PRD et PDC se situaient dans le même segment au centre et à droite du centre. Tous les partis bourgeois ont une aile plutôt conservatrice et une aile libérale. La part de l'électorat UDC commençait déjà à s'éroder quelque peu vers le centre, là où le PDC et le PRD étaient plus forts. Du côté gauche, le PS dominait clairement par rapport au PES. Le morcellement à gauche et à droite était aussi clairement visible. Les petits partis y disposaient d'une part substantielle de l'électorat.

En 2011, soit 16 ans plus tard, l'image a fortement changé. L'UDC domine très nettement la droite du spectre politique ; le PDC et le PLR y ont été marginalisés par l'UDC. Ce n'est que légèrement à droite du centre ainsi qu'au centre que ces deux partis ont réussi à se maintenir de manière relative. Le report au sein du camp de la gauche entre le PS et le PES est également clair. La part des petits partis a nettement reculé et le PS a perdu des parts au bénéfice du PES. Dans l'ensemble, la gauche a perdu des électrices et électeurs modérés, légèrement à gauche du centre. Cette évolution est significative, car ce potentiel est important au niveau quantitatif, comme on peut le voir dans les graphiques 8 et 9 ci-dessus. Les deux nouveaux partis, PBD et PVL ont leur électorat clairement au centre, le PVL avec une tendance plus à gauche et le PBD plus à droite.

Le positionnement de l'électorat des différents partis peut être illustré d'une autre manière. Le graphique 10 illustre la façon dont les électeurs et électrices des différents partis se positionnent sur l'échelle gauche-droite. L'on remarque qu'il n'y a pas de différence entre le PS et le PES, et que l'électorat de ces deux partis est clairement à gauche. L'électorat du PVL se positionne déjà nettement moins à gauche, mais tout de même plus souvent à gauche qu'à droite du centre. Un tiers de l'électorat du PVL se trouve au centre. Dans le cas du PDC et du PBD, la proportion d'électeurs et électrices du centre s'approche même des 50%, mais il est clair que ces partis sont plus attractifs pour les votant-e-s qui se positionnent plutôt à droite qu'à gauche. Dans le cas du PLR, il n'y a presque plus d'électeurs et d'électrices de gauche, et aussi beaucoup moins du centre. L'UDC est en grande partie positionnée à droite.

Graphique 10 Positionnement gauche-droite de l'électorat des différents partis 2011.



Exemple de lecture: Parmi tous les électeurs des Verts, 10% ont indiqué se positionner tout à gauche (valeur 0), 9% ont indiqué être au centre (valeur 5). (N 3009).

3.4 Perception des problèmes politiques et choix électoral

Les thèmes et les problèmes politiques que les électrices et électeurs estiment prioritaires sont au moins aussi importants pour le succès électoral d'un parti que le positionnement des partis sur ces thèmes. Le fait que de nombreuses personnes se préoccupent de l'environnement profite essentiellement aux partis écologistes, puisque ces partis sont perçus comme étant les plus à même de régler les problèmes environnementaux. Lorsqu'un grand nombre de répondant-e-s trouvent problématique le nombre d'étrangères et d'étrangers ou de requérantes et requérants d'asile, l'UDC se trouve fortement avantagée. En réalité, la prise de conscience et la perception des problèmes ne sont pas simplement présentes dans la population. Les partis contribuent de manière importante à la perception des problèmes et luttent avec véhémence pour imposer leurs propres thèmes durant la campagne électorale. De ce fait, la mention des problèmes les plus importants est tout autant un indicateur de l'efficacité de la campagne des partis que des préoccupations de la population.

Le tableau 9 montre comment la perception des problèmes évolue dans le temps et selon le parti choisi. En 2011, comme lors des élections précédentes, la question des étrangers, de l'asile et des migrations a été le problème le plus souvent

mentionné, bien que l'importance de la question ait légèrement diminué. L'importance de la criminalité et de la sécurité a diminué de manière significative par rapport à l'ensemble des thèmes, alors qu'en 2007, suite à une campagne de l'UDC pour lutter contre les criminels étrangers, de nombreux électeurs et électrices avaient perçu cela comme le principal problème.

L'économie est à présent une préoccupation beaucoup plus grande pour les électeurs, un problème qui dans les élections précédentes avait été très marginal sur l'agenda politique. La très nette augmentation de cette question pour les électeurs et électrices est compréhensible étant donné la crise économique et financière qui frappait l'Europe, et avec elle la Suisse, durant la campagne de 2011.

La question de l'environnement et de l'énergie est demeurée très importante, entre autres à cause de l'accident nucléaire de Fukushima, qui a relancé un débat mondial sur l'avenir de l'approvisionnement énergétique.

En raison de la pression continue de l'étranger sur les banques suisses et le secret bancaire, nombreux sont celles et ceux qui s'inquiètent des relations de la Suisse avec les pays étrangers.

Il y a de grandes différences dans la perception des problèmes selon les partis. Les thèmes des étrangers, de l'asile et des migrations dominent nettement chez l'électorat de l'UDC. Pour les autres partis, ces questions se situent beaucoup plus bas dans la liste des problèmes prioritaires. En 2007, la situation se présentait encore autrement, et les étrangers et l'asile étaient également des thèmes majeurs pour l'électorat des autres partis bourgeois. Les inquiétudes par rapport à l'économie et surtout par rapport à l'environnement sont clairement moins sensibles dans l'électorat de l'UDC.

L'électorat du PLR et du PBD mentionne le plus fréquemment l'économie comme problème. Tandis que dans l'électorat du PS, la préoccupation pour le système de protection sociale a une importance supérieure à la moyenne. Pour l'électorat du PES, il n'est pas surprenant que la protection du climat et de l'environnement occupe une position dominante, ceci s'appliquant également à l'électorat du PVL.

Tableau 9 Problème le plus important pour l'électorat de 1995 à 2011, ainsi qu'en 2011 en fonction du parti choisi

	2011 en fonction du parti choisi											
	1995	1999	2003	2007	2011	UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES
Immigration, étrangers, asile	9	35	21	26	19	39	16	13	16	11	10	9
Economie	5	2	2	2	17	13	23	31	16	20	17	13
Environnement, énergie, climat	10	3	3	15	12	6	12	11	12	24	14	22
Travail social, sécurité sociale	0	9	19	16	11	7	9	9	11	9	19	6
Marché du travail	25	12	15	6	8	4	9	7	9	2	10	6
Relations avec l'étranger	0	1	1	2	7	4	4	7	7	10	7	23
Politique de santé	3	6	16	3	5	3	4	5	5	5	6	4
Système politique, partis politiques, politiciens	1	3	4	7	4	3	3	5	6	4	4	4
Intégration européenne	17	14	3	4	4	7	4	1	6	3	3	1
Finances et impôts	16	8	9	3	4	3	4	4	5	5	3	2
Criminalité, sécurité	1	1	2	9	3	4	4	0	1	1	1	1
Autres	17	9	9	12	7	6	7	8	6	6	6	9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	2847	1318	2243	1940	3035	776	430	161	344	154	533	241

Exemple de lecture : en 1995, 9% des votant-e-s indiquaient l'immigration/les étrangers/l'asile comme le problème le plus important.

Pour le problème le plus important, nous avons également demandé quel était, du point de vue des personnes interrogées, le parti le plus compétent pour régler ce problème. Le tableau 10 illustre cette distribution. Un très grand nombre n'indique aucun parti ou pense que les partis devraient collaborer. L'UDC est le parti le plus souvent mentionné, suivi par le PS et le PLR. Le nombre de mentions du PDC comme parti le plus compétent est inférieur à la moyenne si l'on le compare avec la part d'électorat de ce parti.

Si l'on distingue selon l'électorat de chaque parti, il apparaît que les électrices et électeurs de l'UDC sont les plus susceptibles de penser que leur parti a les meilleures solutions pour le problème le plus important. Pour les autres partis, cette proportion est beaucoup plus faible et, dans le cas du PBD et du PDC, la proportion est même nettement moindre. En effet, moins de la moitié de l'électorat des deux partis pense que leur parti est le plus compétent. Il est également intéressant de noter que l'électorat du PES mentionne également très souvent le PS comme le parti le plus compétent pour régler le problème le plus important, ce qui est moins souvent le cas dans le sens inverse. L'électorat du PLR et du PDC

considère souvent l'UDC comme le meilleur choix, l'électorat du PDC mentionne également le PS.

Tableau 10 Le parti le plus compétent pour résoudre le problème le plus important 2011.

	Tous	UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES
UDC	26	75	12	3	11	6	2	3
PLR	12	6	53	13	6	9	4	0
PBD	4	2	4	40	1	2	2	0
PDC	7	2	2	5	41	2	1	0
PVL	7	4	8	5	5	54	2	8
PS	18	2	5	8	10	9	59	26
PES	7	1	1	2	3	0	8	51
Autre parti, plusieurs partis, autre réponse	18	9	15	24	23	17	23	12
Total	100	100	100	100	100	100	100	100
N	2069	593	285	108	248	113	405	182

Exemple de lecture : en tout 26% ont indiqué que l'UDC était le plus compétent pour résoudre le problème le plus important ; 12% ont indiqué que le PLR était le plus compétent.

En plus des questions sur le problème le plus important et sur le parti susceptible de s'en occuper le mieux, nous avons, pour la première fois en 2011, ajouté une série de questions politiques, le parti qui du point de vue de l'électorat se soucie le plus de ce problème et celui qui aurait les meilleures solutions. Ces sujets étaient la politique migratoire, la politique européenne, la politique sociale, la politique environnementale, la politique fiscale et la politique énergétique. Il faut préciser qu'il n'était pas possible d'interroger les personnes sur l'ensemble des politiques. Par exemple la politique économique ou la politique familiale pouvaient être des domaines dans lesquels le PLR ou le PDC auraient probablement de bons résultats.

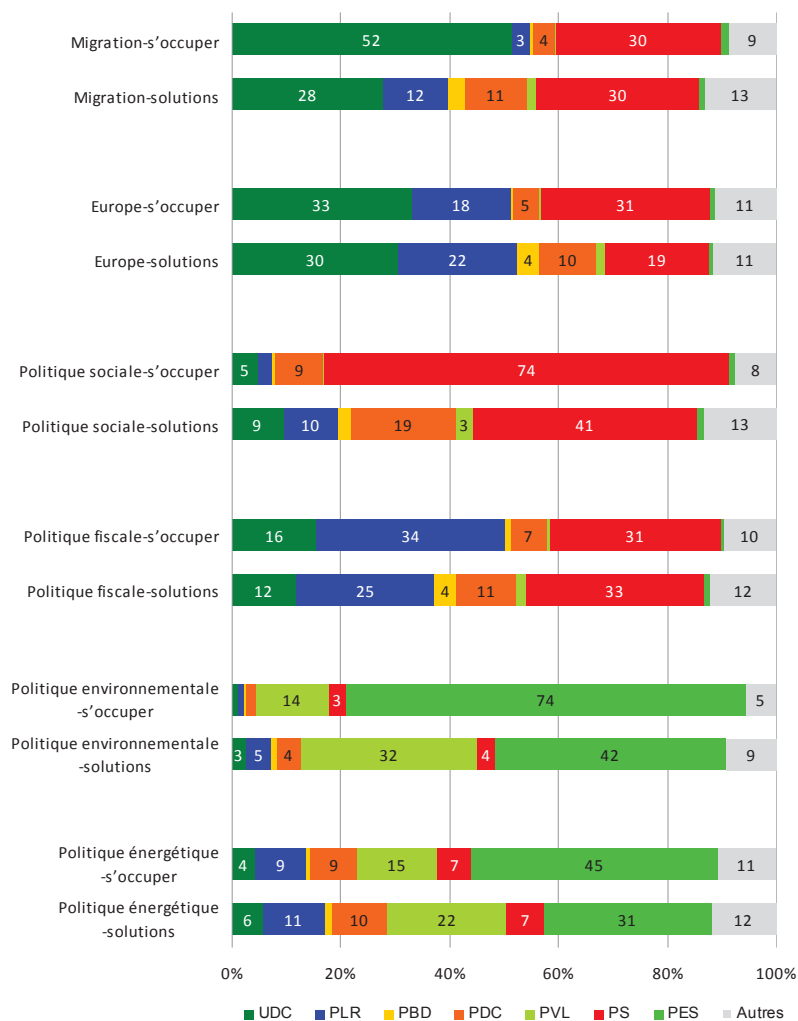
Les réponses à ces questions sont indiquées dans le graphique 11. Dans tous les domaines, il est frappant de constater que des partis comme l'UDC, le PES, le PS et le PVL sont perçus de manière prononcée comme les partis qui s'occupent de certaines questions. Pour le PS, il s'agit de la politique sociale, pour le PES et le PVL de la politique environnementale et pour l'UDC de la politique migratoire. Dans une moindre mesure, il semble que le PLR soit perçu comme s'occupant le mieux de politique fiscale.

Il n'est pas surprenant que pour la politique migratoire, l'UDC soit considérée avec une marge très claire comme le parti qui se soucie le plus de la politique d'immigration, suivi par le PS. Les autres partis sont beaucoup moins associés à cette thématique. Si l'on regarde ensuite quel parti est perçu comme ayant les meilleures solutions dans ce domaine, la réponse est plus complexe. Le PS et l'UDC sont les partis qui sont perçus comme les plus compétents, mais seule une

proportion légèrement supérieure à celle qui vote UDC pense que c'est le parti ayant les meilleures solutions pour la politique migratoire. Beaucoup plus de personnes répondent également que le PDC et le PLR ont les meilleures solutions en matière de politique migratoire.

Dans le cas de la politique européenne, ce sont à nouveau l'UDC et le PS qui sont perçus comme les partis s'occupant le plus de cette question, suivis par le PLR. Encore une fois, les autres partis sont à peine mentionnés. Cependant, lorsque l'on demande quel parti a les meilleures solutions, le PLR est le plus souvent mentionné, suivi par le PS. Environ 30% des répondant-e-s pensent que l'UDC a les meilleures solutions pour la politique européenne.

Graphique 11 Partis s'occupant le plus de certaines thématiques et ceux offrant les meilleures solutions 2011.



Exemple de lecture : pour la question qui s'occupe le plus de la politique migratoire, 52% indiquent UDC, 3% PLR, 4% PDC, et 30% PS. Pour la question qui a les meilleures solutions par rapport à la politique migratoire, 28% ont indiqué UDC, 12% PLR, 11% PDC et 30% PS.

La politique sociale est clairement le domaine du PS, près de trois quarts des personnes interrogées indique que c'est le parti qui s'occupe le plus de la politique sociale. Parmi les autres partis, seul le PDC est mentionné. En matière de politique sociale, le PS est aussi le plus souvent mentionné comme le parti offrant les meilleures solutions.

La politique fiscale est le plus souvent perçue comme une question relevant du PLR, suivi par le PS. Pour la question du parti qui apporte les meilleures solutions, le PLR est par contre mentionné un peu moins fréquemment que le PS.

La politique environnementale et énergétique est clairement perçue comme le domaine du PES et du PVL. En matière de politique environnementale, le PES est identifié clairement comme le parti qui s'en soucie le plus, les résultats étant comparables à ceux du PS en matière de politique sociale. Le PVL arrive en seconde position. Par rapport aux solutions, le PES est encore le parti le plus souvent mentionné, mais le PVL se rapproche du PES sur ce point. La domination du PES sur la politique énergétique est moins claire, mais le parti demeure celui qui est le plus souvent mentionné, à la fois comme le parti qui s'en préoccupe le plus et comme celui qui a les meilleures solutions. Il convient de noter également que le PS peine à se distinguer dans ces domaines, même si le parti a été très actif durant l'année électorale en matière d'environnement et de politique énergétique.

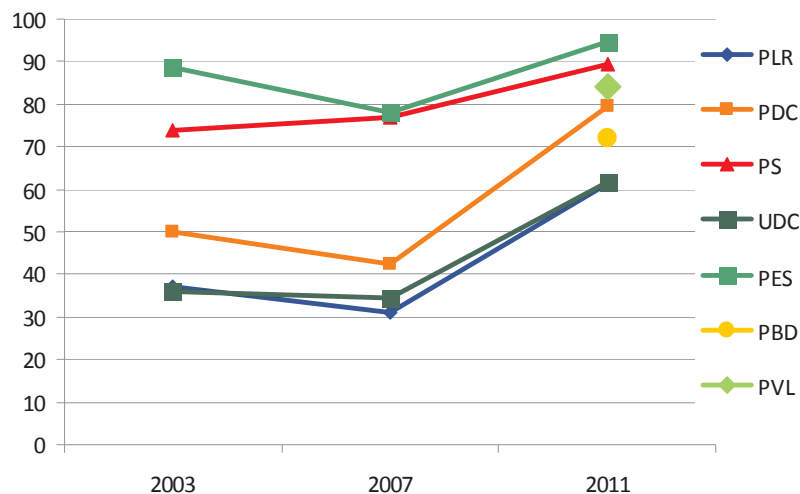
Dans l'ensemble, l'on peut noter que ce sont les partis des deux extrêmes sur l'échiquier politique, l'UDC, le PS et le PES qui sont très clairement associés à des questions spécifiques sur lesquelles ils mènent une campagne particulièrement réussie. Le PLR peut encore marquer des points en matière de politique européenne et de politique fiscale, le PDC est crédité de certaines compétences dans la politique sociale, le PVL dans la politique environnementale et énergétique. Le PBD a été rarement mentionné dans tous ces sujets. Le PS, cependant, est associé à la plus grande variété de thèmes.

Encadré Les attitudes de l'électorat sur l'abandon progressif du nucléaire

Une question importante qui a occupé la politique durant l'année électorale était l'avenir de l'énergie nucléaire. Avant l'accident nucléaire de Fukushima, une majorité des partis bourgeois étaient plutôt favorables à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, le terrain politique pour la nouvelle construction étant activement préparé. Fukushima a conduit à un changement profond des esprits et à un engagement clair en faveur de l'abandon progressif du nucléaire en Suisse. Alors que la gauche a toujours été pour une sortie progressive du nucléaire, ce changement n'a pas été sans heurts dans les partis bourgeois et a induit de violentes discussions sur le thème.

Ce changement a également été soutenu par l'électorat. Le graphique 12 montre la part de l'électorat de tous les grands partis qui était très ou plutôt favorable à l'abandon du nucléaire entre 2003 et 2011. En 2003 et en 2007 il y avait un fossé politique clair, l'électorat du PS et du PES était en grande majorité pour la sortie du nucléaire, alors que l'électorat des partis bourgeois étaient en majorité contre. En 2007, la part de personnes favorables à la sortie du nucléaire avait même légèrement diminué. Lors des élections de 2011, le changement d'opinion a donc été très important. En particulier dans l'électorat du PDC, la proportion des personnes favorables à une sortie du nucléaire est passée d'un peu plus de 40% en 2007 à 80%, mais même pour le PLR et l'UDC, une nette majorité de plus de 60% de l'électorat s'est déclarée favorable à une sortie du nucléaire.

Graphique 12: % d'attitudes très ou plutôt favorables à la sortie du nucléaire.



4 Les Suisses de l'étranger

Dans le cadre de l'enquête Selects 2011, nous avons eu la possibilité, pour la première fois, d'interroger les citoyennes et citoyens suisses vivant à l'étranger inscrits au registre électoral. Pendant la campagne, les Suisses de l'étranger ont été courtisés par les partis, en particulier, en raison de leur nombre qui s'élève après tout à plus de 136 000 personnes ayant le droit de vote, ce qui correspond à peu près à l'électorat du canton de Lucerne. Il faut cependant relativiser l'importance numérique des Suisses de l'étranger puisqu'ils ne constituent que 2,5% des 5,1 millions d'électrices et électeurs et que leurs voix se répartissent entre tous les cantons.

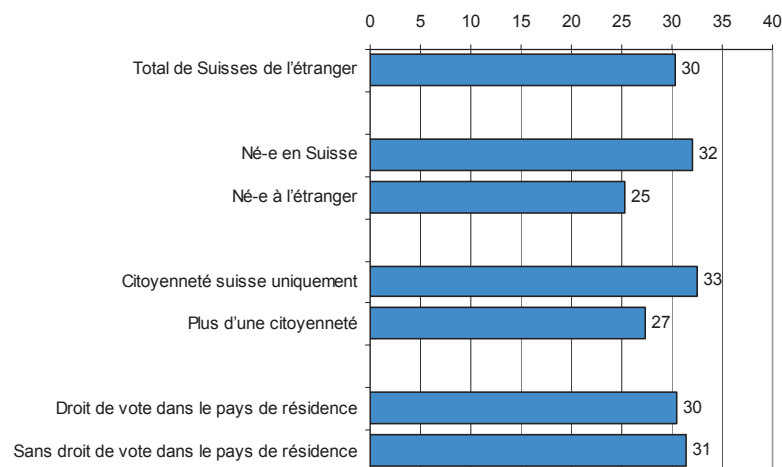
Dans ce chapitre, nous nous intéressons principalement à l'étendue de la participation aux élections des Suisses de l'étranger et à leur choix électoral, pour les comparer à ceux des résidents suisses. Nous pouvons estimer ceci sur la base de notre enquête, dont les résultats ont pu être comparés et pondérés grâce aux 10 cantons¹ où des données officielles pour les Suisses de l'étranger existent (pour les pondérations, voir en annexe).

L'analyse montre que le taux de participation des Suisses de l'étranger inscrits au registre électoral est d'environ 30%, qu'il est donc bien inférieur à la moyenne suisse de près de 50%. Cela peut sembler faible, surtout que seul une partie des Suisses de l'étranger sont inscrits dans ce registre. Il faut cependant noter que cette partie de l'électorat n'est guère touchée par la campagne s'ils ne s'efforcent pas eux-mêmes de s'informer. L'implication personnelle dans les élections est également beaucoup plus faible que celle des électrices et électeurs vivant en Suisse.

On s'attend à ce qu'il existe une certaine différence dans la participation en fonction du rapport de la personne avec la Suisse. Nous avons donc inclus dans l'enquête plusieurs questions supplémentaires qui permettent d'évaluer la force de leur lien avec la Suisse. Ainsi, on a demandé à ces personnes si elles étaient nées en Suisse ou à l'étranger, si elles n'avaient que la nationalité suisse ou aussi d'autres nationalités et si elles avaient le droit de vote dans le pays de résidence. Il s'avère que les différences de participation ne sont pas très significatives, mais vont tout de même dans le sens attendu (voir graphique 13). La participation des personnes qui ne vivent pas en Suisse et qui ont également la citoyenneté d'autres pays est inférieure à la moyenne. Cependant, le fait que la personne ait le droit de vote dans le pays de résidence ou non ne fait pas de grande différence.

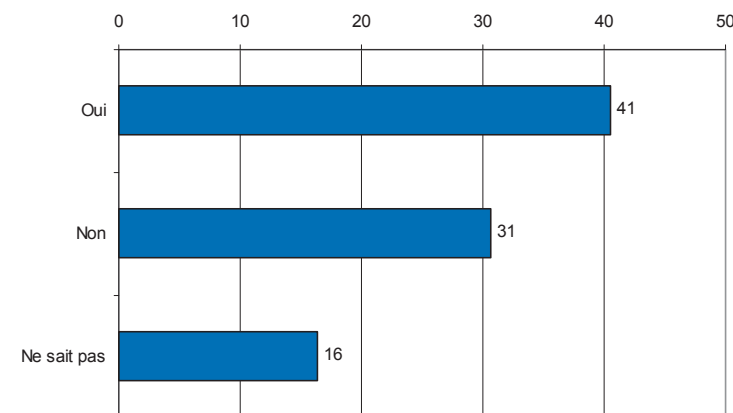
¹ Il s'agit des cantons suivants : LU, UR, BS, AI, SG, AG, TG, VD, VS, GE.

Graphique 13 Participation aux élections des Suisses de l'étranger en % en fonction de leur lien avec la Suisse.



Un thème récurrent parmi les Suisses de l'étranger est la difficulté qu'ils éprouvent parfois à voter par courrier, puisque le matériel de vote arrive souvent en retard et qu'il leur reste donc peu de temps pour retourner le bulletin de vote. Ce fut l'une des raisons qui ont poussé les cantons à lancer plusieurs projets pilotes de vote électronique durant les élections 2011. Nous avons donc demandé aux répondant-e-s s'ils avaient eu la possibilité de voter par voie électronique. Environ 16% ont répondu oui, 71% ne connaissaient pas cette option et 13% ont répondu non. Le graphique 14 représente la participation en fonction de la disponibilité ou non du vote électronique. Il s'avère que le taux de participation de 41% des répondant-e-s qui pouvaient voter par voie électronique est nettement supérieur à celui des personnes qui ont déclaré n'avoir pu voter par voie électronique. Cela démontre que d'étendre la possibilité du vote électronique à tous les citoyennes et citoyens suisses vivant à l'étranger aurait un impact positif sur le taux de participation.

Graphique 14 Participation aux élections en % selon la possibilité ou non de voter électroniquement.



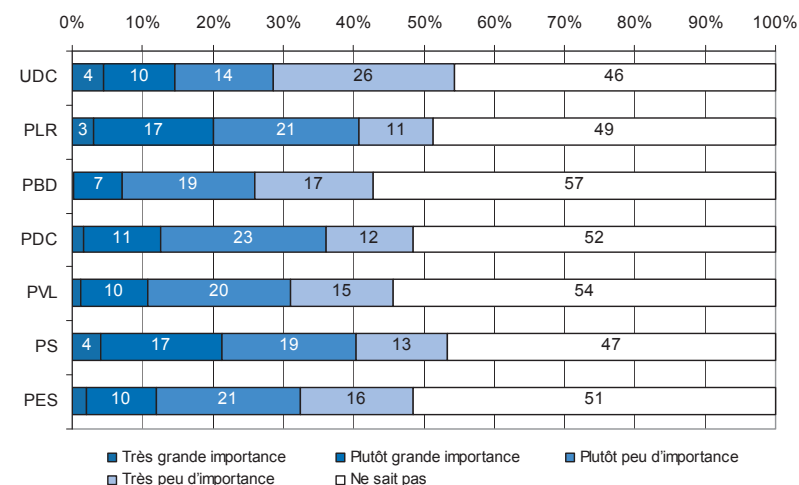
Nous souhaitons à présent savoir pour quels partis les électrices et électeurs ont voté. Le tableau 11 détaille le vote des Suisses de l'étranger et le compare à celui de l'ensemble de la Suisse. Il s'avère que les citoyennes et citoyens suisses vivant à l'étranger votent plus souvent pour des partis de gauche (PES et PS) et moins fréquemment pour l'UDC ou le PDC. En ce qui concerne le PLR, le PBD et le PVL, les différences sont moins importantes. Il est donc probable que leur soutien s'adresse aux partis ouverts à l'Europe et au monde (PS et PES) plutôt qu'à ceux qui sont en faveur d'une politique plus isolationniste de la Suisse (UDC). Cependant, l'UDC est tout de même un parti populaire parmi les Suisses de l'étranger, et s'il perd la première place qu'il occupe au niveau de l'électorat entier, il n'en conforte pas moins sa deuxième position.

Tableau 11 Choix électoral des Suisses de l'étranger comparé avec celui de l'ensemble de la Suisse.

	Suisses de l'étranger	Ensemble de la Suisse	Différence
UDC	20	27	-7
PLR	12	15	-3
PBD	4	5	-1
PDC	7	12	-5
PVL	6	5	+1
PS	24	19	+6
PES	15	8	+7
Autres	12	8	+4
Total	100	100	
N	718		

Avant les élections, plusieurs partis ont sciemment tenté d'inclure des Suisses de l'étranger sur leurs listes, ou ont même préparé des listes « internationales ». L'UDC a présenté des listes portant le mot « international » dans huit cantons, le PS dans deux et le PDC dans un. Ces listes n'ont connu qu'un succès très limité: aucun des partis n'a gagné de siège. La liste la plus plébiscitée a été celle de l'UDC dans le canton des Grisons, qui a réuni 1,3% des voix. Toutes les autres listes représentaient moins de 1% des voix, la liste du PDC à Saint-Gall n'a obtenu que 0,02% des voix. Il est possible cependant que ces listes aient stimulé l'image des partis. Pour le savoir, nous pouvons utiliser la question suivante posée dans l'enquête : « A votre avis, quelle importance les partis suivants accordent-ils aux préoccupations des Suisses de l'étranger? ». Les répondant-e-s pouvaient indiquer pour chaque parti si ce dernier accordait une très grande importance, plutôt une grande importance, plutôt peu d'importance ou très peu d'importance. En outre, il était possible de choisir l'option « ne sait pas ».

Graphique 15 Evaluation de l'importance accordée par les différents partis aux préoccupations des Suisses de l'étranger.



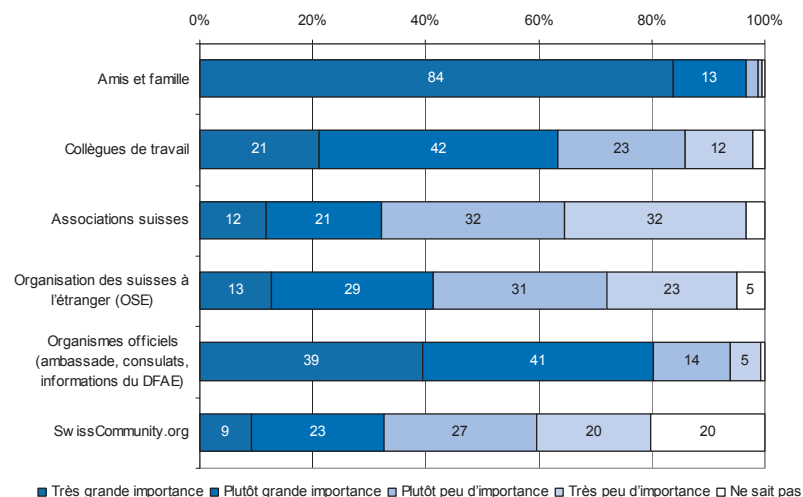
(N = 1090 - 1137)

Le graphique 15 montre que la majorité des personnes interrogées n'arrivent pas à évaluer si les préoccupations des Suisses de l'étranger sont réellement importantes pour les partis. Et s'ils ont une opinion, ils déclarent que les préoccupations des Suisses de l'étranger sont plutôt peu importantes ou très peu importantes. On peut tout de même dire que les Suisses de l'étranger se sentent pris légèrement plus en compte par le PS et le PLR que par les autres partis. Ces résultats semblent indiquer que les listes « internationales » n'ont donc pas eu de succès mesurable sur l'image des partis parmi les citoyennes et citoyens suisses vivant à l'étranger.

Comment les Suisses de l'étranger gardent-ils contact avec leur pays ? Cela peut être important pour les partis et les autorités, lorsque ceux-ci souhaitent s'adresser aux Suisses de l'étranger. Nous avons demandé aux répondant-e-s l'importance qu'avaient les réseaux personnels et certaines organisations pour rester en contact avec la Suisse. Les résultats montrent que les réseaux personnels sont de loin les plus importants (voir graphique 16). Presque tous les répondant-e-s ont indiqué que les amis et les parents sont très ou plutôt importants. Le deuxième moyen le plus important est constitué par les organismes officiels tels que les ambassades, les consulats ou les informations du DFAE. Les collègues de travail sont également classés par une majorité des répondant-e-s comme plutôt ou très importants. Environ 40% ont indiqué que l'Organisation des suisses

à l'étranger (OSE) était très ou plutôt importante pour rester en contact avec la Suisse. Environ un tiers des répondant-e-s ont également affirmé que les associations suisses et la plateforme Swisscommunity.org étaient importants pour rester en contact avec la Suisse.

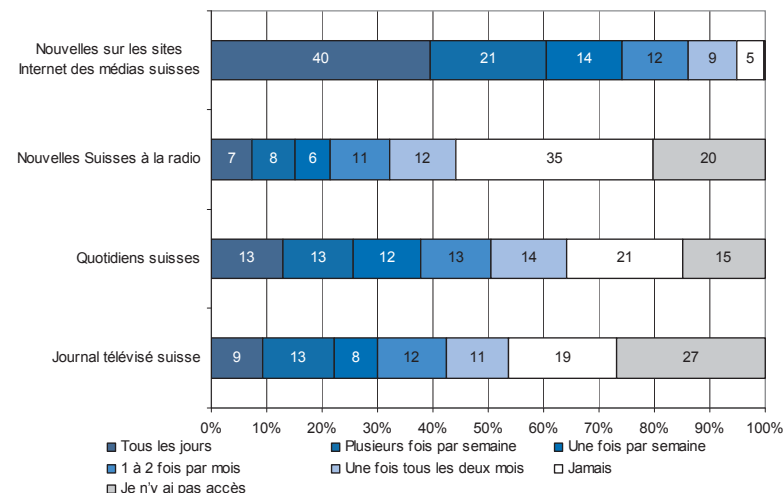
Graphique 16 Importance des réseaux et des organisations pour garder le contact avec la Suisse.



(N=1188-1218)

Les partis ont peu d'occasions de s'adresser directement aux citoyennes et citoyens suisses vivant à l'étranger au cours de leur campagne, car il n'existe pas de registre des Suisses de l'étranger qui leur soit accessible. Ils dépendent donc des médias pour se faire entendre. Nous avons alors également demandé quelles sources d'information les Suisses de l'étranger utilisaient. Il s'avère que leur principale source d'information est Internet (voir graphique 17). Environ 60% ont déclaré regarder quotidiennement ou plusieurs fois par semaine un site d'information. Ceci est tout à fait logique, puisque l'information en ligne est disponible rapidement et gratuitement. En revanche, les autres sources sont déjà beaucoup moins utilisées. Les répondant-e-s mettent les journaux en deuxième position pour leur information. La télévision et la radio, en revanche, sont beaucoup moins utilisées.

Graphique 17 Utilisation des sources d'informations par les Suisses de l'étranger.



(N=1372-1451)

5 Les élections au Conseil des Etats

A une exception près, les élections au Conseil des Etats ont eu lieu en même temps que les élections au Conseil national dans tous les cantons. Ces élections ont été en 2011 particulièrement intéressantes pour deux raisons.

D'une part, parce que les principaux partis étaient présents systématiquement dans presque tous les cantons. Ceci s'explique par plusieurs facteurs. Les candidat-e-s au Conseil des Etats bénéficient d'une importante attention médiatique dont aucun parti ne veut se priver. En particulier, pour les trois partis bourgeois, qui sont en concurrence directe les uns avec les autres, il est difficile de s'entendre sur deux candidat-e-s. Le PLR a été absent dans seulement deux des 25 cantons où les élections ont eu lieu – à Nidwald, le candidat du PDC a été choisi tacitement –, le PS n'a présenté aucun-e candidat-e dans quatre cantons et l'UDC et le PDC dans cinq cantons. Le PES a également présenté des candidat-e-s dans 14 cantons. Les autres partis n'ont participé aux élections au Conseil des Etats que dans de rares cas.

D'autre part, beaucoup attendaient de voir comment se déroulerait l'assaut de l'UDC au Conseil des Etats. L'UDC avait lancé ses principaux représentants dans la course : le président du parti Toni Brunner à Saint-Gall, le chef de groupe parlementaire Caspar Baader à Bâle-Campagne, le vice-président du groupe parlementaire Jean-François Rime à Fribourg, le vice-président du parti Christoph Blocher à Zurich et Adrian Amstutz à Berne. Mais cette stratégie n'a pas donné les résultats escomptés, et aucun des chefs de file de l'UDC n'a été élu, Adrian Amstutz a même été évincé du Conseil des Etats.

Nous examinons à présent quelle partie de l'électorat d'un parti était prête à soutenir les candidat-e-s des différents partis. Le tableau 12 indique le pourcentage de l'électorat de chaque parti ayant indiqué le nom d'un-e des candidat-e des cinq principaux partis sur le bulletin de vote. Nous n'avons inclus que les cantons où le parti était représenté par au moins un-e candidat-e. La somme dépasse les 100% parce que, dans la plupart des cantons, deux sièges étaient en jeu et, par conséquent, deux candidat-e-s pouvaient être élus, même si de nombreux électeurs n'utilisent pas cette possibilité, mais indiquent le nom d'une seule personne sur le bulletin de vote. Il y a aussi un grand nombre de personnes qui ne votent pas pour le ou la candidat-e du parti en faveur duquel elles ont voté pour le Conseil national. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'il s'agit d'une élection de personnes où la personnalité, l'avantage du sortant et les chances réelles d'être élu jouent un rôle important.

Chez 67% de l'électorat de l'UDC, un-e candidat-e UDC figurait sur le bulletin de vote. Outre les candidat-e-s de leur propre parti, les candidat-e-s du PLR

étaient également acceptés ; 25% de l'électorat UDC ont déclaré qu'ils avaient indiqué un-e candidat-e du PLR sur leur bulletin de vote. Quant à l'électorat du PLR, il indiquait généralement les candidat-e-s de son propre parti sur le bulletin de vote, mais ne manifestait cependant pas de préférence claire pour les candidat-e-s des autres partis. Le plus souvent c'est un-e candidat-e PDC qui a été choisi, suivi par le PS et l'UDC. L'électorat du PBD, qui ne pouvait voter pour un-e candidat-e en propre que dans certains cantons – a inscrit la plupart du temps un candidat-e du PLR ou du PS sur le bulletin de vote, le PDC et l'UDC ont été moins fréquemment pris en considération. Pour l'UDC ceci s'explique sans doute par un manque de sympathie, le PDC, lui, ne joue pas de rôle important dans les cantons où le PBD est fort. Outre pour les candidat-e-s de son propre parti, l'électorat du PDC vote en particulier pour le PLR, et nettement moins pour le PS et l'UDC. L'électorat du PVL a, comme celui du PBD, une grande sympathie pour les candidat-e-s du PLR et du PS, mais vote également souvent pour des candidat-e-s du PES, alors que très peu de noms UDC figurent sur ses bulletins de vote. Outre pour les candidat-e-s de son propre parti, l'électorat du PS vote pour des candidat-e-s du PES, alors que les candidat-e-s des partis bourgeois sont rarement sur ses bulletins de vote. Pour le PES, les candidat-e-s du PS sont aussi souvent sur ses bulletins que ses propres candidat-e-s, alors que les candidat-e-s bourgeois obtiennent moins de soutien.

Dans l'ensemble, il apparaît donc que la théorie que les électeurs de gauche soutiennent les candidat-e-s des partis de gauche est confirmée par ces données. Dans les partis bourgeois, le soutien mutuel est par contre beaucoup moins uniforme. Les candidat-e-s UDC ne sont pas très bien placés pour obtenir des votes d'autres partis. En revanche, le PLR obtient également le soutien de plusieurs électeurs d'autres partis. Les candidat-e-s PDC obtiennent des votes de l'électorat de tous les partis et maintiennent leurs nombre élevé de sièges au Conseil des Etats sans doute principalement parce que, dans de nombreux cantons petits et peu peuplés, ils se positionnent encore très bien et que le système majoritaire conforte leur succès.

Tableau 12 Soutien des candidat-e-s au Conseil des Etats en fonction du parti choisi.

		Parti voté 2011								
		UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES		
Voté pour le candidat-e au Conseil	UDC	67	12	16	13	5	3	4		
	PLR	25	64	34	33	37	16	9		
	PDC	7	18	11	56	18	9	5		
	PS	5	11	36	18	30	69	51		
	PES	2	2	7	3	15	38	55		
	<i>N min</i>	657	347	135	245	139	417	219		
	<i>N max</i>	756	437	158	362	160	549	248		

Exemple de lecture: 67% de l'électorat de l'UDC ont inscrit le nom d'un-e candidat-e UDC sur le bulletin de vote, 25% déclarent avoir inscrit le nom d'un-e candidat-e PLR sur le bulletin de vote.

Penchons-nous à présent sur les tickets choisis dans chaque cas. Dans les cantons où deux sièges étaient en jeu, nous avons interrogé les personnes sur les deux candidat-e-s inscrits sur leurs bulletins de vote. Ici, nous supposons que la première mention est toujours la première priorité et la deuxième mention la deuxième. Le tableau suivant montre la répartition des réponses à la question des candidat-e-s élus en seconde place, selon le parti de la candidate ou du candidat élu en premier lieu.

Considérons d'abord la dernière colonne où nous voyons que les répondant-e-s qui ont inscrit comme premier choix un-e candidat-e UDC, sont ceux qui ont le plus souvent (42%) déclaré n'avoir pas inscrit de deuxième nom ou ne pas se souvenir de leur deuxième choix. La proportion de personnes qui n'ont pas voté pour une deuxième personne est également très élevée au sein du PDC, alors que pour l'électorat des autres partis cette proportion est significativement moindre.

Pour les autres partis, le tableau confirme ce qui a été dit plus haut. Pour les votant-e-s qui ont choisi leur premier choix au sein du PLR, le deuxième choix peut venir de l'UDC, du PDC, du PS, et du PVL. Ce dernier a une situation de poids dans le canton de Zurich. Pour le PBD, dont le candidat n'était en première position que dans le seul canton de Berne, un-e candidat-e PS était souvent inscrit-e en second sur le bulletin de vote. Ceux qui ont choisi la première personne au sein du PVL ont, surtout dans le canton de Zurich, envisagé un-e candidat-e PLR pour la seconde place. Ceux qui ont inscrit un-e candidat-e PS en premier sur le bulletin de vote, ont le plus souvent indiqué un-e candidat-e du PES en deuxième position et vice-versa.

Tableau 13 Parti du candidat mentionné en deuxième position en fonction du parti du candidat nommé en premier.

		Parti de la 2 ^{ème} mention aux élections du Conseil des Etats									Total	N
		UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres	Vide, pas de réponse, etc.:		
Parti de la première mention aux élections du Conseil des Etats	UDC	4	22	10	5	1	3	2	10	42	100	495
	PLR	17	3	1	16	14	11	3	5	30	100	513
	PDC	8	26	0	2	1	13	2	9	39	100	314
	PBD	14	8	0	2	0	34	10	9	22	100	88
	PVL	4	47	0	4	0	12	9	6	18	100	152
	PS	3	13	6	9	1	1	37	5	24	100	521
	PES	2	3	4	2	4	58	3	9	14	100	141

En combinant les résultats des deux tableaux, l'on voit que les candidat-e-s de l'UDC ont obtenu peu de soutien des autres partis, ce qui a été l'une des raisons de leur mauvais résultat, mais que, à l'inverse, les personnes qui ont voté pour un-e candidat-e UDC ont aussi voté le moins souvent pour des candidat-e-s d'autres partis, c'est-à-dire que l'UDC était le parti le plus isolé. En revanche, une plus grande solidarité se manifeste au sein de la gauche, et plus particulièrement chez les personnes qui ont voté pour un-e candidat-e du PES en premier lieu – ce que relativement peu de personnes ont fait – et qui ont très souvent voté pour un-e candidat-e PS en second lieu.

6 Dynamique de la campagne

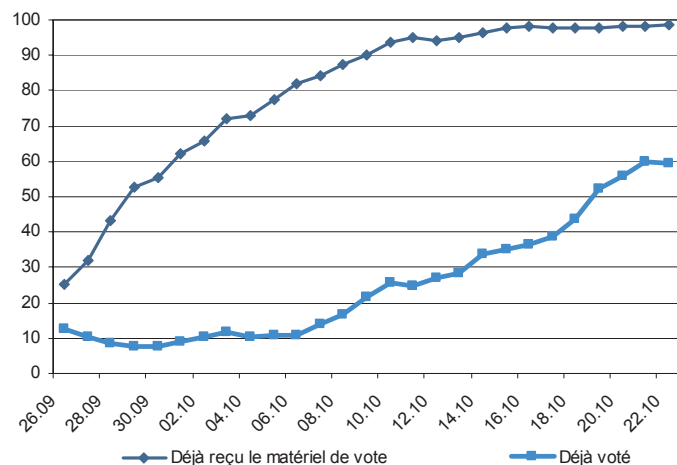
Outre le sondage post-électoral, nous avons également utilisé un nouvel instrument pour étudier la dynamique de la campagne, appelé enquête *Rolling Cross-Section* (RCS). Pendant 41 jours avant l'élection, y compris les samedis et dimanches, 100 personnes en moyenne par jour ont été interviewées, ce qui a permis de comptabiliser environ 4000 entretiens. Tous les répondant-e-s interrogé-e-s avant les élections et qui n'avaient pas encore voté ont été ensuite interviewés à nouveau après les élections pour connaître leur comportement électoral réel. Ces deux enquêtes réunies fournissent différents indices sur le moment de la prise de décision et du vote, les changements au cours de la phase finale de la campagne et l'évaluation des partis et des thématiques au fil du temps.

6.1 Le moment de la prise de décision et du vote

Quand les personnes reçoivent-elles le matériel de vote et quand votent-elles effectivement? Cette question est importante pour les partis et les candidats au moment de planifier leur campagne. La loi sur les droits politiques en Suisse détermine que le matériel de vote doit être reçu au plus tard 10 jours avant l'élection. De nombreux cantons et municipalités envoient toutefois le matériel beaucoup plus tôt.

Le graphique 18 montre le moment où les personnes ont reçu leur matériel de vote et celui où ils ont voté. Environ quatre semaines avant les élections, un peu plus de 20% indiquent avoir déjà reçu le matériel de vote. Cette proportion augmente ensuite de façon presque linéaire et, dix jours avant l'élection, tous les électrices et électeurs déclarent avoir reçu leur matériel de vote. Le remplissage des bulletins a lieu au plus tôt immédiatement après la réception du matériel de vote. Jusqu'à deux semaines et demie avant l'élection, seuls 10 à 15% environ des répondant-e-s qui ont déjà reçu leur matériel de vote indiquent l'avoir rempli. Cette valeur augmente ensuite et l'avant-dernier week-end avant les élections la proportion dépasse les 20%. Une semaine avant l'élection, environ 40% indiquent avoir rempli leur bulletin de vote. Puis, durant la dernière semaine, le reste des votant-e-s par correspondance se répartissent sur l'ensemble des jours et mettent leur bulletin de vote à la poste. Ces chiffres sur la participation aux différents moments sont probablement légèrement surestimés, vu que la participation en général est surestimée dans l'enquête, mais cela montre tout de même la tendance durant la campagne.

Graphique 18 Proportion des personnes indiquant avoir déjà reçu leur matériel de vote et avoir déjà voté.

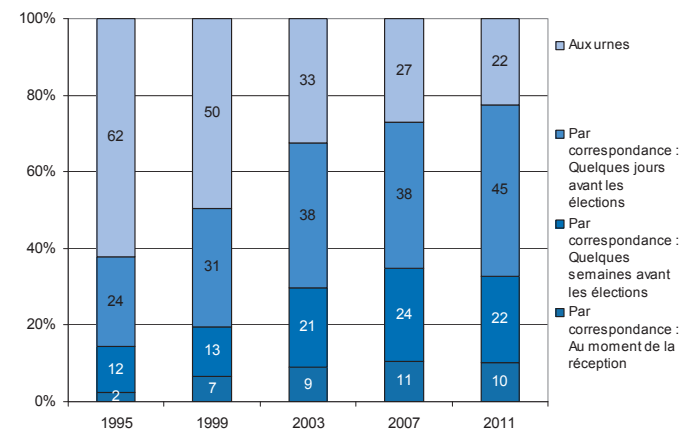


N = 2982. Moyenne mobile sur 5 jours pour compenser les variations dues au petit échantillon quotidien

Comment évolue la tendance du vote au fil du temps ? Cela peut être analysé grâce à la question sur les élections précédentes, présente dans l'étude post-électorale. Nous avons demandé aux répondant-e-s quand et comment ils avaient alors voté.

Dans l'ensemble, on peut dire que le vote par correspondance manifeste de nouveau une légère tendance à la hausse (voir graphique 19). En 2011, environ 80% ont utilisé la possibilité de voter par correspondance, contre 20% qui se sont rendus aux urnes, dont certains ont également utilisé l'opportunité de voter en personne auprès de leur commune avant le week-end des élections. A partir des deux graphiques, l'on obtient une vue d'ensemble : près de 10% à 15% des électrices et électeurs votent immédiatement après la réception des bulletins de vote, ceci s'étend cependant sur une période de temps plus longue avant les élections parce que le moment où le matériel de vote est envoyé diffère de canton à canton. Plus de 20% votent quelques semaines avant l'élection, environ 45% votent par courrier la dernière semaine et 20% de l'électorat se rendent aux urnes.

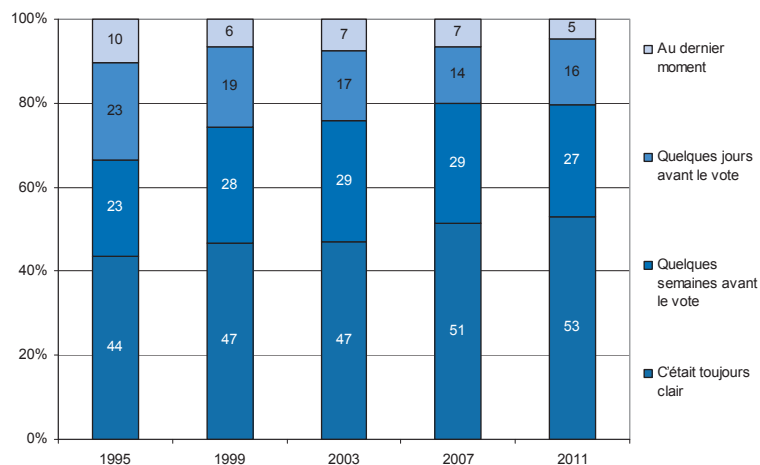
Graphique 19 Façon de voter de 1995 à 2011.



Exemple de lecture : en 1995, 62% des votant-e-s indiquaient avoir voté aux urnes, 24% par correspondance quelques jours avant les élections, 12% quelques semaines avant les élections et 2% par correspondance au moment de la réception du matériel de vote. N 1995=3085; 1999= 1436; 2003=2652; 2007=2116, 2011=3209 (enquête post-électorale).

Connaître le moment et le mode du vote ne nous informe pas cependant sur le moment où la personne fait son choix. Au contraire, la proportion des répondant-e-s qui ont indiqué qu'ils ont toujours su pour qui ils voteraient a légèrement augmenté dans son ensemble. Seul un faible pourcentage des électrices et électeurs disent s'être décidé-e-s au dernier moment (voir graphique 20). Il est vrai que les personnes qui votent tard sont aussi celles qui, le plus souvent, se décident tard. Mais même les électeurs et électrices tardifs indiquent en majorité avoir toujours su pour quel parti ils allaient voter.

Graphique 20 Moment de prise de décision pour le choix électoral de 1995 à 2011.



Exemple de lecture : en 1995, 44% des répondant-e-s indiquaient avoir toujours su pour quel parti ils allaient voter, 23% se sont décidés quelques semaines avant le vote et 23% quelques jours avant le vote. 10% se sont décidés au dernier moment. N 1995=3166; 1999=1345; 2003=2504; 2007=1996, 2011.

Les électrices et électeurs qui décident tard ou qui se rendent aux urnes votent-ils différemment que celles et ceux qui se sont décidés tôt ? Cette question permet de déterminer si les partis ont encore gagné ou perdu des voix durant la phase finale de la campagne, et si oui de déterminer lesquels.

Le tableau 14 montre pour quel parti les différents types d'électrices et électeurs se sont décidé-e-s. Les différences entre les partis sont généralement faibles. Les personnes qui ont toujours su pour quel parti elles allaient voter ont une tendance légèrement supérieure à la moyenne à voter pour l'UDC, le PLR ou le PS, alors que c'est moins fréquemment le cas pour les petits partis. Pour les personnes qui se décident tard, c'est principalement le PVL qui a été choisi un peu plus souvent que la moyenne, le PLR et le PS étant choisis moins souvent que la moyenne dans ce groupe. Une image légèrement différente apparaît lorsque l'on considère la manière de voter. L'UDC et le PES font le plus de voix parmi les personnes qui se rendent aux urnes, tandis que le PLR parmi celles qui ont voté tôt par correspondance. Autrement, les tendances ne sont pas claires.

Tableau 14 Moment de décision, manière de voter et choix électoral.

	Parti voté 2011								Total	N
	UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres		
Toujours su	29	18	4	11	3	22	8	6	100	1591
Semaines avant le vote	24	14	8	12	9	16	9	8	100	793
Jours avant le vote ou au dernier moment	25	11	6	16	8	15	9	10	100	603

	Parti voté 2011								Total	N
	UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres		
Par correspondance : dès réception du matériel	27	18	5	11	4	22	7	6	100	303
Par correspondance : semaines avant le vote	25	19	5	11	8	17	8	8	100	667
Par correspondance : jours avant le vote	25	14	6	15	5	19	8	7	100	1356
Aux urnes	31	12	6	10	4	19	10	8	100	667

Exemple de lecture : en 2011 ceux qui ont indiqué avoir toujours su pour qui ils allaient voter ont voté comme suit : 29% UDC, 18% PLR, 4%, PBD, 11% PDC, 3% PVL, 22% PS et 8% PES. Les catégories « Jours avant le vote » et « Au dernier moment » ont été fusionnées.

En résumé, l'on peut dire qu'il n'y a pas de changements majeurs peu avant les élections, c'est-à-dire que les élections ne se perdent ni ne se gagnent durant les derniers jours ou heures. Le vote se répartit sur une période de temps de plusieurs semaines et même chez les personnes qui votent tard, la grande majorité savaient déjà pour qui elles allaient donner leur voix. Cependant, il est décisif pour le parti de faire campagne jusqu'à la fin. Le paysage politique suisse demeure très stable et même des changements minimes peuvent avoir un impact important sur la dynamique politique d'après les élections

6.2 La perception de la campagne par l'électorat

Les partis ont dépensé beaucoup d'argent dans les campagnes de 2011 et les médias ont informé la population intensivement et en détail sur les différents partis politiques et la campagne électorale. Mais comment est-ce que les électrices et électeurs perçoivent les élections et de quelle manière évaluent-ils la représentation des différents partis dans les médias ? Dans l'enquête précédant les élections, nous avons posé les trois questions suivantes :

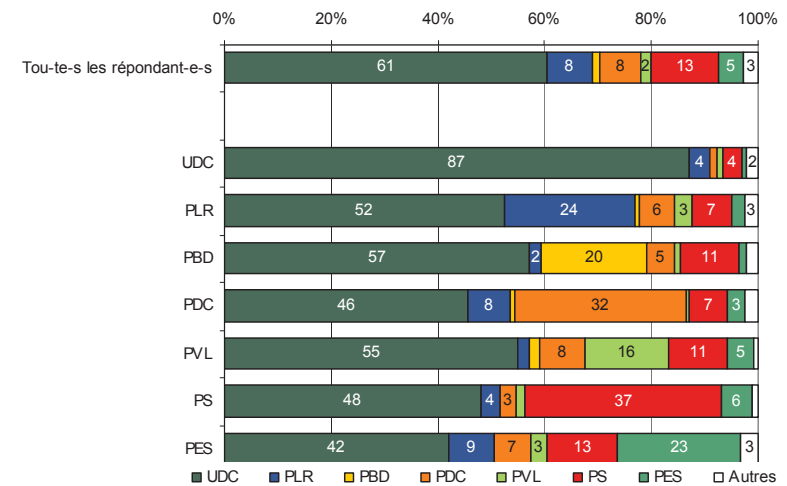
- « Selon vous, quel parti est en train de faire la meilleure campagne électorale? »

- « Lorsque vous pensez aux comptes rendus dans les médias, quelle est votre impression : pour quel parti la couverture médiatique était-elle la plus positive ? »

- « Et pour quel parti la couverture médiatique était-elle la plus négative? »

Les trois graphiques ci-dessous illustrent les attitudes des répondant-e-s en général et en fonction du parti qu'ils privilégiaient avant l'élection ou de celui pour lequel ils avaient voté, pour les répondant-e-s qui l'avaient déjà fait au moment de l'enquête. Dans l'ensemble, la campagne électorale coûteuse de l'UDC a eu un effet marquant sur la perception de la campagne. En effet, 60% des répondant-e-s environ ont déclaré que l'UDC faisait la meilleure campagne. Le PS se situait à la deuxième place avec 13% des répondant-e-s qui étaient d'avis que ce parti faisait la meilleure campagne, suivi par le PDC et le PLR avec chacun 8%. Le bilan de la campagne était surtout très positif pour les partisans de l'UDC, qui étaient 87% à penser que leur parti faisait la meilleure campagne. Mais même pour les sympathisant-e-s des autres partis, l'UDC se situe en première position avec un score qui oscille entre 42% (PES) et 57% (PBD). Pour les autres partis, l'on remarque surtout que leurs sympathisant-e-s jugent la campagne de leur propre parti de manière plus positive que les partisans des autres partis, bien qu'il existe des différences. Chez les partisans du PS, 37% pensent que leur parti fait la meilleure campagne, au PDC 32%, au PLR 24% et au PES 23%. Les valeurs les plus basses se trouvent parmi les partisans des petits partis PVL et PBD.

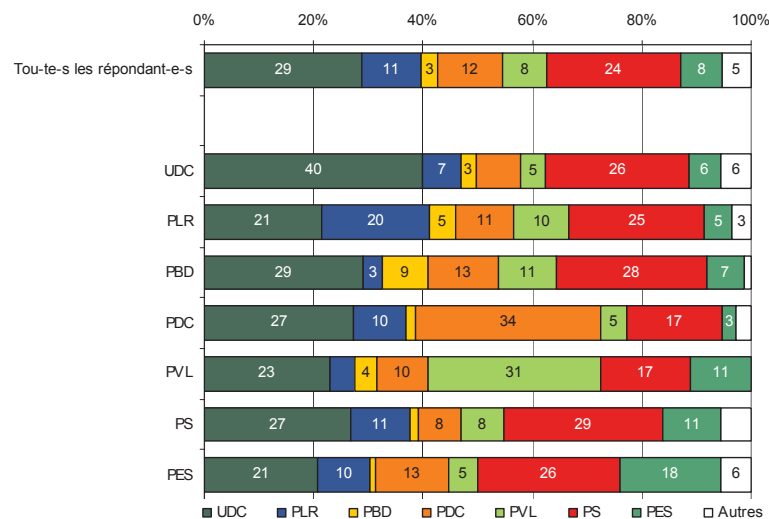
Graphique 21 Le parti faisant la meilleure campagne en 2011, pour tous les répondant-e-s et en fonction de la préférence partisane avant les élections.



Exemple de lecture : en tout, 61% des personnes interrogées pensaient que l'UDC faisait la meilleure campagne, 8% pensaient que c'était le PLR, 8% le PDC. Les répondant-e-s qui avaient une préférence pour l'UDC ont indiqué à 87% que leur parti faisait la meilleure campagne. (N=2102 pour l'ensemble, pour chaque parti : UDC 606, PLR 302, PBD 79, PDC 225, PVL 89, PS 371, PES 147.)

Et comment la couverture médiatique est-elle perçue par les personnes interrogées? A la question de savoir quel parti avait bénéficié de la couverture la plus positive, l'on retrouve une répartition entre tous les partis, proportionnelle à la part d'électorat de chaque parti. La couverture médiatique de l'UDC est évaluée comme la plus positive, avec 29% des répondant-e-s, suivie par celle du PS avec 24%, alors qu'un peu plus de 10% des répondant-e-s ont indiqué le PLR et le PDC. Si l'on procède à une répartition par sympathisant-e-s de chaque parti, il s'avère qu'ils ont tendance à évaluer la couverture de leur propre parti plus positivement que les sympathisant-e-s des autres partis. C'est surtout le cas des sympathisant-e-s du PDC et du PVL, qui évaluent leur propre parti de manière bien plus positive que ceux des autres partis. Les sympathisant-e-s du PLR et du PES pensent moins souvent que leur parti bénéficie de la couverture médiatique la plus positive. Seuls les sympathisant-e-s du PBD disent assez rarement en général que leur propre parti aurait bénéficié de la couverture la plus positive.

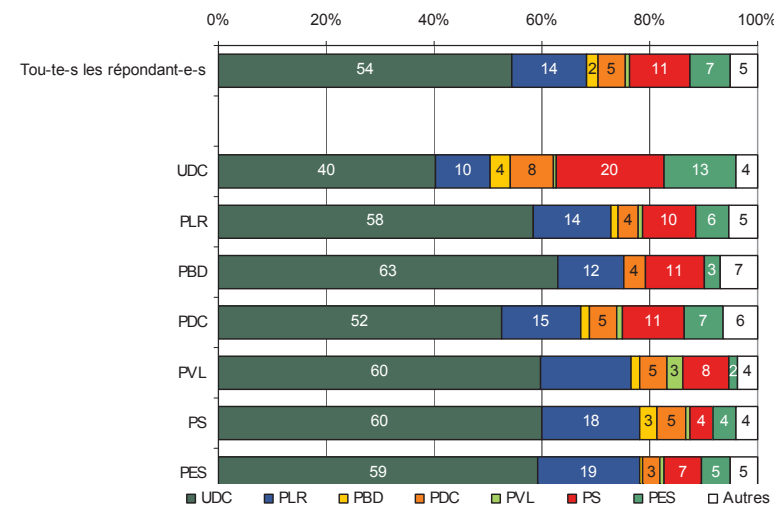
Graphique 22 Le parti dont la couverture médiatique était la plus positive, pour tous les répondant-e-s et en fonction de la préférence partisane avant les élections.



Exemple de lecture: en tout, 29% des répondant-e-s ont indiqué que l'UDC bénéficiait de la couverture médiatique la plus positive, 11% pensaient cela du PLR, 12% du PDC. Les répondant-e-s qui avaient une préférence pour l'UDC étaient d'accord à 40% que leur parti bénéficiait de la couverture médiatique la plus positive. (N= 1814 ensemble, pour les partis individuels: UDC 503, PLR 273, PBD 75, PDC 196, PVL 81, PS 309, PES 119).

Sur la question du parti présenté de la manière la plus négative, le verdict est bien plus prononcé. Environ 50% des répondant-e-s étaient d'avis que l'UDC était présenté de la manière la plus négative. Egalement mentionnés, mais loin derrière, on trouvait le PLR (14%) et le PS (11%). Le PDC, le PBD et le PVL n'étaient guère mentionnés. Ce qui est surtout intéressant ici, c'est que les sympathisant-e-s de l'UDC ont le moins souvent mentionné leur propre parti et que ce sont surtout les sympathisant-e-s des autres partis qui ont l'impression que l'UDC a une mauvaise image. Mais même au sein de l'UDC, la proportion de répondant-e-s- qui ont le sentiment que la couverture médiatique de leur parti était la plus négative est la plus importante. Ils ont ensuite, majoritairement répondu que ce sont le PS et le PES qui ont l'image la plus négative dans les médias.

Graphique 23 Le parti dont la couverture médiatique était la plus négative, pour tous les répondant-e-s et en fonction de la préférence partisane avant les élections.



Exemple de lecture: En tout, 54% des répondant-e-s ont indiqué que la couverture médiatique de l'UDC était la plus négative, 14% pensaient cela du PLR, 5% du PDC. Parmi les répondant-e-s qui avaient une préférence pour l'UDC, 40% ont indiqué que l'UDC était le parti dont la couverture médiatique était la plus négative. (N=2262 ensemble, pour les partis individuels: UDC 553, PLR 314, PBD 100, PDC 241, PVL 112, PS 404, PES 167).

6.3 Les changements de préférence à court terme

L'enquête RCS permet également de déterminer la magnitude des changements de préférences de parti dans la phase finale de la campagne. Avant les élections, nous avons demandé dans l'enquête RCS quel était le parti pour lequel le répondant allait le plus probablement voter. Ensuite, après les élections, nous avons interrogé à nouveau la même personne dans une seconde entretien, et lui avons demandé pour quel parti elle avait effectivement voté. Le tableau 15 reflète ces changements à court terme. Il indique pour quel parti les personnes qui, avant les élections, avaient une préférence pour un certain parti, ont voté au final.

L'UDC a le mieux réussi à garder ses électrices et électeurs. Environ 87% des répondant-e-s qui ont exprimé au préalable une préférence pour l'UDC ont ensuite effectivement voté pour l'UDC. Les personnes qui avaient une préféré-

rence pour l'UDC, mais qui ont, dans la phase finale, décidé de voter pour un autre parti, se sont partagées entre différents partis, sans tendance claire.

Pour les autres partis, la proportion de répondant-e-s ayant choisi le même parti que celui qu'ils préféraient avant les élections est nettement inférieure. Pour le PLR, le PBD, le PDC et le PS, la valeur est comprise entre 70% et 75%, pour le PES à 64% et pour le PVL à 60%. En conséquence, la migration à court terme de l'électorat vers d'autres partis est plus élevée dans ces partis. Parmi les votant-e-s qui avaient une préférence pour le PLR, près de 10% ont finalement voté pour l'UDC aux élections, le reste des voix se partageant entre les autres partis. Il n'y a pas de tendance claire pour les répondant-e-s qui avaient indiqué voter pour le PBD. Les personnes qui pensaient voter pour le PDC, mais qui ne l'ont en fin de compte pas fait, se sont le plus souvent portées vers l'UDC ou le PLR. Parmi tous les partis, le PVL est celui qui a moins bien su garder ses électrices et électeurs pendant la phase finale de la campagne. Parmi les répondant-e-s qui ont changé d'avis après avoir eu une préférence pour le PVL avant les élections, la plupart ont voté pour le PLR (11%), mais le PVL a également perdu de son électorat au profit de tous les autres partis.

Dans le cas du PS, il y a surtout eu une migration vers le PES. La tendance inverse est encore plus forte : 17% des répondant-e-s qui indiquaient vouloir voter pour le PES, ont voté PS. En outre, près de 10% des personnes qui, avant les élections, voulaient voter pour le PES, ont donné leur voix au PVL.

Tableau 15 Préférence pour un parti avant les élections et parti effectivement choisi.

	Parti effectivement choisi									Total	N
		UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres		
Intention de vote avant les élections	UDC	87	3	2	2	1	2	0	3	100	398
	PLR	9	74	4	3	3	1	1	4	100	228
	PBD	6	6	71	5	2	4	0	7	100	69
	PDC	7	8	2	72	1	5	1	4	100	192
	PVL	4	11	7	4	58	5	6	5	100	87
	PS	5	3	2	2	2	72	8	6	100	365
	PES	0	2	1	1	9	17	64	6	100	126
	Autres	11	13	6	11	7	15	8	29	100	204

Exemple de lecture : parmi ceux qui ont dit, avant les élections, vouloir voter pour l'UDC, 87% l'ont effectivement fait, alors que 3% ont voté pour le PLR et 2% pour le PBD.

6.4 Conjoncture des partis et des thématiques

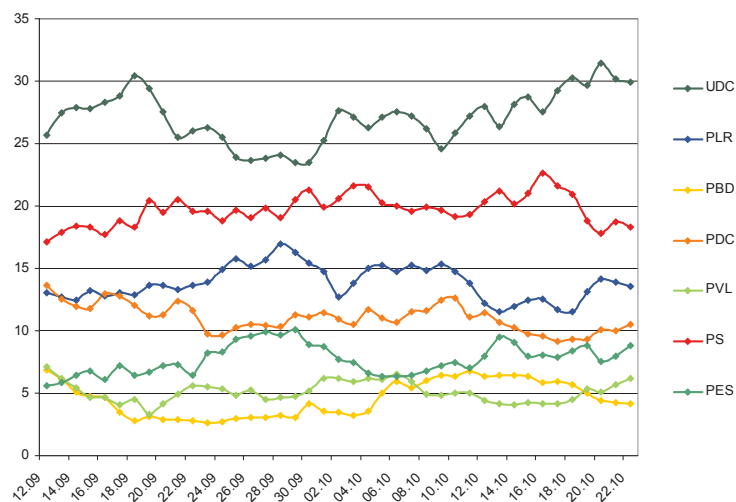
L'enquête RCS permet également de retracer l'évolution de l'opinion durant les 40 derniers jours avant les élections. En raison du petit nombre personnes interrogées par jour, il n'est pas possible de reproduire exactement la tendance journalière. Cependant, il est possible de dégager certaines grandes

tendances, en particulier pour ce qui est du développement des préférences partisans et des questions thématiques.

Le graphique 24 montre le développement des préférences pour les différents partis dans le temps. L'on peut voir que, assez tard dans la campagne, l'UDC réussit encore à gagner des électrices et électeurs. Cependant, cela pourrait s'expliquer par le fait qu'à ce moment-là, un grand nombre de personnes avaient déjà voté par correspondance, et que l'UDC est surreprésentée parmi les personnes votant aux urnes. Les autres partis sont restés relativement stables. Aucune tendance ne se dégage pour le PS ou le PDC, alors que le PLR aurait légèrement diminué durant la phase finale. Pour le PBD et le PES, on pourrait dégager une tendance plutôt à la hausse. Mais dans l'ensemble, ce qui ressort, c'est que les répartitions au fil du temps sont très stables, c'est-à-dire que l'ordre des partis ne change plus dans la phase finale de la campagne. Les partis qui, 40 jours avant les élections, étaient en tête l'étaient également le jour de l'élection et vice-versa.

En 2011, tous les partis ont fait campagne sur leurs thèmes centraux : l'immigration et les étrangers pour l'UDC, l'économie pour le PLR ; le PDC a essayé de se distinguer comme le parti de la famille, le PES a fait campagne pour la protection de l'environnement et le PS pour plus de justice sociale. Dans l'enquête RCS, nous avons demandé aux répondant-e-s quel était selon eux le problème politique le plus important et celui qu'ils plaçaient en deuxième position.

Graphique 24 Préférence pour les différents partis dans la phase finale de la campagne.

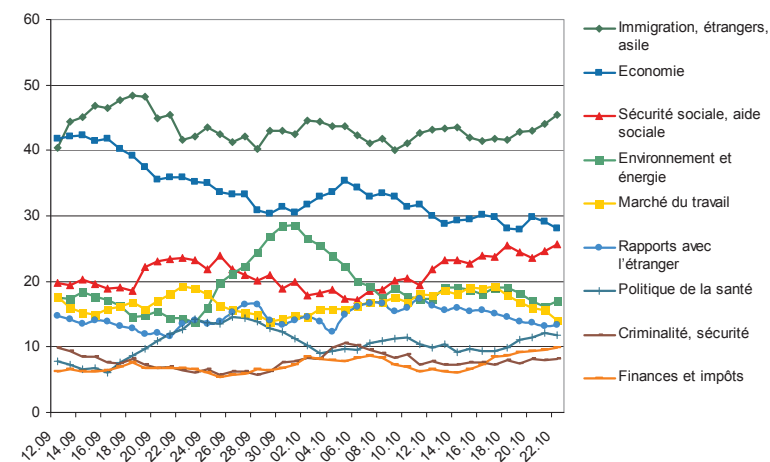


Moyennes glissantes sur 7 jours, N par valeur entre 405-544.

Le graphique 25 montre combien de répondant-e-s ont mentionné l'un des thèmes proposés comme premier ou second problème le plus important. Au cours de la phase finale de la campagne, la hiérarchie des thèmes est demeurée presque constante, même s'il y a eu de petits changements. Le problème des migrations a occupé la première place durant les 40 derniers jours avant l'élection de manière constante. Durant cette même période, la préoccupation du développement économique en Suisse avait plutôt tendance à diminuer. A l'inverse, la sécurité sociale a été mentionnée légèrement plus fréquemment en fin de campagne. La question de l'environnement et de l'énergie a connu un léger pic de popularité. Ces questions ont été mentionnées bien plus souvent durant cette période, qui correspond à la session parlementaire d'automne, environ quatre semaines avant le jour du scrutin, où la question de l'abandon du nucléaire a fait l'objet de débats au Conseil des Etats et où les médias s'en sont largement fait l'écho. La politique de santé en tant que problème principal a connu une légère augmentation pendant un certain laps de temps avant les élections, ce qui s'explique par l'annonce des primes d'assurance maladie début octobre. La proportion des mentions a ensuite diminué à nouveau.

L'on peut certainement affirmer qu'il y a eu, dans la phase finale de la campagne, des changements dans l'évaluation des problèmes par l'électorat. Par contre, ces changements semblent moins provoqués par la campagne de 2011 que par d'autres événements. Des changements majeurs n'ont plus eu lieu dans la phase finale de la campagne : en d'autres termes, l'accent que l'électorat met sur les différents problèmes politiques n'a pas fondamentalement changé durant la phase finale de la campagne. Il y a simplement eu de petites fluctuations dont l'origine ne se trouve pas dans des campagnes en particulier.

Graphique 25 Mention du premier problème le plus important ou du deuxième problème le plus important durant la phase finale de la campagne.



Moyenne glissante sur 7 jours, N par valeur entre 405-544.

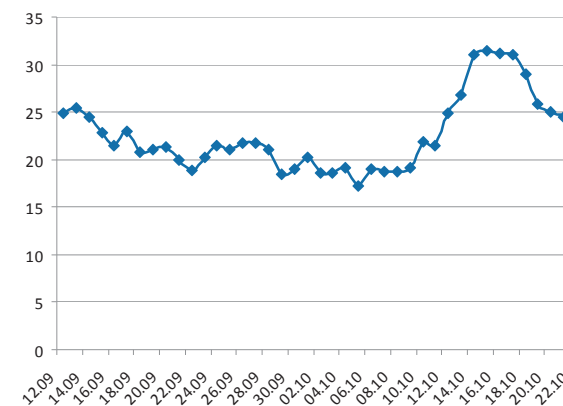
Encadré *Les sondages d'opinion influencent-ils le comportement électoral ?*

La question de savoir si la publication de sondages d'opinion avant les élections a un effet sur le comportement électoral a de nouveau échauffé les esprits – en particulier auprès des partis que les sondages déclaraient perdants. Nous avons également utilisé l'enquête RCS pour essayer de déterminer si les sondages ont eu un effet mesurable. Pour qu'un sondage puisse théoriquement avoir une influence sur le comportement électoral, trois conditions doivent être remplies:

1. Le sondage doit être remarqué
2. Les résultats du sondage doivent être perçus correctement
3. Les résultats du sondage doivent influencer le comportement des électeurs dans un sens déterminé. La théorie n'est cependant pas claire et ne sait pas déterminer le sens des effets auxquels on devrait s'attendre : est-ce que ce sont les partis qui sont donnés gagnants qui profitent du sondage (effet bandwagon) ou plutôt ceux qui sont donnés perdants (effet underdog) ?

La première condition est partiellement respectée. La graphique 26 montre la part des répondant-e-s qui ont répondu par l'affirmative à la question « Ces derniers jours, avez-vous vu des sondages d'opinion sur l'élection du Conseil national? ». Dans la période de l'enquête, deux sondages ont été publiés, mais seul celui de la SRG SSR a eu un impact significatif : suite à la publication des résultats le 12 octobre 2011, la proportion de personnes ayant indiqué avoir entendu parler d'un sondage a augmenté de manière significative pour retomber ensuite au bout de quelques jours. Un autre sondage, publié le 25 septembre par la SonntagsZeitung n'a pas donné lieu à une telle augmentation. Il est également intéressant de constater que la proportion de personnes qui ont entendu parler de l'existence d'un sondage d'opinion est généralement constante à environ 20%.

Graphique 26 Avoir entendu parler d'un sondage d'opinion en %.



Moyenne glissante sur 5 jours.

Les résultats sont-ils en revanche perçus correctement ? Nous avons posé la question aux répondant-e-s qui disaient avoir connaissance des résultats d'un sondage : « Vous souvenez-vous encore du parti qui progresserait le plus selon le sondage d'opinion ? » ou « ... perdrait le plus de voix ? ». L'affirmation principale du dernier sondage SRG SSR publié le 12 octobre était que « la mobilisation finale fait son effet, l'intention de participer augmente – l'UDC progresse – le PBD et le PVL sont les vainqueurs probables des élections » ; la conclusion était que « Comparé à 2007, le nouveau PBD est celui qui a le plus progressé (+3,6 points), même si la comparaison n'est pas possible, car le parti a été fondé seulement en 2008. Le PVL, autre jeune parti, a également amélioré son score de manière significative (+3,5 points). Le vrai perdant des élections serait le PLR/Libéraux-Radicaux, parti de longue tradition. Suite à la fusion, il aurait une part électorale de 17,7 pour cent, ce qui signifierait une diminution de 2,5 points de pourcentage. Les changements observés dans les autres partis sont dans les limites de l'erreur d'échantillonnage. Une tendance se fait jour : le PS et l'UDC se maintiendraient ou augmenteraient plutôt, alors que le PDC se maintiendrait ou diminuerait plutôt. Les perdants des élections seraient également tous les petits partis. »

Tableau 16 Avoir entendu parler d'un sondage d'opinion en %.

Parti vainqueur	UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres	N
Avant le 13.10.	35	4	16	6	33	28	15	1	386
Le 13.10 ou plus tard	46	2	28	5	44	9	8	2	308
Total	40	3	21	5	38	19	12	1	693

Parti perdant	UDC	PLR	PBD	PDC	PVL	PS	PES	Autres	N
Avant le 13.10.	14	68	4	24	2	12	4	3	409
Le 13.10 ou plus tard	3	83	2	21	1	9	6	1	307
Total	9	74	3	23	2	11	5	2	717

Remarque : Le total est supérieur à 100%, car les répondant-e-s pouvaient indiquer un deuxième parti

Le tableau 16 montre que la perception des résultats n'a été que partiellement correcte. Avant les élections, une très grande proportion des répondant-e-s ont estimé que l'UDC serait vainqueur même si, à l'exception de la dernière enquête SRG SSR, tous les sondages donnaient l'UDC plutôt perdant. Toujours est-il que la proportion de répondant-e-s qui percevaient l'UDC comme gagnant a augmenté de manière significative après la publication des résultats de la dernière enquête, ce que le message central du sondage contredit, au moins en partie. Dans l'évaluation, le PVL et le PBD ont été également perçus comme gagnants. La perception des résultats du PS n'était pas tout à fait correcte. Avant le 12 octobre, le parti était souvent mentionné parmi les gagnants dans notre enquête et beaucoup moins fréquemment après cette date, bien que la dernière enquête prévoyait plutôt une tendance positive pour le PS.

Sur la question des perdants, le PLR était de loin le plus fréquemment mentionné, une réponse compatible avec tous les autres sondages d'avant les élections. La proportion de personnes qui ont perçu le PLR comme perdant a encore augmenté significativement après la publication du dernier sondage de la SRG SSR, le 12 octobre. Parmi les autres partis, le PDC, le PS et l'UDC étaient le plus souvent vus comme perdants potentiels des élections. En ce qui concerne l'UDC, la proportion de répondant-e-s qui percevaient l'UDC comme un perdant potentiel, a significativement baissé après le 12 octobre.

Toutefois, ceci ne nous permet pas de savoir si les sondages ont également une influence sur le comportement électoral. Un effet existe lorsqu'une personne qui pense en principe choisir un certain parti se décide pour ou contre ce parti après qu'elle a eu connaissance d'un sondage d'opinion et appris que ce parti était en hausse ou en baisse. Des recherches antérieures démontrent que de tels effets, pour autant qu'on puisse les mesurer, sont peu significatifs et de courte durée.

A ce stade, seule l'enquête RCS permet une première analyse sommaire de cet effet. Nous postulons que la probabilité qu'un effet existe dans le cas du PLR est la plus forte, vu qu'un très grand nombre de personnes ont perçu le parti comme perdant dans les sondages. Nous avons examiné dans le cas des sympathisant-e-s du PLR si le groupe ayant perçu le PLR comme perdant a ensuite moins souvent voté pour ce parti que le groupe ne l'ayant pas perçu comme perdant. Le tableau suivant (17) montre que tel n'est pas le cas. Parmi tous les répondant-e-s ayant de la sympathie pour le PLR, le PLR a même été un peu plus souvent choisi par le groupe l'ayant perçu comme perdant à la suite des sondages que par le groupe qui n'avait pas eu connaissance des résultats du sondage ou qui considérait d'autres partis comme perdants.

On peut donc conclure que les personnes sont au courant des grands sondages et que les gagnants et les perdants sont au moins partiellement identifiés. Les sondages ne semblent, cependant, avoir aucun effet mesurable direct sur le comportement électoral.

Tableau 17 Décision de voter pour le PLR et PLR mentionné en tant que parti perdant.

	Tous les sondés avec sympathie pour le PLR	Répondants sympathisant pour le PLR et ayant mentionné le PLR en tant que perdant
Voté PLR	21	26
Voté un autre parti	79	74
Total	100	100
N	1618	286

7 Les potentiels des partis et leur concrétisation

En plus des résultats effectifs des élections, il est également intéressant pour les partis de savoir comment l'électorat se positionne par rapport aux différents partis. Pour identifier cela, nous incluons dans l'enquête Selects depuis 2003 une question permettant d'évaluer la popularité des partis, ainsi que le potentiel des partis et la concurrence existant à cet égard entre les différents partis.

Pour tous les grands partis, la question suivante a été posée aux votant-e-s : quelle est la probabilité, sur une échelle de 0 à 10, que vous votiez un jour pour ce parti, sachant que 0 signifie que ce parti n'entre en aucun cas en ligne de compte et 10 que la probabilité que vous votiez pour ce parti est grande? Les réponses à ces questions doivent être comprises comme une mesure de la popularité des partis, elles n'indiquent en aucun cas la probabilité effective de voter pour un parti. La valeur 5 sur une échelle de 10 ne signifie pas que la probabilité soit de 50%. De fait, moins de 5% des répondant-e-s qui ont indiqué la valeur 5 comme probabilité de voter pour un parti ont effectivement voté pour ce parti. Ce n'est qu'à partir d'une valeur de 8 sur l'échelle que plus de 30% des votant-e-s donnent réellement leur voix à ce parti.

Le graphique 27 montre la répartition des réponses entre ces probabilités. Le plus frappant est la répartition polarisée de l'électorat vis-à-vis de l'UDC en comparaison avec les autres partis. Environ 50% des électeurs donnent à l'UDC une valeur très faible, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas s'imaginer voter pour ce parti. Et 8% disent qu'ils voteraient avec une faible probabilité (3–4) pour ce parti. A l'inverse, l'UDC est très populaire chez 28% de l'électorat qui indique une très forte probabilité de voter pour le parti. L'UDC est aussi le parti qui est de loin et de manière permanente le parti qui divise le plus et n'obtient d'une majorité d'électeurs aucune sympathie. Cette polarisation est aussi la raison pour laquelle le système majoritaire pose autant de difficulté à l'UDC. C'est le plus grand parti, mais en même temps c'est aussi le parti pour lequel la majorité de l'électorat ne peut pas s'imaginer voter un jour.

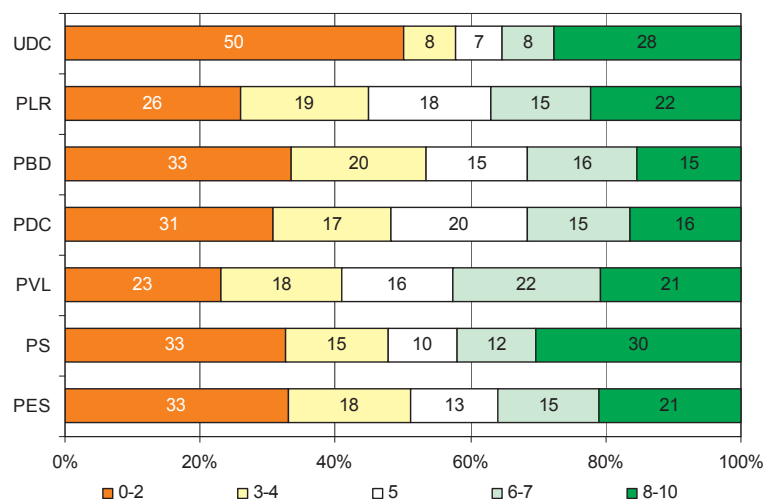
Le PS et le PES sont également relativement polarisants. Dans le cas du PES, la proportion de répondant-e-s qui ne peuvent pas s'imaginer ou sont peu susceptibles de voter pour le parti est de près de 50%, pour le PS la proportion n'est que légèrement inférieure. Inversement, le PS a la proportion la plus haute de personnes qui peuvent s'imaginer voter pour lui. Pour le PES, cette probabilité de vote est plus modérée.

Pour les autres partis la répartition est moins polarisée. Pour tous les partis, la proportion de personnes qui ne peuvent pas s'imaginer voter pour eux est significativement plus basse que pour l'UDC. Le PVL est le parti qui dérange le moins. Seulement 23% des personnes interrogées ne peuvent pas s'imaginer voter pour ce

parti. Le PVL est aussi le parti qui obtient d'une majorité de répondant-e-s au moins une sympathie modérée. La répartition du PLR est très semblable.

Le PDC et le PBD sont les partis qui réveillent le moins d'enthousiasme et obtiennent tous deux des proportions très semblables. Le PBD et le PDC ont tous deux environ 50% des répondant-e-s qui disent qu'il y a une très faible ou plutôt faible probabilité qu'ils votent pour ce parti. En outre, il y a relativement peu de personnes qui disent pouvoir s'imaginer voter pour ce parti.

Graphique 27 Probabilité de vote des sept plus grands partis 2011.



Exemple de lecture : parmi les votant-e-s, 50% indiquent qu'il est très improbable qu'ils votent UDC (0-2 sur une échelle de 0-10), 8% indique qu'ils ne peuvent pas s'imaginer voter pour l'UDC (3-4), 28% indiquent que pour eux la probabilité de voter pour l'UDC est très élevée (8-10). Seulement votant-e-s ; N=2918-3010.

La question de la probabilité du vote permet d'estimer les électeurs potentiels des différents partis est de mesurer à quel point les partis ont concrétisé leur potentiel, c'est-à-dire combien d'électeurs potentiels ont effectivement voté pour le parti. Pour évaluer le potentiel d'un parti, nous avons défini trois groupes de votant-e-s. Les répondant-e-s qui indiquent une valeur de 0 à 4 ont rarement voté pour ce parti, pour une valeur de 5 à 7, ils sont en moyenne 10% et de 8 à 10 ils sont plus de 50% à avoir voté. Grâce à ces valeurs de référence, nous pouvons calculer les indicateurs suivants :

- *Potentiel fiable* : la part des électrices et électeurs ayant indiqué pouvoir voter pour le parti concerné avec une probabilité de 8 à 10. On suppose donc qu'un parti pourrait potentiellement gagner tous ces électrices et électeurs à sa cause.
- *Concrétisation I* : la part des électrices et électeurs du potentiel fiable qui a réellement voté pour le parti concerné.
- *Potentiel maximal* : la part de toutes les électrices et de tous les électeurs qui ont indiqué donner leur voix à ce parti (potentiel fiable) avec une probabilité de 8 à 10, plus la moitié des votant-e-s qui ont indiqué pouvoir voter pour ce parti avec une probabilité de 5 à 7.
- *Concrétisation II* : la part des électrices et électeurs du potentiel maximal qui ont effectivement voté pour le parti concerné.

Le tableau 18 donne les différents indicateurs pour l'année 2011 ainsi qu'une comparaison avec l'année 2007. Si nous considérons la deuxième colonne avec le potentiel fiable, nous voyons que l'UDC a, conjointement avec le PS, le plus grand potentiel. Par rapport à 2007, le potentiel fiable de l'UDC a toutefois baissé, tandis qu'il a augmenté pour le PS. Le potentiel fiable du PLR est resté stable ; il a clairement diminué pour le PDC et surtout pour le PES. Le PES possède toujours un potentiel fiable similaire à celui du PLR, mais la valeur a diminué de 29% à 21% entre 2007 et 2011. Les deux partis possédant le potentiel fiable le plus bas en 2011 sont le PDC et le PBD, qui tous deux parviennent à près de 15%.

Il existe des différences très importantes en 2011 dans la concrétisation du potentiel. L'UDC est clairement en tête des autres partis : 81% de l'électorat qui a une forte tendance à voter pour le parti votent effectivement pour lui. L'UDC, est donc encore une fois bien meilleure que les autres partis à obtenir que les électrices et électeurs qui se sentent attirés par ce parti votent effectivement pour lui. Cette valeur maximale n'a pas changé par rapport à 2007. En outre, les trois autres partis traditionnels, le PLR, le PDC et le PS utilisent plus de 50% de leur potentiel, et ici aussi les changements par rapport à 2007 sont faibles. Le PES a un peu mieux réussi à persuader son électorat qu'en 2007, mais son potentiel fiable a diminué.

Les niveaux les plus faibles de concrétisation du potentiel sont ceux des deux nouveaux partis, le PVL et le PBD. Rares sont les électeurs et électrices qui éprouvent une forte sympathie pour ces deux parties qui leur ont effectivement donné leurs voix. Pour ces deux partis, seul un quart environ des répondant-e-s qui éprouvent une forte sympathie pour le PBD et le PVL ont effectivement voté pour eux.

Tableau 18 Potentiel fiable et potentiel maximal, ainsi que leur taux de concrétisation en 2011 et 2007.

2011	Potentiel fiable	Concrétisation I	Potentiel maximum	Concrétisation II	N
UDC	28	81	35	74	834
PLR	22	56	39	37	666
PBD	15	27	31	18	449
PDC	16	58	34	35	491
PVL	21	24	40	14	617
PS	30	54	41	45	913
PES	21	37	35	24	630

2007	Potentiel fiable	Concrétisation I	Potentiel maximum	Concrétisation II	N
UDC	32	81	38	72	626
PLR	22	52	40	37	441
PDC	20	58	40	36	399
PS	28	59	40	48	562
PES	29	31	43	23	575

Exemple de lecture : en 2011, l'UDC dispose d'un potentiel fiable d'électeurs de 28%. Parmi ces derniers, 81% ont effectivement voté UDC. Le potentiel maximal se situe à 35%. L'UDC l'a exploité à 74%, ce qui veut dire que 74% des électeurs ont effectivement voté UDC.

Pour le potentiel maximal, les tendances observées sont similaires. Les partis pour lesquels une plus grande proportion des répondant-e-s peut s'imaginer voter sont le PLR, le PVL et le PS, ces trois partis ayant une proportion de l'ordre de 40%. La proportion pour l'UDC, le PDC et le PSE est d'environ 35% et un peu plus de 30% pour le PBD. Ici, on remarque des différences claires entre les deux nouveaux partis PVL et PBD: le PVL est acceptable pour beaucoup, alors que le PBD dispose du plus petit potentiel maximum de tous les partis examinés.

La baisse la plus évidente par rapport à 2007 se remarque parmi les personnes qui peuvent s'imaginer voter pour le PSE. En 2007 le PSE avait le plus grand potentiel maximum. En 2011, il a perdu cette position de leader et a même été dépassé par le PVL. Le potentiel maximum du PDC et de l'UDC a également légèrement diminué.

Les taux de concrétisation sont comparables à 2007. Encore une fois, l'UDC est clairement en tête, suivi par le PS, le PLR et le PDC. Le PBD et le PVL n'obtiennent le vote que d'une petite partie des personnes qui peuvent s'imaginer voter pour ces partis.

Ces analyses fournissent également une bonne vue d'ensemble sur les perspectives des différents partis. L'UDC est le parti qui joue au plus haut niveau et le parti est encore capable de très bien mobiliser ses électrices et électeurs potentiels. Toutefois, la proportion des électrices et électeurs potentiels de l'UDC a plutôt quelque peu diminué et est au même niveau ou plus bas que l'électorat potentiel des autres grands partis de Suisse. L'UDC est aussi le parti le plus fortement polarisé, et en 2011 une majorité d'électrices et électeurs ne pouvait

pas s'imaginer voter pour ce parti. Cela montre le double dilemme de l'UDC et les limites de sa croissance : pour conserver sa part d'électorat et ses électrices et électeurs potentiels, il doit parvenir à les mobiliser fortement, ce qui lui a réussi dans le passé grâce à une orientation très à droite. Toutefois, ce positionnement à droite fait perdre au parti une partie de l'électorat potentiel du centre, dont il aurait besoin pour élargir le bassin d'électrices et électeurs.

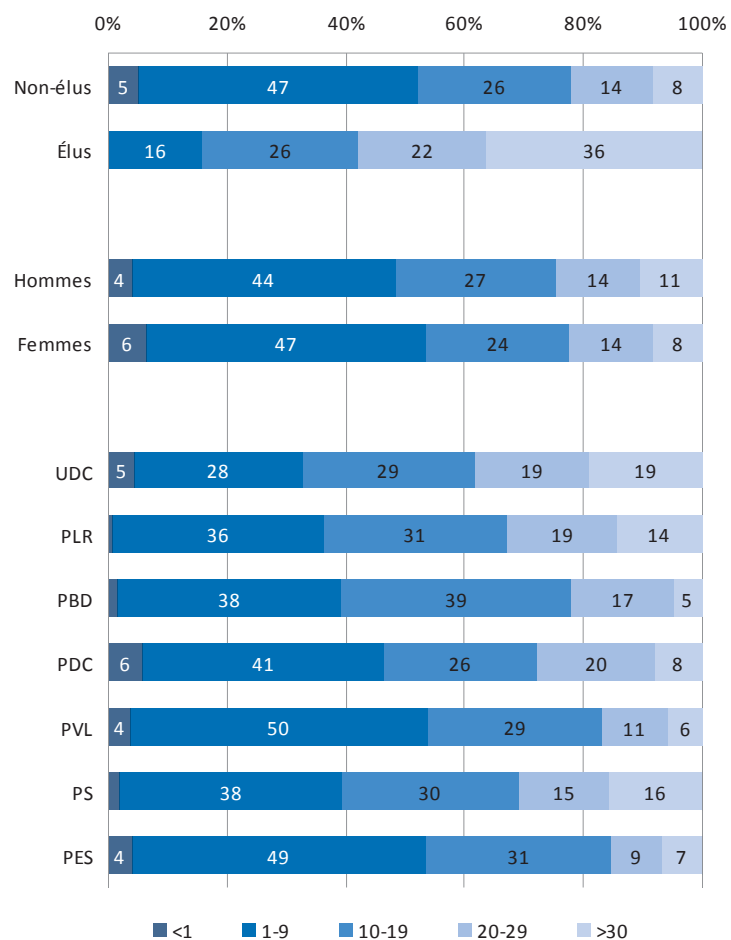
Les deux autres partis bourgeois traditionnels se trouvent dans une situation différente. Pour le PDC, la proportion d'électrices et d'électeurs potentiels a diminué, pour le PLR elle est restée encore assez élevée. Il en résulte que les perspectives de croissance du PLR sont meilleures pour l'avenir. Le parti peut s'efforcer de concrétiser son électorat potentiel, alors que le PDC doit en outre se préoccuper d'élargir sa base d'électorat potentiel et de s'ouvrir à de nouveaux segments d'électorat. Le PBD jouit d'une certaine sympathie, mais il a très mal su mobiliser ses électeurs potentiels. Le PVL a réussi à interpeller une large partie de l'électorat en 2011, mais n'a pu transformer qu'une très petite partie de cette base en votes réels pour le parti et il a très mal concrétisé son potentiel. C'est ce qui explique que le parti se trouve dans une situation très similaire à celle du PES et du PBD. Le PES a perdu beaucoup de sympathie par rapport à 2007. La raison probable en est qu'avec le PVL, un deuxième parti avec l'étiquette « verte » est entré dans la course et se présente une alternative à un public sensibilisé sur le plan écologique tout en se positionnant au centre.

8 Les candidat-e-s

Dans le cadre d'un projet comparatif international et en complément du sondage des électrices et des électeurs, l'ensemble des candidat-e-s aux élections du Conseil national et du Conseil des Etats ont été invités à participer à une enquête au moment des élections de 2007 et 2011. Les données récoltées permettent de mieux entrevoir les activités liées à la campagne électorale et les positions politiques des candidat-e-s en Suisse. Parmi les 3473 candidat-e-s, près de la moitié ont répondu à l'enquête (47%). Dans cette enquête, nous avons posé aux candidat-e-s des questions sur leurs activités de campagne, ainsi que sur leurs attitudes envers la démocratie et divers sujets politiques.

Les coûts d'une campagne électorale se comptabilisent essentiellement en temps et en argent. Nous avons donc demandé aux candidat-e-s, combien de temps elles ou ils ont consacré à leur campagne durant la phase finale. Le graphique 28 illustre la répartition de l'utilisation de temps par semaine des différents groupes. On remarque de nettes différences entre les candidat-e-s élu-e-s et les non-élu-e-s. Les élu-e-s, et ce n'est pas surprenant, consacrent en effet beaucoup plus de temps à la campagne électorale que les non-élu-e-s : 36% des premiers indiquent avoir consacré plus de 30 heures par semaine à leur campagne durant la phase finale. 22% indiquent y avoir consacré 20 à 30 heures par semaine. En revanche, parmi les non-élu-e-s, la moitié y a investi moins de 10 heures. Il y a peu de différences entre les hommes et les femmes. Mais les différences entre les partis sont significatives. Les candidat-e-s UDC ont été les plus actifs : près de 40% ont consacré 20 heures par semaine à la campagne ou plus. Seul un tiers des candidat-e-s a affirmé avoir investi 10 heures ou moins. Les candidat-e-s PLR et PS ont également été relativement actif-ves, alors que les candidat-e-s du PES et du PVL ont été les moins actif-ves. Plus de 50% de leurs candidat-e-s ont indiqué avoir consacré moins de 10 heures hebdomadaires à la campagne. Seuls 15% environ de ces deux partis ont indiqué avoir investi 20 heures ou plus. Il est possible que cela ait un lien avec la probabilité d'être élu-e. Pour les petits partis, les perspectives électorales de la plupart des candidat-e-s sont très minces, il y a également un grand nombre de candidat-e-s dont la présence ne sert qu'à remplir les listes et qui sont donc peu incités à investir du temps dans leur propre campagne.

Graphique 28 Nombre d'heures consacrées par les candidat-e-s à leur campagne dans la phase finale.



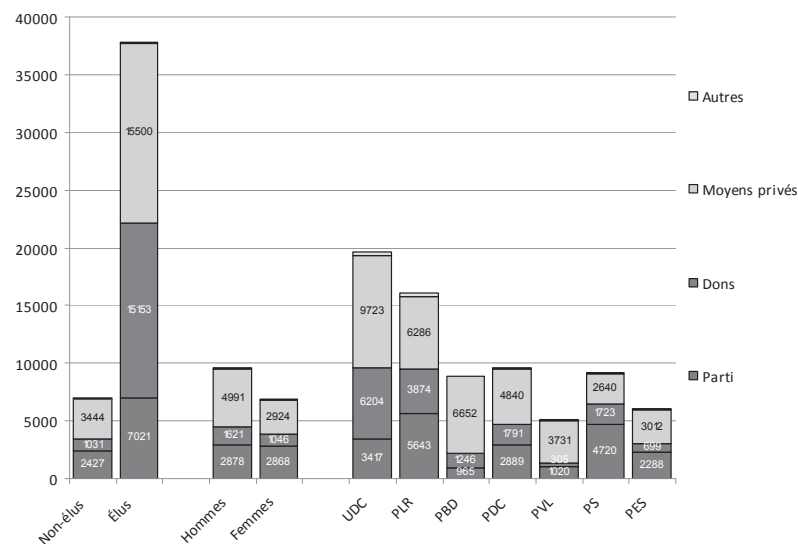
N: non-élus = 1472, élus = 84, hommes = 1033, femmes = 523, UDC = 167, PLR = 199, PBD = 69, PDC = 177, PVL = 112, PS = 195, PES = 174.

La deuxième ressource importante dans la campagne est l'argent. En Suisse, des sommes importantes sont investies dans la politique, non seulement pour les

votations, mais aussi pour les élections. Une partie des frais de campagne est prise en charge par les candidat-e-s. En 2011, ils ont dépensé en moyenne 8700 francs pour la campagne électorale, mais il y avait des différences significatives. Les non-élu-es ont investi en moyenne 7000 francs dans leur campagne personnelle, alors que les élu-e-s y ont investi près de 38 000 francs. Des différences significatives existent également entre les femmes et les hommes, les hommes ayant dépensé près de 3000 francs de plus que les femmes. Les candidat-e-s UDC ont non seulement investi plus de temps, mais aussi plus d'argent, près de 20 000 francs en moyenne. Parmi les candidat-e-s PLR, la moyenne était de 16 000 francs. Les candidat-e-s PBD, PDC et PS ont dépensé environ 9000 francs. Les candidat-e-s PVL et PES ont le moins dépensé : environ 5000 en moyenne pour le PSE et 6000 francs pour le PVL.

L'ensemble des dépenses électorales pour tous les candidat-e-s se monte à 30,5 millions de francs. Environ 7,7 millions de cette somme sont à mettre au compte de l'UDC, 7,1 millions à celui du PLR, 4 millions à celui du PS, 3,8 millions à celui du PDC, 2,4 millions à celui du PES et environ 3 millions à celui du PBD et du PVL. Les candidat-e-s des petits partis ont pour leur part dépensé en tout, pour leur campagne, 2,9 millions de francs. Cela signifie que les candidat-e-s ont dépensé environ 6 francs par personne ayant le droit de vote ou, pour un taux de participation avoisinant les 50%, 12 francs par électeur et électrice. Ces chiffres sont ceux que les candidat-e-s déclarent eux-mêmes et donnent donc plutôt un ordre de grandeur que le montant des dépenses précises. Mais il est indéniable, qu'en Suisse, beaucoup d'argent circule dans les campagnes électorales, surtout lorsque l'on considère que ces chiffres n'incluent pas les dépenses des partis politiques et des associations, qui se montent à plusieurs millions additionnels.

Graphique 29 Origine des fonds de campagne selon différentes catégories.



Note : ces chiffres ont été calculés à partir de la question des dépenses de campagne réelles et du pourcentage d'origine des fonds de campagne. N = voir le graphique 28.

En plus d'interroger les candidat-e-s sur le niveau des dépenses, nous leur avons également demandé d'où provenait le financement et comment il était utilisé. Pour les candidat-e-s, il y a essentiellement trois sources de financement : le parti, qui fournit aux candidat-e-s des moyens pour leurs propres campagnes, les dons des particuliers et des institutions ainsi que la fortune privée des candidat-e-s. Les personnes interrogées indiquent qu'elles financent elles-mêmes à peu près 50% de leur campagne. Pour les candidat-e-s non-élu-e-s, la proportion est légèrement plus élevée lorsqu'on compare avec les élu-e-s, mais la contribution de ces derniers en termes absolus est en revanche plus élevée. Les élu-e-s ont investi environ 15 000 francs de leur poche. Des différences significatives existent entre les hommes et les femmes, les hommes consacrant à leur campagne environ 2000 francs de plus (pour un total d'environ 5000 francs) que les femmes (environ 3000). Et entre les partis, les différences en chiffres absolus sont très importantes. Les candidat-e-s UDC investissent environ CHF 10 000 dans leur campagne électorale, alors que pour le PS le montant ne représente qu'un quart de cette somme (2600 francs). Dans le cas du PS, la proportion du financement propre se monte à environ 30%. Les candidat-e-s du PBD et du PLR ont dépensé beaucoup d'argent pour leur campagne, plus de 6000 francs. Au sein du PBD,

l'argent investi par les candidat-e-s constitue la plus grande part des dépenses, alors que les autres sources sont relativement modestes.

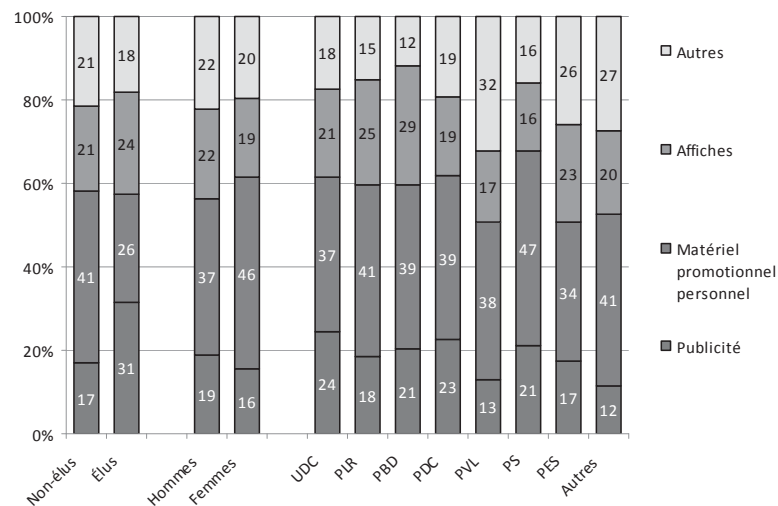
Le montant des dons aux candidat-e-s élu-e-s est très important. Les candidat-e-s UDC sont le plus habiles à récolter des dons, avec une moyenne de 6200 francs. Il n'est toutefois pas possible de savoir s'il s'agit de dons privés ou de dons institutionnels (entreprises, organisations). De leur côté, les candidat-e-s PLR recueillent chacun près de 4000 francs en dons pour la campagne. Les candidat-e-s des deux partis verts PVL et le PSE récoltent le moins de dons.

Il y a aussi de très grandes différences dans les contributions des partis. Elles sont les plus élevées au sein du PLR et du PS. La contribution du PS constitue la part la plus importante des dépenses de ses candidat-e-s, ce qui n'est pas le cas des autres partis. En revanche, les partis n'indiquent pas d'où viennent les fonds. On peut supposer que les différences de contributions au sein des différents partis s'expliquent par les règles et les habitudes propres à chaque parti en ce qui concerne la distribution des fonds.

Comment les fonds sont-ils utilisés? Les dépenses des candidat-e-s se répartissent entre trois secteurs principaux : publicité, matériel promotionnel personnel et affiches. Avec plus de 30%, la publicité représente la part de dépenses la plus importante des candidat-e-s élus. Cela s'explique par le coût élevé de la publicité, que seuls les candidat-e-s aux budgets élevés peuvent se permettre. En revanche, une proportion importante des budgets des non-élus est consacrée au matériel promotionnel personnel, qu'il soit distribué ou envoyé. Ces dossiers personnels sont relativement peu onéreux à produire, quelques centaines de francs suffisent à le faire.

Il existe également des différences d'un parti à l'autre. Les candidat-e-s UDC et PDC sont ceux qui ont le plus dépensé en publicité, alors que pour le PVL celle-ci ne représente que 15% des dépenses. De leur côté, les candidat-e-s PS dépendent près de 50% de leur budget dans le matériel promotionnel personnel. La proportion du budget attribuée aux affiches est similaire pour tous les partis.

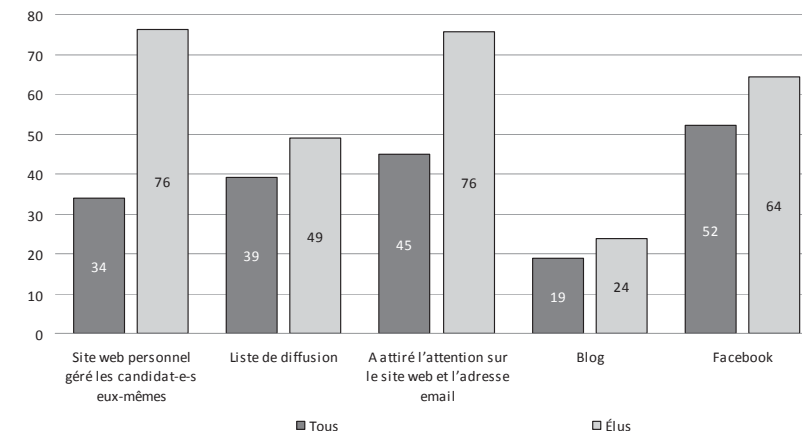
Graphique 30 Répartition des dépenses des candidat-e-s en %.



N = voir le graphique 28.

Outre les instruments traditionnels tels que la publicité, les dépliants et les affiches, l'utilisation d'Internet pour la campagne devient de plus en plus populaire. Il est important de s'attarder sur ce point, car il existe un débat sur la question de savoir si Internet joue un rôle décisif en matière de succès électoral. Seules très peu d'activités sur Internet attirent beaucoup d'attention durant la campagne électorale et souvent, uniquement parce que les médias traditionnels en parlent et les relaient. Les sites Web des candidat-e-s, leurs profils Facebook ou les listes de diffusion sont probablement beaucoup plus souvent consultés par ceux qui ont déjà une assez forte tendance à donner leurs voix à ces candidat-e-s plutôt que par des électeurs indépendants et non-engagés. Toutefois, ces instruments peuvent également avoir un impact indirect en impliquant des amis et des connaissances dans la campagne. En outre, de nombreux candidat-e-s disent qu'ils ne peuvent pas se permettre de renoncer à ces nouveaux instruments, surtout que leur utilisation est relativement bon marché comparée à celle des outils de campagne classiques.

Graphique 31 Les candidat-e-s sur Internet, utilisation de l'instrument en %.



N Total = 1346-1502, élus = 67-81.

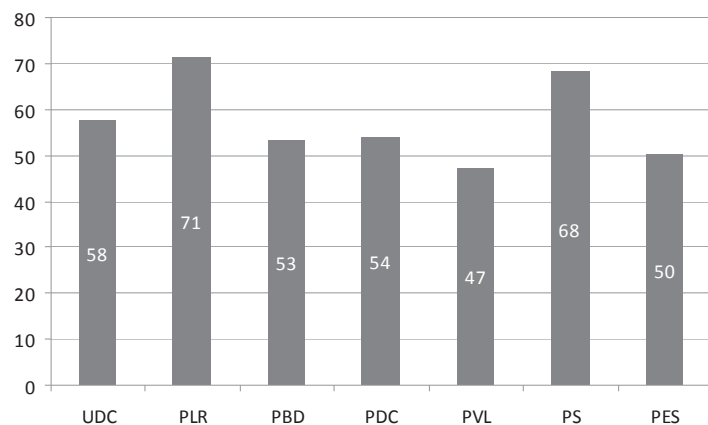
Le graphique 31 montre comment les candidat-e-s ont utilisé les différents médias. Un tiers des répondant-e-s affirment avoir une page Web qu'ils gèrent eux-mêmes. Cela représente un total de plus de 1000 pages de candidat-e-s. Parmi les personnes élues, la proportion est même de trois quarts. Les listes de diffusion sont également utilisées par de nombreux candidat-e-s, les différences entre les élus et tous les candidat-e-s étant ici mineures. Près de la moitié des candidat-e-s ont attiré l'attention sur leur site Web et/ou leur adresse courriel pendant la campagne électorale, pour les candidat-e-s élu-e-s, la proportion est de trois quarts. Environ 20% des candidat-e-s disent également avoir entretenu un blog. Les candidat-e-s élu-e-s sont à peine un peu plus nombreux à avoir fait de même. L'utilisation de profils Facebook a été très populaire parmi les candidat-e-s. Environ 50% de tous les candidat-e-s et près de deux tiers des candidat-e-s élu-e-s ont indiqué avoir recouru à un profil Facebook. Cet instrument est l'un des plus populaires dans la campagne – probablement parce que ses coûts sont minimes et parce que nombreux sont ceux qui possédaient déjà un compte Facebook.

Encadré Les candidat-e-s et Facebook

Facebook est utilisé, non seulement pour communiquer avec des amis, mais aussi pour communiquer avec les électeurs et électrices durant une campagne électorale. Au plus tard depuis que Barack Obama a utilisé Facebook de manière intensive durant sa campagne électorale de 2008, de nombreuses personnes ont le sentiment qu'il n'est plus possible de gagner des élections sans Facebook. Comparé à d'autres outils en ligne, Facebook a l'avantage supplémentaire de donner un feedback immédiat, ce qui fournit des indications sur ce qui fonctionne ou pas.

Beaucoup de candidat-e-s ont donc un profil Facebook. Cet outil est avantageux et, contrairement aux sites Web personnels, il ne nécessite aucun effort de programmation. Les candidat-e-s PLR ont le plus fréquemment indiqué posséder un profil Facebook (71%), les candidat-e-s PS arrivent juste derrière. L'UDC est dans la moyenne avec 58%, ainsi que les candidat-e-s PDC et PBD, avec un peu plus de 50% d'utilisation. Les candidat-e-s qui ont moins souvent indiqué avoir un profil Facebook sont ceux du PVL.

Graphique 32 Proportion des candidat-e-s ayant un profil Facebook en fonction du parti en %.



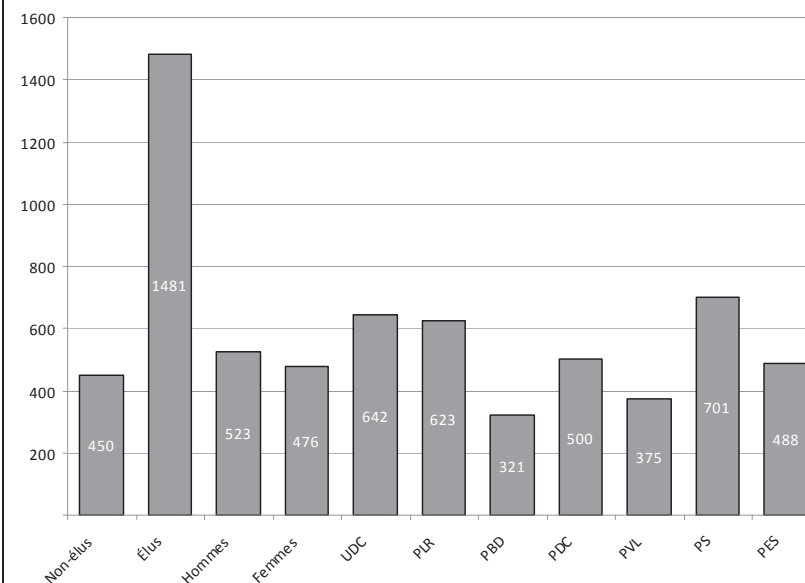
N UDC = 167, PLR 190, PBD 65, PDC = 174, PVL = 111, PS = 187, PES = 169.

Avoir un compte Facebook ne fournit cependant aucune indication sur l'intensité avec laquelle cet outil a été utilisé. Sur Facebook, il est nécessaire d'avoir un grand nombre d'amis, qui ensuite – c'est ce que l'utilisateur espère – lisent les messages. Nous avons donc demandé aux candidat-e-s combien d'amis Face-

book ils avaient. En moyenne, un-e candidat-e possédant un profil Facebook compte 450 amis environ. Dans le cas des personnes élues, ce chiffre est beaucoup plus élevé. En effet, ils ont presque trois fois plus d'amis Facebook. Il y a également des différences entre les partis. Les candidat-e-s PS ont en moyenne 700 amis environ sur Facebook, suivis par l'UDC et le PLR. Les candidat-e-s PBS en ont en moyenne la moitié, environ 320. Les candidat-e-s PVL disposent de relativement peu d'amis Facebook.

La question reste ouverte de savoir s'il est possible de gagner des élections grâce à Facebook. Le nombre d'amis est dans de très nombreux cas trop faible pour influencer sur le succès électoral de manière décisive, en particulier étant donné que les amis Facebook ont une forte tendance à choisir le ou la candidat-e dont ils sont amis indépendamment des interactions qu'ils ont sur le site. De plus, les candidat-e-s élu-e-s qui utilisent très souvent Facebook sont également très actifs dans la campagne, de sorte que ce n'est pas le nombre d'amis Facebook qui explique leur succès électoral, mais plutôt le potentiel de succès électoral et la notoriété du ou de la candidat-e qui détermine le nombre de ses amis Facebook.

Graphique 33 Candidat-e-s sur Internet, nombre d'amis Facebook.



N non-élus = 1021, élus = 60, hommes = 707, femmes = 374, UDC = 122, PLR = 163, PBD = 64, PDC = 124, PVL = 87, PS = 160, PES = 119.

9 Annexe

9.1 Le projet Selects

Selects est un projet de recherche électorale qui a débuté en 1995. Il est soutenu par les instituts de science politique de plusieurs universités suisses. Depuis 1995, Selects a non seulement permis de maintenir la continuité de la recherche électorale en suisse, mais également d'introduire des outils de recherche novateurs et d'assurer sa mise en réseau avec la recherche internationale. Cette mise en réseau se fait entre autres à travers la participation à deux études comparatives internationales. Il s'agit d'une part de l'étude comparative des systèmes électoraux – *Comparative Study of Electoral Systems* (CSES) –, qui a débuté dans les années 1990 et est entré dans son quatrième cycle au moment où se déroulaient les élections 2011. Le module CSES englobe différentes questions qui ont été utilisées à l'identique dans un grand nombre d'études électorales du monde entier et la base de données qui en résulte a été utilisée pour de très nombreuses publications comparatives. Depuis 2007, Selects participe également à un nouveau projet comparatif international intitulé *Comparative Candidate Survey* (CCS) et a interrogé, dans le cadre de ce projet et pour la deuxième fois, l'ensemble des candidat-e-s aux élections 2011. Comme en 2007, ce sondage a été réalisé sur mandat de Selects par l'équipe responsable de la plateforme en ligne smartvote.

En 2011, le sondage a été financé pour la plus grande part par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Les cantons de Genève, du Tessin et de Zurich ont financé l'augmentation de l'échantillon à environ 600 personnes dans les cantons respectifs.

Georg Lutz, auteur de cette étude, est le directeur de projet et requérant principal de Selects depuis le 1^{er} janvier 2008. Il est également depuis 2011 professeur associé ad personam à l'Université de Lausanne. Le projet Selects est, depuis le début 2008, rattaché au Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS), créé à l'époque à Lausanne.

La responsabilité scientifique du projet Selects incombe à la commission, présidée par Pascal Sciarini (Université de Genève). De 2008 à 2011, les autres membres étaient Peter Farago (FORS), Lionel Marquis (Université de Lausanne), Peter Selb (Université de Constance), Werner Seitz (Office fédéral de la statistique), Marco R. Steenbergen (Université de Zurich), Adrian Vatter (Université de Berne) et Hans-Urs Wili (Chancellerie fédérale).

La mise en œuvre du projet lui-même n'aurait pas été possible sans Nicolas Pekari de FORS, ainsi que les doctorants impliqués dans le projet : Robert Baur, Andreas Goldberg et Reto Wattenhofer, qui ont tous consenti un énorme investissement durant la réalisation des différentes enquêtes.

9.2 Interprétation des résultats

Même les sondages dits représentatifs ne le sont pas au sens d'un reflet parfaitement fidèle de la réalité. La sélection des personnes incluses dans l'échantillon comporte une marge d'erreur ; il n'est pas possible de questionner toutes les personnes sélectionnées, et ceux que l'on peut interroger ne sont pas forcément représentatifs de l'ensemble des personnes. Ainsi par exemple, lors de notre sondage, 74% de personnes ont indiqué avoir voté, alors que la participation n'était en réalité que de 49%. A l'aide d'une pondération, nous avons corrigé ces distorsions concernant la participation, ainsi que celles concernant le choix du parti (voir chapitre pondérations). Toutes ces sources d'erreur rappellent que la prudence est de mise dans l'interprétation et la présentation des résultats.

Nous appliquons différents critères afin de parvenir uniquement à des résultats fiables. En premier lieu, les différences doivent être statistiquement significatives, c'est-à-dire qu'elles ne doivent pas être dues au hasard, pour pouvoir être interprétées comme différences réelles. Comme nous présentons essentiellement des relations bivariées, nous nous appuyons, en règle générale, sur le test d'indépendance du chi carré, qui vérifie si la répartition des cas dans un tableau croisé est significativement différente d'une distribution au hasard. Nous n'avons présenté ici que des résultats significatifs.

Mais même si, entre deux valeurs, un résultat est significatif, il faut être prudent dans les interprétations. Les résultats se situent dans une marge d'erreur, qui nous renseigne sur l'intervalle dans lequel la valeur réelle se situe, selon une certaine probabilité. Cette marge d'erreur dépend du nombre de cas étudiés, ainsi que de la distribution des résultats. Moins les cas étudiés sont nombreux et plus l'on se rapproche d'une distribution 50–50, plus le risque d'erreur est élevé. Si nous incluons l'ensemble des 4391 personnes interrogées dans une analyse, la marge d'erreur se situe, avec une probabilité de 95%, dans des valeurs limites de +/- 1,5% pour une distribution 50–50. Si l'étude porte uniquement sur les 176 électrices et électeurs du PES interrogés en 2011, la marge d'erreur augmente à +/- 7,5%. Il n'est donc pas judicieux d'indiquer une marge d'erreur globale, puisque celle-ci varie selon le nombre de cas étudiés et est en général plus élevée que la marge d'erreur globale. Comme cette marge est presque toujours supérieure à 1% dans notre échantillonnage de plus de 4000 personnes interrogées, nous renonçons à indiquer des résultats comportant des virgules, afin de ne pas donner une fausse impression d'exactitude.

Un autre critère important permettant de garantir la qualité scientifique d'une recherche est d'assurer l'accès public aux données. L'unique manière de vérifier – ou de falsifier – des résultats et de les rendre compréhensibles est de garantir l'accès aux données brutes et de décrire les méthodes d'analyse de manière à ce qu'elles puissent être reproduites. Nous nous engageons à appliquer ce principe. Les données du sondage 2011, ainsi que celles de tous les sondages antérieurs,

sont documentées de manière détaillée et sont accessibles au public sur le site du service de données DARIS du Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS – www.fors.unil.ch).

9.3 Les bases de données

Dans le cadre de Selects 2011, différents sondages ont été effectués. Les données des sondages utilisées pour cette publication ont été récoltées dans le cadre des études électorales suisses Selects entre 1995 et 2011, au moyen d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (CATI). En 2011, l'enquête CATI a été réalisée par le l'institut de sondage DemoSCOPE à Adligenswil. Entre 1995 et 2007, les personnes étaient sélectionnées à travers un échantillonnage aléatoire à deux phases de l'annuaire téléphonique.

En 2011, une nouvelle base d'échantillonnage a été mise à disposition, le Cadre d'échantillonnage pour les sondages auprès des personnes et des ménages (SRPH) de l'Office fédéral de la statistique (OFS). L'OFS utilise les informations provenant du nouveau système de recensement de la population comme base pour l'échantillonnage de ses propres enquêtes. Toutefois, l'OFS met également à disposition, en se basant sur l'Art. 13 de l'Ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux, « des projets de recherche réguliers, considérés comme étant d'importance nationale et financés par le Fonds national suisse de la recherche scientifique », ainsi que « des projets de recherche internationaux, cofinancés par le Fonds national suisse de la recherche scientifique. »² Selects remplit ces critères et a donc pu bénéficier de cette nouvelle base d'échantillonnage. Les échantillons livrés par l'OFS comprennent, outre les noms et les adresses, diverses autres informations telles que l'âge, l'état civil et le lieu de naissance.

La partie principale de l'étude Selects est une *enquête post-électorale* de 4391 personnes ayant le droit de vote en Suisse. Ces personnes ont été interrogées sur une période de trois semaines après les élections, dans un entretien CATI de 35 minutes en moyenne. L'échantillon est, comme en 2007, construit de manière à ce qu'un total de quelque 2000 personnes représentatives au niveau national. En ce qui concerne les petits cantons, l'échantillon a ensuite été augmenté pour qu'il soit possible d'interroger dans chacun d'entre eux 100 personnes environ. En outre, l'échantillon a également été augmenté dans trois cantons (Zurich, Genève et le Tessin), avec un total d'environ 600 entretiens dans chaque canton. Le coût additionnel de ces entretiens supplémentaires a été financé par les cantons respectifs.

A la fin de l'enquête téléphonique, nous avons demandé à tous – sauf aux personnes des échantillons augmentés de Genève, du Tessin et de Zurich – s'ils

² http://www.admin.ch/ch/f/rs/431_012_1/index.html

étaient prêts à remplir un *questionnaire écrit* additionnel, qui pouvait être rempli en ligne ou sur papier. Parmi les 3260 personnes à qui cette question a été posée, 2489 étaient prêts à le faire (76%) et 1786 d'entre eux ont finalement participé (72% de ceux qui étaient prêts à participer et 55% de tous les répondant-e-s). 18% des participant-e-s ont complété le questionnaire en ligne et 82% ont rempli le questionnaire papier.

En plus de l'enquête post-électorale et pour la première fois, une enquête appelée *Rolling Cross-Section (RCS)* a été menée dans le cadre de Selects en Suisse alémanique et en Suisse romande. Pendant 41 jours (soit 6 semaines) avant le jour du scrutin, environ 100 entretiens par jour ont été réalisées. Il est essentiel dans ce type d'enquête que l'échantillon quotidien constitue un échantillon aléatoire distinct. Pour ce faire, tous les jours, de nouvelles adresses étaient activées et chacune d'entre elle devait rester active pendant exactement la même période et contactée selon le même schéma prédéterminé. En tout, 4002 entretiens CATI d'un peu plus de 15 minutes ont été menés avant les élections. Après les élections, les personnes qui n'avaient pas encore voté par correspondance au moment du premier entretien avant les élections, ont été brièvement interrogés à nouveau sur leur comportement électoral réel. Avant les élections, 742 personnes avaient déjà voté, 3260 ne l'avaient pas fait. Parmi ces dernières, 2436 (74%) ont participé au deuxième bref entretien téléphonique de 5 minutes.

La nouvelle base d'échantillonnage permet désormais également d'obtenir une image plus claire du *taux de réponse* de chaque enquête. Initialement, pour l'enquête post-électorale, 11 977 personnes ont été choisies. Dans 2069 cas parmi celles-ci, il n'a pas été possible d'attribuer un numéro de téléphone (17%). Lorsqu'e nous avons manqué d'adresses, quelques jours après les élections, 5299 adresses de réserve dotées d'un numéro de téléphone ont été ajoutés aux adresses existantes. En tout, 15 207 adresses dotées d'un numéro de téléphone ont donc ont été utilisées. Parmi celles-ci, aucun contact n'a pu être établi dans 2538 cas, c'est-à-dire que personne n'a répondu au téléphone au cours de la période d'enquête. Parmi les 12 688 adresses restantes, 1735 ménages ont pu être contactés, mais il n'a pas été possible de réaliser un entretien avec la personne cible. 1116 personnes se sentaient trop vieilles, trop malades ou débordées. 5426 ont activement refusé d'être interrogées, et l'entretien a pu être réalisé avec les 4391 restantes (35% des adresses dotées d'un numéro de téléphone). Les ordres de grandeur sont similaires pour l'enquête RCS. Il semblerait que le mode d'enquête utilisé par Selects – des entretiens téléphoniques très longs – se heurte à une limite et que l'accessibilité et la volonté de participer des personnes diminuent de plus en plus. Une partie des distorsions résultant de la faible participation peuvent être compensées par des pondérations (voir section suivante), mais ce problème devra être pris en compte dans la conception des futures enquêtes.

Tableau A.1 Taux de réponse de l'enquête post-électorale et RCS.

	Post-électorale	RCS
(A) Total des personnes	11977	15283
(B) Sans numéro de téléphone	2069	2352
(C) Adresses additionnelles (seulement dotées d'un numéro de téléphone)	5299	
<i>(D) Total des adresses dotées d'un numéro de téléphone (A+C-B)</i>	<i>15207</i>	<i>12931</i>
(E) Aucun contact	2539	2478
<i>(F) Total des contacts (D-E)</i>	<i>12668</i>	<i>10453</i>
Pas d'entretien: contact, mais impossible de réaliser un entretien avec la personne cible	1735	1682
Pas d'entretien: trop vieux, malade, débordé	1116	776
Pas d'entretien: refus actif	5426	3993
<i>Entretien</i>	<i>4391</i>	<i>4002</i>

Pour la première fois, dans le cadre de Selects, les Suisses de l'étranger ont été interviewés. Pour des raisons de confidentialité, il n'a malheureusement pas été possible de contacter ces personnes directement à travers Selects, car le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) n'a pas le droit de fournir à l'extérieur des informations extraites du registre des Suisses de l'étranger. Le DFAE a cependant accepté d'envoyer une information personnalisée par courriel à environ 7000 personnes choisies aléatoirement et à attirer ainsi leur attention sur l'enquête. Les adresses courriel proviennent d'une base de données rassemblant tous les Suisses de l'étranger inscrits dans le registre du DFAE et ayant le droit de vote. Il existait une adresse courriel pour environ la moitié des 130 000 personnes ayant le droit de vote. Parmi les personnes contactées, 1629 (23%) ont participé à l'enquête. Pour cette enquête, un sondage en ligne a été préparé, sous forme de questionnaire adapté aux Suisses de l'étranger. Comme il s'agit d'un recrutement et d'une enquête en ligne, il existe une certaine incertitude quant à savoir si les résultats sont représentatifs. L'analyse des résultats montre cependant que l'échantillon ne comportait pas de distorsions importantes.

En 2011, comme il y a quatre ans, tous les candidat-e-s ont également été interrogés. Cette enquête candidats a été menée par le biais d'un questionnaire en ligne, ainsi que d'un questionnaire papier, envoyé en même temps qu'un rappel aux candidat-e-s qui n'avaient pas rempli le questionnaire en ligne. L'enquête a été réalisée par l'équipe également responsable de la plateforme en ligne smart-vote. Parmi les 3547 candidat-e-s pour le Conseil national et le Conseil des Etats (3473 pour le Conseil national, 74 pour le Conseil des Etats), 1871 ont participé, ce qui représente un taux de réponse de 47%.

9.4 Pondération

Comme nous l'avons vu ci-dessus, la répartition des données récoltées n'est pas aléatoire. Afin d'obtenir des résultats valables pour toute la Suisse, les données de cette étude ont donc été pondérées.

Enquête post-électorale

Les personnes effectivement interrogées ne sont pas représentatives de l'électorat dans son ensemble, tant en raison des échantillons utilisés par canton que par suite des pertes sélectives. Ces distorsions sont corrigées au moyen de pondérations. Le problème est que la pondération d'une caractéristique peut produire de nouvelles distorsions. La question de savoir s'il faut pondérer et, dans l'affirmative, sur la base de quelles caractéristiques, est controversée dans la littérature. Jusqu'à présent, dans le sondage, nous avons appliqué le principe de corriger par l'application d'une pondération (1) les distorsions dues aux échantillons ainsi que (2) les caractéristiques pertinentes au niveau de l'étude.

- (1) Poids de sondage : biais d'échantillonnage causé par le suréchantillonnage des cantons.
- (2) Distorsions de l'enquête : au niveau de l'étude, deux caractéristiques sont principalement pertinentes pour notre question : la participation et le choix électoral. Nous avons donc également appliqué une pondération pour corriger ces deux types de distorsions.

Le tableau A.2. présente la répartition par canton des personnes interrogées dans les études Selects de 1995 à 2007, la part des personnes possédant effectivement le droit de vote dans les cantons selon l'Office fédéral de la statistique, et la pondération cantonale qui y est liée. Cette pondération est obtenue en calculant le quotient de la part des personnes possédant le droit de vote dans un canton k divisée par la part de personnes de ce même canton interrogées dans l'enquête, soit $w_k = GG_k / \text{échantillon}_k$. Cette pondération assure a posteriori que les citoyens de chaque canton aient la même probabilité d'être sélectionnés.

Tableau A.2 Pondération cantonale (w_k) des données du sondage sur la base de la part des personnes ayant le droit de vote dans chaque canton par rapport à l'ensemble de l'électorat suisse (GG) selon l'Office fédéral de la statistique, et de la part des personnes interrogées dans chaque canton en 2011 (en %)

Canton	GG	Sample	w_k	Canton	GG	Sample	w_k
ZH	17.1	15.0	1.14	SH	1.0	1.7	.58
BE	13.9	6.6	2.10	AR	.7	2.3	.33
LU	5.1	2.5	2.06	AI	.2	1.9	.12
UR	.5	2.0	.25	SG	6.1	3.1	1.99
SZ	1.9	1.7	1.12	GR	2.6	2.2	1.19
OW	.5	1.8	.28	AG	7.8	3.7	2.09
NW	.6	1.9	.32	TG	3.1	2.5	1.26
GL	.5	1.5	.34	TI	4.1	13.4	.31
ZG	1.4	2.7	.53	VD	8.0	4.1	1.98
FR	3.6	2.4	1.50	VS	4.0	2.4	1.66
SO	3.4	2.4	1.43	NE	2.1	2.1	1.00
BS	2.2	2.4	.91	GE	4.7	13.2	.36
BL	3.6	2.4	1.50	JU	1.0	2.3	.44

Alors que la pondération cantonale assure la proportionnalité de l'échantillon par rapport aux populations cantonales, il convient – selon les besoins de l'analyse – de pondérer selon la participation et le score électoral des partis, afin de corriger les distorsions existant entre les résultats réels et ceux observés dans le sondage. Dans le cas de la participation et du choix du parti, la distorsion peut être systématiquement liée à certaines caractéristiques des membres de l'échantillon de base. On voit ainsi dans le tableau A.3. que la part de ceux qui ont indiqué dans l'enquête avoir participé aux élections est chaque fois nettement plus élevée que la participation réelle : alors que la participation officielle se situait en 2011 à 49% lors des élections au Conseil national, la part correspondante mesurée par l'enquête se situait à 74 %. Ce phénomène a probablement diverses origines. D'une part, il se peut qu'une partie des personnes interrogées n'ait pas répondu honnêtement à la question de la participation, en raison de la pression ou de la désirabilité sociale attachée à cette question – il est socialement plus valorisé de dire que l'on a participé. D'autre part, il est aussi bien plus difficile d'inciter une personne qui n'est pas intéressée par la politique à participer aux sondages.

Si l'on corrige ce genre de distorsions par des pondérations, il est nécessaire de faire certaines suppositions. Pour la pondération de la participation w_b utilisée dans le cadre de la présente étude, on part du principe que les votant-e-s et les non votant-e-s autoproclamés sont représentatifs de leurs groupes respectifs dans la population de base. Comme pour la pondération cantonale, la pondération de la participation est calculée comme suit : $w_b = GG_b / \text{échantillon}_b$.

Tableau A.3 Pondération de la participation (w_b) des données du sondage sur la base de la participation officielle (GG) selon l'Office fédéral de la statistique et de la répartition des personnes interrogées dans l'échantillon (sample) en 2011 (en %). L'échantillon est pondéré par w_k .

Participation	GG	Sample	w_b
Oui	48.5	73.6	0.66
Non	51.5	26.1	1.97

Comme le montre le tableau A.4, la distorsion due à la sélectivité de l'échantillonnage est un peu moins marquée en ce qui concerne la force électorale des partis. Ici, on suppose une nouvelle fois que l'électorat des partis qui a pris part aux sondages est représentatif des groupes correspondants dans l'ensemble de l'électorat. La pondération de parti w_p est obtenu selon un calcul similaire aux deux pondérations précédentes : $w_p = GG_p / \text{échantillon}_p$. Les personnes n'ayant pas voté obtiennent le poids de 1.

Les pondérations présentées ici ont été combinées de diverses manières, en fonction des besoins des analyses conduites dans cette brochure. Pour les analyses présentées dans le chapitre sur la participation aux élections, c'est la pondération $w_k \times w_b$ qui a été utilisée. Pour les analyses relatives au choix du parti, la pondération $w_k \times w_b \times w_p$ a servi pour calculer les transferts de voix et $w_k \times w_p$ pour les autres analyses.

Tableau A.4 Pondération du parti (w_p) dans les données du sondage sur la base des résultats électoraux officiels d'après l'Office fédéral de la statistique (GG) et de la répartition des personnes interrogées dans l'échantillon (Sample) en 2011 (en %). L'échantillon est pondéré par w_k .

Parti	GG	Sample	w_p
UDC	26.6	20.2	1.31
PLR	15.1	14.5	1.04
PBD	5.4	6.3	0.85
PDC	12.3	11.9	1.03
PVL	5.4	6.6	0.82
PS	18.7	24.2	0.77
PES	8.4	7.4	1.13
Autres	8.1	8.8	0.92

Rolling-Cross Section

Puisque l'enquête RCS était une enquête représentative de la Suisse alémanique et de la Suisse romande, il n'était pas nécessaire de calculer les poids de sondage. Il a également été décidé de ne pas créer de pondérations basées sur la participation, vu que dans l'entretien après les élections, seulement 20% ont indiqué ne pas avoir voté. Ceci peut être expliqué par le fait que la participation à

l'enquête en a motivé certain-e-s à voter et aussi que la plupart des personnes qui n'ont pas pu être recontactées pour un second entretien, n'avaient probablement pas participé à l'élection. Le design RCS n'est donc pas vraiment approprié pour examiner la mobilisation et la démobilitation à court terme.

Il a été légèrement plus compliqué de concevoir des pondérations sur le choix électoral pour la Rolling Cross-Section puisque nous n'avions aucune information sur la « vraie » distribution des préférences avant les élections. Nous avons donc créé une double pondération pour ces données. Pour les répondant-e-s dont nous connaissons le choix électoral définitif, nous avons pondéré en fonction de celui-ci (w_v). Nous avons ensuite cherché à voir dans quelle mesure les intentions de vote de ceux pour lesquels nous disposons du choix effectif diffèrent de celles des personnes pour qui nous n'en disposons pas. Étant donné que ces deux groupes étaient répartis de manière très similaire et correspondaient en plus à la décision de vote effective, nous avons également pondéré les cas où nous ne disposons que de la préférence de vote en utilisant les résultats officiels (w_i).

Tableau A.5 Pondérations par parti (w_v et w_i) de l'enquête RCS sur la base des résultats officiels de l'Office fédérale de la statistique (GG) et de la répartition des répondant-e-s dans l'échantillon (Sample) en 2011 (en %).

	Résultats des élections 2011 (sans le Tessin)	Sample votant	Sample Intention de vote	w_v	w_i
UDC	27.4	21.1	21.8	1.30	1.26
PLR	14.6	13.5	12.6	1.08	1.17
PBD	5.7	6.7	4.5	0.85	1.27
PDC	11.9	11.3	10.4	1.05	1.15
PVL	5.6	7.2	5.4	0.78	1.05
PS	18.8	23.3	23.6	0.81	0.80
PES	8.5	7.7	7.5	1.10	1.14
Autres	7.4	9.1	14.4	0.81	0.51

Enquête candidats

Comme pour les distorsions dans les enquêtes électeurs, nous avons également traité les distorsions de l'enquête candidats afin de compenser l'échantillon par canton et par parti, pour les candidat-e-s élu-e-s et non-élu-e-s. Encore une fois, nous faisons l'hypothèse que les répondant-e-s sont toujours représentatifs de l'ensemble dans leurs groupes respectifs.

Le tableau A.6 indique les poids par canton pour les candidat-e-s aux élections du Conseil national (w_{cc}).

Tableau A.6 Pondérations par canton.

Canton	Répondant-e-s	Total des candidat-e-s	Proportion de répondeur-e-s	Proportion de candidat-e-s	W_{kandc}
ZH	307	802	18.7	23.1	1.24
BE	275	545	16.7	15.7	0.94
LU	78	129	4.8	3.7	0.78
UR	1	2	0.1	0.1	0.95
SZ	31	64	1.9	1.8	0.98
OW	0	2	0.0	0.1	
NW	2	3	0.1	0.1	0.71
GL	0	2	0.0	0.1	
ZG	12	35	0.7	1.0	1.38
FR	48	99	2.9	2.9	0.98
SO	69	141	4.2	4.1	0.97
BS	52	114	3.2	3.3	1.04
BL	53	97	3.2	2.8	0.87
SH	11	21	0.7	0.6	0.90
AR	2	2	0.1	0.1	0.47
AI	2	4	0.1	0.1	0.95
SG	80	176	4.9	5.1	1.04
GR	35	69	2.1	2.0	0.93
AG	132	280	8.0	8.1	1.00
TG	57	102	3.5	2.9	0.85
TI	46	68	2.8	2.0	0.70
VD	161	334	9.8	9.6	0.98
VS	76	151	4.6	4.3	0.94
NE	27	45	1.6	1.3	0.79
GE	75	170	4.6	4.9	1.07
JU	10	16	0.6	0.5	0.76
Total	1642	3473			

Heureusement, la participation à l'enquête parmi les candidat-e-s élu-e-s a été même légèrement plus élevée que chez les non-élus. Il y avait une plus grande différence entre les partis. Les candidat-e-s UDC ont participé significativement moins souvent, alors que les candidat-e-s du PS, du PES et du PBD ont beaucoup plus fréquemment répondu à l'enquête. Pour les candidat-e-s élu-e-s et non-élu-e-s, et par parti, les données ont été pondérées comme suit :

Tableau A.7 Pondération de l'enquête candidats selon élu-e-s/non-élu-e-s (W_{kandg}) et selon le parti (W_{kandp}) sur la base du nombre effectif de candidat-e-s (GG) et de la répartition des répondeur-e-s dans l'échantillon (Sample) (en %).

	GG	Sample	W_{kandg}	Parti	GG	Sample	W_{kandp}
Non-élu-e	94.3	93.8	1.00	UDC	11.1	9.1	1.21
Élu-e	5.7	6.2	0.93	PLR	12.6	11.6	1.09
				PBD	4.3	5.1	0.85
				PDC	11.2	10.8	1.04
				PVL	6.8	7.4	0.92
				PS	12.3	16.6	0.74
				PES	11.1	13.0	0.85
				Autres	28.5	26.4	1.08

Suisses de l'étranger

Le plus difficile a été de calculer une pondération raisonnable pour les Suisses de l'étranger, car nous ne disposons pas de toutes les informations sur les caractéristiques de la population. Les résultats officiels de participation et de comportement électoral de ce groupe sont cependant disponibles séparément dans un total de 10 cantons et demi-cantons : LU, UR, BS, AI, SG, AG, TG, VD, VS, GE. Grâce à ces informations, il est possible d'estimer dans quelle mesure les données sont faussées en terme de la participation et du choix électoral.

- La première question qui se pose est de savoir dans quelle mesure les 10 cantons sont représentatifs de la distribution de l'ensemble du sondage. La colonne A du tableau A.8 indique la participation et les parts d'électorat dans toute la Suisse et dans l'ensemble des cantons dans lesquels les données sont disponibles. Les données de l'ensemble des 10 cantons semblent être assez représentatives de la Suisse entière (voir colonnes A et B). La participation n'est que légèrement inférieure à la moyenne nationale et parmi les partis, il y a surtout une surreprésentation du PLR et une sous-représentation du PBD.
- Si l'on compare à présent les résultats effectifs des Suisses de l'étranger (colonne C) avec le comportement de toutes les personnes ayant le droit de vote dans ces cantons (colonne B), l'on remarque que la participation de 30% est beaucoup plus faible. La part d'électorat de l'UDC et du PLR est également plus faible, alors que la part du PS et surtout du PES est plus élevée, ce dernier obtenant 17% des voix des Suisses de l'étranger.
- La dernière étape consiste maintenant à étudier, comment les Suisses de l'étranger de l'enquête votent dans les 10 cantons (colonne E) et dans quelle mesure ces résultats sont comparables avec ceux de tous les Suisses de l'étranger de l'enquête (colonne D). Il s'avère que l'UDC et le PES sont en particulier sous-représentés et que le PRL et le PVL sont surreprésentés.

Compte tenu de ces facteurs, il est possible de calculer des pondérations avec la logique suivante :

- Pondération pour atteindre la représentativité des 10 cantons pour toute la Suisse (A/B).
- Pondération pour atteindre la représentativité des Suisses de l'étranger de l'échantillon (sample) dans les 10 cantons par rapport aux résultats officiels (C/E).
- Une multiplication des deux pondérations, ayant pour résultat la pondération finale qui sera ensuite utilisée pour les analyses.

Ici également, nous supposons que les distorsions sont les mêmes dans tous les cantons que celles des 10 cantons pour lesquels les informations nécessaires sont disponibles.

Tableau A.8 Distribution en % et pondération des Suisses de l'étranger.

	Résultats effectifs			Suisses de l'étranger de l'enquête		Pondération représentativité 10 cantons (A/B)	Pondération représentativité des Suisses de l'étranger de l'enquête en comparaison avec les résultats officiels (C/E)	Pondération finale (A/B) * (C/E)
	(A) Total Suisses de l'étranger	(B) 10 cantons, résidents suisses et Suisses de l'étranger	(C) 10 cantons, Suisses de l'étranger	(D) Total	(E) 10 cantons			
Participation	48,5	47,3	30	50	50	1,025	0,600	0,615
UDC	27	26	20	11	11	1,028	1,800	1,851
PLR	15	20	16	21	21	0,770	0,767	0,591
PBD	5	3	2	4	4	2,013	0,453	0,912
PDC	12	14	12	8	11	0,893	1,062	0,949
PVL	5	5	5	12	12	1,172	0,397	0,465
PS	19	19	21	23	20	0,999	1,034	1,033
PES	8	9	17	11	12	0,975	1,403	1,369
Autres	8	6	9	10	9	1,327	0,936	1,242
Total	100	100	100	100	100			

Bibliographie sélective des études résultant du projet Selects

- Bühlmann, Marc, Sarah Nicolet, et Peter Selb (dirs.). 2006. *National elections in Switzerland*. *Swiss Political Science Review* 12 (4).
- Farago, Peter. 1995. Wahlen 1995. Zusammensetzung und politische Orientierungen der Wählerschaft an den Eidgenössischen Wahlen 1995 / Elections 1995. Composition et orientations politiques de l'électorat aux élections fédérales 1995. *Selects*, Band 1. Bern/Genève/Zürich.
- Hirter, Hans. 2000. Wahlen 1999. Zusammensetzung und politische Orientierungen der Wählerschaft bei den Eidgenössischen Wahlen 1995 / Elections 1995. Composition et orientations politiques de l'électorat lors des élections fédérales 1995. *Selects*, Band 4. Bern/Genève/Zürich.
- Kriesi, Hanspeter, Romain Lachat, Peter Selb, Marc Helbling et Simon Borschier. 2005. *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*. Zürich: NZZ Libro.
- Kriesi, Hanspeter, Wolf Linder, et Ulrich Klöti (dirs.). 1998. *Schweizer Wahlen 1995. Ergebnisse des Projekts Selects*. *Selects*, Band 2. Bern/Suttgart/Wien: Haupt.
- Lutz, Georg. 2008. *Eidgenössische Wahlen 2007. Wahlteilnahme und Wahlentscheid*. Lausanne: Selects-FORS.
- Lutz, Georg, Thomas Milic et Marco Steenbergen (dirs.). 2010. *The Swiss National Elections 2007*. *Swiss Political Science Review* 16 (3).
- Sciarini, Pascal, Sibylle Hardmeier, et Adrian Vatter (dirs.). 2003. *Schweizer Wahlen 1999 – Elections fédérales 1999*. *Selects*, Band 6. Bern/Suttgart/Wien: Haupt.
- Sciarini, Pascal et Sarah Nicolet (dirs.). 2010. *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg.
- Selb, Peter et Lachat, Romain. 2004. *Wahlen 2003. Die Entwicklung des Wahlverhaltens*. *Swiss Electoral Studies*, Vol. 8. Zürich: Institut für Politikwissenschaft, 2004.